



**Conseil Communautaire
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- - - - -

**Séance publique du
Lundi**

19 mai 2014

- - - - -

PROCES-VERBAL

SEANCE ORDINAIRE DU 19 MAI 2014

Procès-Verbal

L'an deux mille quatorze et le dix-neuf mai à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZY-ZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-F. AUDRIN à Mme I. GUIRAUD, M. P. BONNAL à Mme M.-C. PANOS, Mme T. DASYLVA-PEYRIN à M. A. EL KANDOSSI, Mme M.-P. PASDELOU à M. J.-L. SAVY, M. T. QUILES à Mme M. CASSAR.

Excusé(es):

Mme V. BARTHAS-ORSAL

Absent(es):

M. J. DOMERGUE, M. M. MAJDOUL

Monsieur le Président

Nous allons débiter cette séance du Conseil d'agglomération du 19 mai 2014.

Je vous propose la candidature de Maud Bodkin comme secrétaire de séance.

Pas d'autres candidatures ?

Mademoiselle Bodkin Procède à l'appel.

Merci mademoiselle Bodkin. Le quorum est atteint, nous pouvons donc valablement délibérer

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président

L'ordre du jour présente 65 affaires. Est-ce que quelqu'un souhaite intervenir sur l'ordre du jour ? Je mets au vote. L'ordre du jour comprend essentiellement des désignations, mais préalablement, je souhaiterais vous donner quelques informations, et proposer à l'Assemblée du conseil d'agglomération de Montpellier deux vœux, le premier en faveur du lien et le second relatif à la réforme des rythmes scolaires.

Le Conseil procède au vote. L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Monsieur le Président

Préalablement j'ai quelques informations. J'ai reçu un courrier de monsieur le Préfet ayant pour sujet les archives. Les archives dans les collectivités sont des biens précieux, elles ont été mises en place par la Révolution française. Avant, dans l'ancien temps, dans l'Ancien Régime, c'était les grandes familles qui stockaient les archives. Le législateur pendant l'époque révolutionnaire a souhaité qu'elles deviennent un service public, pour permettre aux citoyens de contrôler le pouvoir exécutif. Les archives sont donc protégées, à ce titre, comme un bien de la nation. Dans ce courrier monsieur le Préfet nous rappelle que la destruction d'archives est punie par la loi. J'ai bien entendu le courrier à votre disposition.

Le deuxième point concerne les audits que j'ai demandés concernant l'agglomération, et les structures satellites de l'agglomération. Ces missions d'audits sont des audits externes. Cela concerne l'association de l'opéra orchestre, l'association de la SPA, et ACM. Leur avis de publicité sera réalisé fin mai, début juin pour un démarrage fin juillet, et les premiers résultats en septembre. Concernant également l'étude prospective du financement de la politique des transports, l'avis de publicité pour l'audit sera publié la semaine du 26 mai, la remise des offres la semaine du 23 juin, démarrage fin juillet, et premiers résultats en septembre. Enfin, concernant les équilibres financiers de la communauté d'agglomération, autrement dit le service des finances et l'analyse des grands équilibres financiers de la communauté, l'avis de publicité sera lancé fin mai, début juin, la remise des offres, fin juin, début juillet, le démarrage fin juillet, et les premiers résultats également en septembre. Le 22 mai au Conseil municipal de Montpellier, je proposerai sous la même forme et publiquement de donner les précisions qui s'imposent sur les audits que j'ai demandés à l'administration. Il est bien évident que tant que je n'aurais pas la totalité des audits, je ne prendrai aucune décision sur les modifications de l'administration dont j'ai déjà parlé. Des recrutements sont en cours, mais ils sont dépendants des résultats et des analyses que j'ai demandé, aussi bien à la ville qu'à l'agglomération. Je me devais d'en faire part à l'Assemblée.

Un petit point sur le musée de la France en Algérie. On m'avait dit, ce sujet étant resté sans communication pendant de longs mois, que le dossier était terminé, que le musée était prêt à ouvrir, que les travaux étaient presque finis. On m'avait dit que son coût avait été voté au-dessous de 10 millions d'euros, autour de 6 millions d'euros. On m'avait également rapporté que le titre du musée avait changé, puisqu'il n'est plus aujourd'hui considéré comme le musée de la présence française en Algérie, mais bel et bien le musée de la France et de l'Algérie. Alors, j'ai pris les clés et je suis allé voir. Après questions posées au service de l'agglomération, que je remercie, le budget estimé est à plus de 22 millions d'euros. Et il reste deux ans de travaux. La question que je pose, c'est : préférons-nous un musée de la France et de l'Algérie pour lequel à aucun moment les représentants officiels de l'Algérie n'ont été consultés, en l'occurrence, le Consul d'Algérie, ou bien, est-il encore temps d'orienter ces bâtiments et cet édifice vers une autre destination qui peut recevoir un musée d'art contemporain que nous avons appelé de nos vœux. Pour moi, le choix est fait, mais je ne prendrais aucune décision sans que cela soit passé d'abord au travers du filtre de l'administration, ensuite au travers du filtre des vices-présidents, de l'Assemblée des maires et de l'Assemblée de l'agglomération. Donc cela fera l'objet d'une délibération que l'on proposera, et sur laquelle le conseil d'agglomération se prononcera. Je dois dire que sur ce dossier il y a eu seulement le comité scientifique qui s'en est ému, ce que je peux comprendre. Ce que je peux comprendre, c'est que ceux qui

ont travaillé disent : « on aurait pu nous avertir ». Certes. Mais ce que je ne peux pas comprendre, c'est qu'on ait utilisé le canal de *Médiapart* pour communiquer. Un petit point sur le résultat sportif de nos équipes. Je voudrais féliciter avec monsieur Meunier, l'équipe de basket Lattes-Montpellier qui a fait hier un match formidable contre Bourges, et nous attendons impatiemment le match retour en espérant que les filles, les gazelles, seront championnes de France. J'ai un petit regret pour le MHB qui n'a pas perdu pour beaucoup à Berlin, mais qui a perdu, et un grand regret pour une autre équipe de rugby, le MRC. Là aussi, je vais le dire avec le sourire, mais je n'ai pas bien compris les commentaires de monsieur Galtier qui expliquait qu'il y avait un grand doute sur la règle concernant la pénalité. Je ne vais pas en faire un plat, mais à ce niveau cette lacune me paraît déplacée. Et perdre une capacité à aller en finale du championnat de France pour ça, vous admettez que c'est fort de café. Je n'irai pas plus loin.

Enfin, et pour conclure sur ces informations, beaucoup d'élus et de concitoyens m'interrogent sur ma position sur les européennes. D'abord, je rassure le président de la fédération socialiste de l'Hérault, nous avons tous nos présidents de bureau de vote, nous en sommes ravis. Mais, je rectifie c'est ce qui est écrit dans *Midi-Libre* : « la lettre de monsieur Bourgi incitait les socialistes à ne pas présider les bureaux », ce n'est pas pour le parti, mais moi je n'y suis plus, donc je ne me mêle pas de ces affaires-là. La dernière chose, c'est qu'on me demande : mais pour qui il faut voter aux européennes ? Je laisserai chacun libre de ses choix, mais je voterai à gauche.

Nous allons maintenant passer aux vœux.

HORS COMMISSION – VŒU EN FAVEUR DE L'ACHÈVEMENT DE LA LIAISON INTERCOMMUNALE D'ÉVITEMENT NORD DE MONTPELLIER (LIEN)

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Le Plan de Déplacements Urbains (PDU) 2010-2020 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier approuvé en juillet 2012, établit les fondements de l'organisation des déplacements des personnes et des marchandises.

Il s'appuie pour cela sur un schéma global de déplacement identifiant le développement des transports en commun, notamment des réseaux de train, de tramway et de bus et un réseau « armature » privilégiant un contournement routier complet de Montpellier et permettant de privilégier l'épanouissement des modes doux dans les quartiers et les villages ainsi que la facilitation de leurs accès.

Le PDU, élaboré en étroite concertation avec l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault, réaffirme les principaux programmes routiers tels que définis dans le dossier de voirie d'agglomération (DVA), approuvé par décision ministérielle le 3 mai 2002. Il complète les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), approuvé le 17 février 2006, qui établit une hiérarchisation du réseau de voirie, afin de mettre en cohérence, dans la durée, les fonctions et les caractéristiques d'aménagement propres à chaque infrastructure.

Dans cette perspective, la voie rapide de Liaison Intercommunale d'Evitement Nord (LIEN) est destinée à assurer une fonction de grand contournement à l'échelle de l'arrière-pays montpelliérain.

Le LIEN, permet une liaison rapide entre l'arrière-pays, le Nord et l'Est de Montpellier.

Sa réalisation participe ainsi au système de contournement de l'aire urbaine de Montpellier, grâce aux échanges qui ponctuent son parcours, tout particulièrement pour ses sections les plus proches de l'agglomération. Elle permet d'optimiser l'usage du réseau de voirie existant et, en particulier, de supporter une partie des flux de transit empruntant actuellement les voies pénétrantes du cœur de la Communauté d'Agglomération. A ce titre, achever la liaison est urgent.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'achèvement urgent de la liaison intercommunale d'évitement Nord de Montpellier (LIEN) ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Le premier vœu qui concerne le lien, vous savez que c'est une ancienne histoire. Le Conseil général l'a remis à l'honneur à deux reprises, le projet a été cassé, mais l'agglomération considère qu'elle a besoin du 'Lien'. Nous ne rentrerons pas dans les affaires internes des communes, qui elles-mêmes ont des prérogatives à défendre, qui elles-mêmes ont une vision de leur territoire précise, et notamment de leur urbanisme.

Il n'empêche que j'ai souhaité que nous mettions ce vœu au vote de l'Assemblée pour dire que le 'Lien' est indispensable pour assurer le contournement Nord de l'agglomération de Montpellier. C'est un vœu de principe sur l'achèvement du 'Lien'. C'est en tout cas ce que nous avons souhaité écrire, et que je sou mets à l'Assemblée. Bien entendu, vous avez la parole sur ce sujet.

Monsieur Revol

Monsieur le Président, chers collègues, c'est l'occasion pour moi de réaffirmer, contrairement à ce qui a été dit publiquement, que la commune de Grabels, son Conseil municipal et ses habitants sont favorables à l'achèvement du lien. Ce qu'ils ont mis en cause, c'est le tracé qui a été choisi et soumis à la récente concertation, tracé qui reprend au mètre près le tracé qui avait été cassé sur le fond et sur la forme par le tribunal administratif, ce qui constitue un déni de justice. En conséquence, la ville de Grabels de manière unanime pour son Conseil municipal, et avec l'appui de la population, nous souhaitons mettre à l'étude pour le contournement final du lien qui est nécessaire un tracé de compromis. Nous regrettons qu'il n'ait pas encore été mis à l'étude, mais en tout cas notre détermination est absolue sur cette question. Nous continuerons à nous battre pour ce tracé dans la mesure où le tracé qui a été choisi impacte dans un rayon de 300 mètres plus de 450 habitants, qu'on ne peut pas nous reprocher d'avoir fait les permis de construire, car depuis que je suis maire en 2008, aucun permis de construire n'a été attribué sur cette zone. Mais ce tracé a été conçu il y a 25 ans, depuis 25 ans l'agglomération de Montpellier s'est développée, et il faut tenir compte de ce développement pour que cette nécessaire infrastructure routière n'entraîne pas de nuisances particulièrement importantes pour la cuvette de vie que constitue le village de Grabels. Donc, que le 'Lien' se fasse, et surtout qu'il se fasse en prévoyant un schéma à plus long terme qui permette le contournement Ouest, car il est plus facile de rejoindre l'A9 par l'Ouest en partant de l'A750 qu'en passant par l'Est. Donc, il nous faut réfléchir aussi au contournement nécessaire à l'Est, et donc cette étude d'ensemble, il faudrait que tous les acteurs se mettent autour de la table, y compris l'État qui dans ce domaine est bien frileux, pour aboutir à la réalisation finale de cet ouvrage, sans essayer de passer en force sur la volonté des populations.

Monsieur le Président

Merci monsieur Revol.

Est-ce que quelqu'un souhaite s'exprimer ?

Je vais mettre aux voix ce vœu.

Le Conseil procède au vote.

A l'issue d'un vote à main levée le vœu est adopté çà l'unanimité.

Monsieur le Président

Le vœu est adopté à l'unanimité, je vous en remercie.

Nous allons passer maintenant au vœu relatif à la réforme des rythmes scolaires.

HORS COMMISSION – VŒU RELATIF À LA RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

En France, comme partout dans le monde, les inégalités scolaires reproduisent les inégalités sociales.

Mais cette reproduction semble, chez nous, particulièrement intense. L'école accentue la reproduction des inégalités sociales. Ce n'est pas la réforme des rythmes scolaires qui fera disparaître cette constatation.

Lors de son discours de politique générale devant la représentation parlementaire, le Premier ministre

Manuel VALLS a indiqué que les conditions de mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires seraient assouplies. A la suite de cette annonce, le Ministre de l'Education Nationale a préparé un décret qui a été rejeté par le conseil supérieur de l'éducation lors de sa séance du 5 mai (3 voix pour,

31 contre et 27 abstentions). Ce décret ne prévoit pas d'assouplissement sur la date de mise en œuvre de la réforme.

Or, le pacte de responsabilité engagé par le gouvernement place à une hauteur inconnue jusqu'alors la part que devront prendre les collectivités locales dans l'effort de réduction des dépenses publiques.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier considère que ces efforts sont nécessaires au redressement du pays, mais ils créent un contexte nouveau dans lequel le coût élevé de la réforme des rythmes scolaires paraît difficilement supportable. C'est d'ailleurs l'enseignement que l'on peut tirer des premiers retours d'expériences des villes qui ont choisi de la mettre en œuvre à la rentrée dernière et qui, au-delà du coût pointent la dégradation de la qualité du service rendu aux familles.

Pour concilier la contrainte financière avec la qualité du projet éducatif partagé entre l'Education nationale et nos communes, il est donc absolument nécessaire de reprendre le temps de la concertation tant les enjeux éducatifs sont importants.

La question de la gratuité ou de la tarification des temps périscolaires est l'un d'entre eux. Les grandes villes françaises ont adopté à cet égard des pratiques très différentes. La concertation, tant locale que nationale, ne saurait être bâclée, et il ne serait pas imaginable que l'on se prive de retours d'expérience riches d'enseignements.

C'est la raison pour laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la voix de son conseil, au début d'une mandature de six années :

- demande solennellement au gouvernement d'assouplir le calendrier tel qu'il est actuellement prévu en autorisant les villes de l'agglomération à une mise en place en septembre 2015,
- demande que le Ministère de l'Education nationale organise un séminaire national pour confronter les points de vue des villes et faire un point d'étape sur la première année de mise en œuvre de la réforme, de façon à pouvoir proposer un dispositif amendé plus conforme à la nouvelle donne des finances publiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- porter ce vœu à la connaissance du Ministre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

De nombreuses communes, quels que soient leurs partis politiques, leurs idées politiques, ont émis des réserves sur la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. La ville de Montpellier, de nombreuses communes de l'agglomération, qui sont dans le même cas, ont demandé à ce qu'il y ait un report d'un an de cette réforme du temps scolaire. Nous avons donc par ce vœu exprimé l'avis de nombreux maires, de nombreux élus, même si tous ne sont pas sur la même longueur d'onde, et comme je l'ai fait ce matin en conférence des maires, je leur prie de s'exprimer de façon claire sur ce

sujet, il est normal qu'on ne soit pas tous du même avis sur des sujets politiques d'aménagement, ou culturel, c'est normal. Je ne cherche pas à faire l'unanimité. D'ailleurs, quand il n'y a pas l'unanimité, je m'en porte mieux. Je n'ai pas l'habitude de faire l'unanimité, ça me choque. Donc je demanderai à chacun de s'exprimer. Ce n'est pour autant qu'on sera fâché, qu'on ne se parlera plus, qu'on ne s'embrassera plus, etc. Chacun a le droit d'exprimer sa position. Pour ce qui est de la ville de Montpellier, pour ce qui est des temps scolaires, nous avons émis de grands doutes sur l'application immédiate de la réforme, liés à de nombreux paramètres inhérents à la ville, donc lesquels je n'entrerai pas, puisque nous ne sommes pas ici au Conseil municipal de Montpellier, mais que je présenterais le 22 puisque ce vœu sera proposé de la même façon au Conseil municipal de Montpellier. Vous en avez pris connaissance, et donc je vais proposer que le débat s'ouvre autour de cette proposition, qui n'est pas le fait de refuser cette réforme, mais demander un an avant de pouvoir l'appliquer parce que beaucoup de communes ont besoin de ce temps pour la mettre réellement et correctement en place. Le débat est ouvert.

Madame Galabrun-Boulbes

Monsieur le Président, mesdames et messieurs. Donc comme je vous le disais ce matin, nous depuis 2012 avec la communauté d'agglomération, nous avons travaillé sur des réunions, sur des tables rondes autour de ce sujet, qui voulait réunir toutes les communes de l'agglomération de Montpellier, puisqu'on se voulait une agglomération pilote dès 2012, ce qui n'a pas été le cas puisque sur 31 communes, il n'y en a que 10 qui sont parties. Je tiens quand même juste là à remercier les services de l'agglomération qui en son temps a œuvré, a travaillé, et nous a donné toutes les explications dont nous avons eu besoin pour prendre notre décision. C'est comme ça que Saint-Drézéry a décidé, en concertation avec les directions d'écoles, les enseignants, les parents d'élèves et le personnel, ainsi que le Conseil municipal bien sûr, de se lancer dans cette aventure dès 2013. Il y avait une échéance municipale, donc on pensait que c'était bien d'être plutôt précurseur que d'attendre. Au mois de mai 2013, on a rencontré aussi toutes les associations de la commune pour envisager un partenariat avec elles. Le résultat est allé au-delà de nos prévisions puisqu'on a eu des échanges diversifiés et riches, et une grosse participation des associations des TAPS (Temps d'Activités Périscolaires). Comme nous sommes une petite commune, nous avons décidé de demander une participation symbolique aux familles, elle est de 75 centimes pour le temps de 16h à 18h30, c'est-à-dire le temps de TAPS plus le temps d'y aller. Pour permettre la réalisation de ces TAPS, on a accru le temps de travail de certains de nos titulaires et contractuels, ce qui a surtout satisfait le personnel. Au premier Conseil d'école nous avons fait un point. On s'est aperçu qu'il y avait encore des petites choses qui étaient à régler, entre autres les devoirs du mardi soir. Donc on sait bien tous qu'on ne doit pas avoir de devoirs, uniquement des leçons, mais il y en a encore, et donc il a été décidé par certains enseignants de ne plus donner de devoirs le mardi soir pour simplifier les choses. L'autre difficulté venait de l'école maternelle où effectivement les enfants étaient fatigués, et il y avait un problème d'inscription à la journée, etc. Mais au second conseil d'école, la majorité des équipes enseignantes a été plutôt très satisfaite, ils se sont aperçus que la régularité du rythme pour l'enfant était plutôt bénéfique. Le fait de se lever tous les matins à l'heure faisait que les enfants en fin de semaine étaient moins fatigués, contrairement à ce qu'on pourrait penser, parce qu'il y a beaucoup plus de parents qui travaillent que ceux qui ne travaillent pas, et du coup les familles se sont organisées et se sont adaptées à ces nouveaux rythmes. En début d'année 2014, la commune a signé avec la CAF, l'inspection de l'académie et l'État son PEDT, son projet éducatif partenarial. Nous faisons des TAPS de trois quarts d'heure tous les soirs, parce qu'un TAP, c'est censé être une découverte ou une initiation, et non pas apprendre vraiment quelque chose, aussi bien de la culture, du sport, des travaux manuels, de la citoyenneté, tout sujet. Ces TAPS sont fréquentés à 50 % dans les écoles de Saint-Drézéry. Ça se passe très bien, sauf une faible participation le vendredi soir, je tiens à le souligner. Donc la commune de Saint-Drézéry est ravie de son organisation et de la participation de tout le monde. Je me dois de voter contre votre vœu, monsieur le Président, puisque pour nous tout

est parfait.

Monsieur le Président

Merci madame le maire. Qui souhaite s'exprimer ? Je donne la parole à Monsieur Grand.

Monsieur Grand

Merci monsieur le Président. Ce vœu est tout à fait opportun. À Castelnau, nous avons une particularité, c'est que depuis 1994, il y a 20 ans cette année que nous pratiquons la semaine de quatre jours, à la plus grande satisfaction générale.

Alors, les deux décrets qui forment soi-disant une réforme, c'est une réforme brouillonne, et cette réforme est faite, d'après ce qu'on nous a dit, pour défendre l'intérêt de l'enfant, ce qui est le minimum qu'on puisse attendre quand il s'agit de l'éducation nationale. Je ne reviendrai pas sur les coûts, je ne reviendrai pas sur tout cela.

Je reviendrai simplement sur ce qui est fondamental, c'est-à-dire la défense de l'intérêt de l'enfant à partir du rythme scolaire, et à partir de sa fatigue, parce que c'est de cela dont on a parlé au début quand on a mis en place l'idée de passer à quatre jours et demi. Je pense quand même qu'en faisant travailler les enfants, trois heures le matin, trois heures l'après-midi le lundi et le mardi, trois heures le matin le mercredi, trois heures le matin et l'après-midi le jeudi, et trois heures le matin le vendredi, il sera difficile de nous expliquer qu'ils sont moins fatigués que lorsqu'ils se reposent le mercredi matin. On sait par ailleurs que dans une commune comme la mienne, la plupart des enfants, au moins un sur deux, arrive le matin à 7h30 et repart à 18h30 de l'école. Tout cela pour vous dire que moi je suis très attaché à l'école de la République, mais l'école de la République, c'est un tout. L'école de République, c'est d'abord l'égalité. Or, cette modification des rythmes démontre que l'égalité républicaine n'est pas respectée, pour des tas de raisons que d'autres collègues pourront démontrer, je le pense, parce que toutes les communes dans cette affaire-là ne sont pas égales. Dans nos communes urbaines où la vie associative est très ouverte à l'ensemble des résidents des communes limitrophes, ça nous pose un grand nombre de problèmes. Et il y a un problème de fond, monsieur le Président, j'attends une réponse sérieuse de l'État sur la raison pour laquelle cette réforme ne s'appliquerait qu'à l'école publique, et pas à l'école privée sous contrat. L'école privée sous contrat, que je respecte, j'ai marché onze heures en 1984 pour la défendre, donc l'école, je n'ai aucun problème là-dessus. En revanche, ce qui est sûr et certain, c'est que l'école de la République est composée de l'école publique et de l'école privée, et pas de l'un sans l'autre. Et quand une école privée est sous contrat, ça veut dire que l'État a un droit de regard, et indique un certain nombre d'obligations à ces écoles-là sur le plan pédagogique. Or, on nous a expliqué que la semaine de quatre jours et demi, c'était effectivement une avancée pédagogique, et notamment dans la défense de la santé des enfants. Donc je suis quand même très étonné que personne dans ce pays ne réagisse à cette différenciation qui me semble tout à fait contraire à l'intérêt général, et dans tous les cas, à l'égalité républicaine. Enfin, je voudrais dire que nous n'avons de l'État aucune assurance pour demain. Je dis que nos communes peuvent assumer, même si ça va être difficile pour Montpellier, même si c'est contraignant pour nous, on va assumer ce qu'on doit assumer. En revanche, il y a des communes qui ne pourront pas le faire, et donc les enfants seront traités différemment hors temps scolaire, les familles seront traitées différemment. Il y en a auxquelles on demandera une participation, d'autres auxquelles on ne demandera pas, il y a des enfants qui se retrouveront avec des activités très intéressantes, peut-être novatrices, et d'autres qui joueront à la balle dans la cour. Ce n'est pas l'égalité républicaine. Voilà pourquoi je pense qu'aujourd'hui interpeler de façon républicaine, courtoise, sereine, l'État est une bonne démarche. Merci.

Monsieur le Président

Merci monsieur Grand.

Je donne la parole à monsieur Martin.

Monsieur Martin

Merci monsieur le Président. Je voudrais m'exprimer sur cette question, parce qu'effectivement je crois que tout le monde est d'accord, c'est un constat qui est partagé très largement et depuis longtemps pour dire que les rythmes scolaires tels que nous les connaissons ne sont pas du tout satisfaisants pour les apprentissages des enfants. Ceci dit, la réforme propose un aménagement des rythmes scolaires hebdomadaires, mais à l'heure actuelle, il paraît que ça devait être prévu pour plus tard, mais pour le moment ne prévoit pas de modifications sur l'année. Or, pour que sur le plan hebdomadaire cela puisse être fait de façon pertinente, il faut pouvoir regarder l'année dans toute sa globalité. Donc je pense qu'il y a là une nécessité pour pouvoir adapter les choses réellement pour faire une vraie réforme des rythmes scolaires. Je pense que c'est à prendre en compte dans une évaluation. Alors, quand je regarde votre proposition de vœu, personnellement, effectivement, quand vous proposez d'organiser, on l'appelle comme on veut, un séminaire national, peu importe, les termes peuvent m'aller, pour confronter les points de vue des villes et faire un point d'étape, je dis pourquoi pas effectivement faire un point d'étape. Pour ceux qui ne le savent peut-être pas, je suis moi-même enseignant, mais en collège, en section d'enseignement général et professionnel adapté. Vous aurez compris que tout est dans le « adapté », c'est-à-dire auprès d'enfants qui sont en grandes difficultés scolaires. Donc je connais bien le souci, et je discute souvent avec les syndicats enseignants, et globalement, je me place là sur un plan national, pas que local, les syndicats enseignants ne sont pas majoritairement ravis de la réforme telle qu'elle se déroule. Le constat qui est tiré, ça a été dit tout à l'heure, même si visiblement il y a eu des améliorations par la suite, c'est une fatigue accrue des enfants. Tout simplement, parce qu'on n'a pas vu les choses sur l'année. Et les choses se passent comment ? C'est qu'on a rajouté une demi-journée dans la semaine, ça, je suis pour, mais comme il faut bien que les enfants soient occupés intelligemment dans les journées qui ont été raccourcies, on crée un certain nombre d'activités dont il ne faut pas croire que parce que ce ne sont pas des activités d'enseignement, qu'elles ne sont pas fatigantes. Je crois qu'il faut bien insister là-dessus, l'enseignement est fait par les enseignants, il ne s'agit pas d'activité d'enseignement, il n'empêche que ce sont des activités fatigantes. À partir du moment où dans une activité l'enfant reçoit une consigne, et qu'il doit comprendre cette consigne, et qu'il doit appliquer cette consigne, etc., bien entendu c'est de la fatigue accumulée par l'enfant, et donc il faut revoir cette chose-là. Et donc, dans ce que vous appelez le séminaire national, peu importe le terme, je crois qu'il y a un acteur qu'il ne faut pas oublier. J'ai eu la chance de travailler en Angleterre dans une entreprise privée, et on cite souvent l'Angleterre pour être plus efficace que nous sur les rythmes scolaires, les enfants travaillent plutôt le matin, l'après-midi ils font plutôt des activités sportives ou autres, ce que j'ai remarqué à l'époque où j'ai travaillé dans cette entreprise pourtant privée, c'est qu'à 5h du soir, il n'y avait plus personne dans les bureaux. C'est-à-dire qu'effectivement les parents pouvaient récupérer leurs enfants, les amener à la maison où là les enfants avaient véritablement des activités de repos ou leurs propres activités. Moi, si les enfants peuvent rentrer tôt chez eux, et s'occuper eux-mêmes chez eux sans avoir à appliquer des consignes, recevoir des consignes, analyser, comprendre, effectuer, travailler, ça va très bien. Le petit garçon qui va pouvoir rentrer chez lui et jouer à la poupée, ou la petite fille qui va pouvoir rentrer chez elle et jouer aux petites voitures pour se reposer, ça me va effectivement très très bien. Non, je n'ai pas fait d'erreur.

Monsieur le Président

C'est bien, c'est que tu as intégré l'ABCD de l'égalité.

Monsieur Martin

Tout à fait, je l'ai totalement intégré. Donc, on voit bien qu'il y a cette difficulté. Donc je suis d'accord sur le fait qu'il y a besoin de faire un point d'étape. La plupart des syndicats enseignants le demandent, et donc pour ça, il faut évidemment, c'est le premier point de votre vœu, assouplir le ca-

lendrier de façon à prendre le temps de cette évaluation. D'ailleurs, en enseignement, quand on met une action après on l'évalue, ça me semble être la moindre des choses. Donc je peux très bien voter ce vœu. Il y a juste dans l'argumentation deux choses qui me posent problème. Dans la deuxième phrase, je suis d'accord sur le fait que les inégalités scolaires reproduisent les inégalités sociales, ça aussi c'est quelque chose qui est, je crois, reconnu par tout le monde. Par contre, je pense que les choses sont exagérées lorsqu'il est dit que l'école accentue la reproduction des inégalités sociales. Là, je ne peux pas être d'accord avec ce point-là. Que l'école n'arrive plus à jouer son rôle d'ascenseur social, qu'elle n'arrive pas à gommer les inégalités, oui. Dire que l'école les accentue, je pense que là il y a un excès qui me pose véritablement problème. L'autre problème plus politique celui-là, c'est quand il est dit que le pacte de responsabilité engagé par le gouvernement, c'est-à-dire la politique d'austérité engagée par le gouvernement, appelons un chat un chat, place à une hauteur inconnue jusqu'alors la part que devront prendre les collectivités locales dans l'effort de réduction des dépenses publiques. On ne sait pas exactement quelles seront les dotations de l'État pour les collectivités territoriales dans le cadre de la politique qui est lancée actuellement, donc effectivement, ça pose un problème de financement de cette réforme des rythmes scolaires. Ce qui me gêne, c'est le début du paragraphe suivant : « la communauté d'agglomération de Montpellier considère que ces efforts sont nécessaires au redressement du pays ». Je ne vais pas m'étaler trop longtemps, mais chacun comprendra que je ne peux pas être d'accord avec ça. Je ne peux pas dire que moi je considère que ces efforts seront nécessaires au redressement du pays. Donc si ces deux phrases : « l'école accentue la reproduction des inégalités sociales », et « l'agglomération de Montpellier considère que ces efforts sont nécessaires au redressement du pays », si ces deux phrases sont enlevées de l'argumentation, je pourrais voter ce vœu. Sinon, vous comprendrez que je sois obligé de m'abstenir, parce que je ne peux pas prendre la défense de la politique d'austérité du gouvernement.

Monsieur Levita

C'est la stricte vérité, je suis désolé. C'est la stricte vérité que les Français refusent d'entendre. Je suis le responsable de cette phrase. Comme c'est moi qui ai introduit cette phrase dans le vœu, je la défends. Ce sont les thèses de monsieur François Dubet, qui est notre plus éminent spécialiste. Dans notre système de grandes écoles qui est opposé au système des universités, tout montre que l'école, c'est le système éducatif, ce n'est pas l'école elle-même, mais le système éducatif accentue la reproduction des inégalités sociales. Il suffit de voir la composition sociale des enfants qui vont dans les grandes écoles. Ou un jour on regardera la vérité en face pour essayer de faire quelque chose dans les écoles, dans le système éducatif, dans lequel notre faillite depuis 1981 est totale, ou on continuera à se boucher les yeux. Je veux bien, Hervé est très impressionnant, et je respecte beaucoup, et il le sait, le travail qu'il fait à l'endroit où il le fait. Il ne peut pas dire que l'école n'accentue pas. Ce n'est pas vrai. L'école accentue, que ça plaise ou que ça ne nous plaise pas. Ça ne me plaît pas particulièrement. J'ai été enseignant.

Monsieur Martin

Elle reproduit, mais elle n'accentue pas. Mais on ne va pas lancer le débat là-dessus, ce n'est pas l'essentiel du texte.

Monsieur le Président

On ne va pas se battre sur la sémantique.

Monsieur Levita

C'est la vérité.

Monsieur le Président

Monsieur Revol.

Monsieur Revol

Bien entendu, je partage le point de vue de monsieur Martin sur la politique du premier ministre, dont je suis un opposant de gauche résolu. Et donc la formule sur le pacte de responsabilité ne me paraît pas heureuse, par contre il y a un fait qu'il faudrait prendre en compte, c'est que les dotations aux collectivités territoriales sont en baisse dès cette année, et la planification de cette baisse n'est pas faite par année, mais elle est faite globalement jusqu'en 2017. Cela signifie que les moyens qui sont donnés aux communes diminueront, et y compris pour une commune comme la mienne qui compensait ce début de baisse par son augmentation démographique. Pour la première année, nous avons une baisse en volume, et plusieurs communes ici sont concernées par cette évolution. Il me paraît donc absolument anormal que l'État nous transfère à nouveau une obligation, une compétence, et qu'il ne nous donne pas les moyens qui vont avec cette compétence. C'est cela qu'il faut particulièrement souligner sur ce point. À partir de là, nous n'avons pas les moyens d'assurer un encadrement de qualité. Deuxièmement, je pense que... Je ne vais pas trop développer, parce qu'au fond mon argumentaire a été très bien développé par monsieur Jean-Pierre Grand, il a tout à fait raison. Nous sommes dans une situation de territorialisation de l'école de la République, de municipalisation de l'école de la République, et de faire qu'ainsi les enfants, selon l'endroit où ils sont nés, dans une commune riche ou dans une commune pauvre, n'aient pas accès aux mêmes activités, aux mêmes apprentissages, car il faut bien voir qu'il ne s'agit pas en l'occurrence simplement d'un encadrement périscolaire, ce que dans le jargon de l'éducation nationale on appelle désormais les TAPS, ces fameux travaux sont qualifiés de périéducatifs, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Et on dit qu'on doit transmettre pendant ces heures un certain nombre d'apprentissages concernant la culture, le sport, etc. Donc on fait sortir du champ scolaire des choses qu'on avait réintroduites dans les années 60, 70, après de multiples combats, pour qu'à l'école on considère que l'enseignement du sport, l'enseignement culturel, l'enseignement artistique, de l'art plastique, font partie des fondamentaux que les maîtres d'école doivent transmettre avec un programme national, commun à tous, quel que soit la commune dans laquelle vous êtes. J'ai bien peur qu'avec notre zèle dans nos communes, puisque nous essayons d'offrir l'encadrement de meilleure qualité dans ce cadre périscolaire, on crée une situation qui fasse que l'éducation ensuite se défausse, l'éducation nationale se défausse de ses responsabilités, et laisse tomber ces apprentissages. Donc ça me paraît extrêmement dangereux. Enfin, dernière remarque que je voudrais faire, le décret d'assouplissement du ministre Hamon me paraît personnellement catastrophique, car il permettra, il permet notamment deux choses, qui me paraissent extrêmement dangereuses : premièrement, la possibilité de regrouper ces activités sur une après-midi. Et on vient de le voir avec la décision que vient de prendre la ville de Lyon qui avait effectivement résisté dans un premier temps au passage des rythmes scolaires sous cette forme, et qui vient de céder à la pression du gouvernement en organisant le vendredi après-midi libre. Donc ça signifie que les enfants pendant trois journées auront à nouveau six heures et non plus cinq heures et quart, en plus le mercredi matin, mais par une sorte de compromis implicite avec la population locale, notamment la plus aisée, et d'une certaine manière pour faire avaler la pilule aux enseignants, on vous donne un grand week-end : « maintenant, taisez-vous, appliquez cette réforme parce qu'il faut sauver le candidat Peillon ou le soldat Hamon », je ne sais pas lequel. Mais en l'occurrence, ça me paraît un calcul vraiment sur lequel l'intérêt de l'enfant n'est plus du tout au centre des préoccupations. Deuxième chose qui est dans ce décret, et qui est particulièrement dangereux et qui fait qu'il faudrait que la collectivité qui est notre communauté d'agglomération et les communes manifestent leur réticence à leur application, deuxième chose, c'est que les communes ont la possibilité, je dis cela par rapport à la très bonne remarque de monsieur Martin sur le fait qu'il n'y a pas d'étalement annuel de la réforme, mais que c'est une réforme uniquement sur la semaine d'école, aujourd'hui le décret permet aux communes d'organiser librement l'étalement de manière annuelle le temps scolaire. Mais ça signifie quoi ? Ça signifie qu'on va avoir finalement une éducation nationale complètement morcelée, et nous rentrons dans des processus qui visent finalement à désarticu-

ler l'organisation nationale de notre école. Donc manifestement c'est une réforme qui était nécessaire, mais elle a été bâclée. La sagesse voudrait qu'aujourd'hui nous fassions une véritable évaluation de cette politique publique, qu'on remette les acteurs autour de la table, et qu'on dise : « voilà ce qui était bien, voilà ce qui n'a pas été bien ». Je respecte les communes qui ont lancé cette initiative l'année dernière et qui se sont beaucoup dépensées, qui ont beaucoup travaillé, et qui font parfois des choses intéressantes. Mais il faut faire un bilan au global, parce que ce n'est pas parce qu'on a pris les communes les plus dynamiques qui pouvaient le faire qu'on va pouvoir le généraliser à tous. Le temps de la pause doit arriver sur cette réforme.

Monsieur le Président

Merci monsieur Revol.

Monsieur Calvat, puis madame Touzard.

Monsieur Calvat

Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous dire que nous avons été très nombreux ce matin en conférence des maires à apprécier la liberté et la qualité des débats. Je crois que nous avons eu une écoute et un débat passionnant ce matin. La commune de Jacou applique depuis la rentrée dernière la réforme des rythmes scolaires. Je crois qu'on peut sans problème dire que la plupart des chronobiologistes s'accordent à dire que les cinq matinées de cours sont indispensables à l'apprentissage des fondamentaux. Ça nous a plutôt tous réussi ici, je crois que nous sommes tous ici issus d'un système scolaire, le samedi matin pour moi il y a quelques années, nous avons pu bénéficier de ces cinq matinées de cours. Pourquoi nous on en a bénéficié, pourquoi pas les enfants d'aujourd'hui ? Je voudrais aussi dire que la réforme a permis à plusieurs centaines de jeunes de ma commune d'accéder à des pratiques culturelles et sportives variées et de qualité, et beaucoup de jeunes, pour de multiples raisons, en étaient exclus. Bien évidemment, tout est perfectible, je pense que nous nous sommes donné les moyens de réussir cette réforme dans l'intérêt de l'enfant. Il existe toujours des marges de progression, mais je crois que si on s'en donne les moyens, et dans la concertation, nous pouvons réussir cette réforme dans l'intérêt des enfants. C'est pour ça, monsieur le Président, vous comprenez, que je ne voterai pas le vœu que vous nous présentez.

Monsieur le Président

Merci monsieur Calvat.

Madame Touzard.

Madame Touzard

Monsieur le Président, chers collègues. À Murviel, le maire précédent, l'équipe précédente avait mis en place les activités périscolaires, au départ contre l'avis des parents d'élèves, qui au trois quarts étaient contre. Je passe sur les explications. On est en cours d'évaluation en ce moment de la première année de mise en place, et apparemment, d'après les premiers résultats, l'avis des parents s'avèrent positifs sur cette expérience.

On en discutait dans le bureau. Il me semble que les collectivités n'ont pas pour rôle de juger du rythme, de quel est le rythme le plus pertinent pour les enfants. Ce n'est pas notre rôle. Il y a des débats, les débats sont scientifiques. Nous sommes des collectivités qui avons pour rôle de mettre en place un service public, je l'ai dit ce matin, dans les meilleures conditions possible. Il faut qu'on assure la qualité de ce service. Je me bats particulièrement pour savoir comment on va financer ça à l'avenir. On a une première préoccupation qui est, et que je trouve tout à fait légitime pour les communes qui n'ont pas encore commencé à mettre en place les activités périscolaires, les TAPS, de demander un délai, parce que c'est vrai qu'il faut le faire dans de bonnes conditions. Mais je pense qu'il y a un autre combat, qui est autrement plus important, qui est celui du financement. C'est une compétence qu'on nous a déléguée, mais sans les moyens qui vont avec.

Monsieur le Président

Merci madame Touzard, madame Jamet, puis madame Frêche, et puis monsieur Lussert.

Madame Jamet

Quelques mots simplement, puisqu'on n'était pas au fait de ce vœu relatif à la réforme des rythmes scolaires, que je trouve particulièrement, non pas le vœu, mais en tout cas cette démarche particulièrement dangereuse, je dirais, pour notre république, pour notre démocratie et pour nos enfants. Ce qui m'étonne c'est que les débats, même si quelques aspects sont abordés de façon concrète et pragmatique, fait état plus de la forme que du fond. On est en train de discuter de savoir si les finances publiques, la nouvelle donne nous permettent d'aboutir à cette réforme. Je ne crois pas que ce soit vraiment le fond du problème, je vous l'avais dit, nous avons eu déjà l'occasion, que ce soit pendant la campagne ou dernièrement, nous, ce qui nous inquiétait particulièrement, c'était justement le contenu de ces cours, et je parle notamment, vous en parliez avec d'humour de l'ABCD de l'égalité qui nous a profondément heurté. Je sais que madame Rossignol, députée PS estimait que les enfants n'appartenaient pas à leurs parents, mais nous pensons quand même qu'ils ont leur mot à dire. La fameuse théorie du genre qui devait être développée dans le cadre de ces activités périscolaires nous paraît particulièrement dangereuse, et nous ne cesserons de la dénoncer et nous insurger contre ça. C'est-à-dire que sous prétexte de lutte contre des stéréotypes sexistes, on parle de sexualité à des enfants, et à l'insu du plein grès de leurs parents. Il faut quand même en parler. Deuxièmement, sur la gratuité, sur l'inégalité, l'égalité, etc., effectivement, que ce soit 75 centimes, que ça paraisse dérisoire aux uns ou aux autres, mais il y a une inégalité évidente dont vont pâtir les ménages et les familles les plus précarisées. C'est un aspect aussi qui est indéniable et que nous ne pouvons pas soutenir. Je rappelle d'ailleurs, nous faisons partie, je crois, du peloton... D'année en année nous reculons sur le classement des pays dans le monde dont le système, le niveau d'éducation, que ce soit en matière de littérature ou de mathématique des enfants est en train de chuter. Je tiens à rappeler d'ailleurs pour ceux qui auraient des doutes là-dessus, pour être bien clair, parce qu'il y a quand même des choses qui sont possibles et qui marchent, c'est que 95 % des élites qui nous gouvernent aujourd'hui sortent de 200 maternelles en France. Il y a 200 maternelles qui sont des couveuses et qui sortent des élites, ce qui fait que, un, il y a donc possibilité d'avoir effectivement un système éducatif qui marche, et deux, effectivement, il est totalement inégalitaire et nous devons lutter contre ça. Pour en terminer, je dirais que c'est avec une certaine délectation évidemment qu'on peut relever toutes tendances confondues, tout le monde s'accorde finalement à résister, c'est ce qu'on appelle la désobéissance civile, territoriale ou institutionnelle, je ne sais. Mais je crois qu'au-delà de ça, il faudrait d'abord s'attacher, je vous le dis, au contenu, et vous rappeler que si vous avez aujourd'hui des problèmes avec les finances publiques puisque personne n'aborde véritablement le fond, c'est qu'à l'image de la réforme que monsieur Valls et monsieur Hollande, contrairement d'ailleurs aux engagements pris que ce soit en campagne ou dernièrement, la réforme notamment des collectivités territoriales, que ce soit la disparition du département, les fusions ou découpages de régions, et ce dont nous sommes en train de discuter aujourd'hui, puisque personne n'aborde le sujet, c'est tout simplement l'application des directives que l'Union européenne nous impose par le biais d'une politique d'austérité et de rigueur qui fait qu'effectivement le prix à payer sera l'éducation de nos enfants, la dispersion des services publics, et je crois, comme je le disais, la disparition de notre démocratie et de l'avenir de nos enfants, parce que cela va à l'encontre de ce que le peuple français a demandé, espère et attend. Et je crois que les victimes en seront nos propres enfants. C'est pour ça qu'au regard de ces débats, qui sont intéressants, je pense qu'il sera utile à un moment ou à un autre d'aborder véritablement le sujet, de savoir ce que nous devons enseigner à nos enfants, de ce que nous devons leur proposer, et des rêves, et en tout cas de l'avenir que nous leur rendons possible ou pas. Et ça ne passe pas, je pense, pas forcément en tout cas par ce vœu, ou en tout cas par les problématiques financières. Je pense qu'avec beaucoup moins, on faisait beaucoup mieux aussi, puisque mon-

sieur rappelait les années 60. On ne peut pas dire que je sois réactionnaire, mais je pense qu'au-delà de ça, s'il y a une volonté, s'il y a un engagement, s'il y a un espoir, s'il y a un rêve à faire passer aux enfants, c'est à nos enseignants, c'est aux éducateurs à le faire, ça doit commencer par eux, par nous, par les politiques. Et ce n'est pas forcément des moyens financiers.

Monsieur le Président

Merci madame Jamet.

Madame Jamet

Non, pour le coup, je ne suis pas trop longue. Je ne crois pas non plus digresser.

Monsieur le Président

Tout de même. Mais rassurez-vous, le débat sur la réforme territoriale, nous l'aurons, bien entendu. Il n'est pas question de passer sous silence aucun des grands sujets qui animent le pays, et surtout la politique à venir du pays. Donc nous avons bien entendu, mais je ne sais pas si vous vous abstenrez ou si vous voterez pour ou contre, je n'ai pas compris. Je verrai tout à l'heure.

Madame Jamet

Je suis en train de vous dire que c'est un vœu pieu qui ne sert à rien, et qu'on n'aborde pas le vrai sujet.

Monsieur le Président

D'accord, merci beaucoup madame Jamet.

Madame Frêche.

Madame Frêche

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les vices-présidents et conseillers, je me permettrai quand même, madame Jamet, je ne sais pas si vous n'êtes pas réactionnaire, mais quand même l'abécédaire de l'égalité, c'est la transmission des valeurs de l'égalité et de respect, et c'est vraiment lutter contre les formations des inégalités en agissant sur les représentations dès le plus jeune âge. Je crois que c'est quand même essentiel.

Madame Jamet

Quand l'État aura assez d'autorité...

Monsieur le Président

Pas de discussion, sinon on ne s'en sort pas, je vous en prie.

Madame Frêche

Je voulais reprendre deux points du vœu que vous nous avez présenté, d'abord eu égard aux efforts nécessaires au redressement du pays, et au nouveau contexte induit par la situation des finances publiques. J'avais trois questions, la première était : envisagez-vous d'organiser la gratuité des activités périscolaires, de donner les moyens à chacune des communes du territoire communautaire d'accéder à cette gratuité en mettant en place un dispositif de péréquation pour que tous les élèves dans toutes les écoles de toutes les communes de l'agglomération puissent permettre à chaque enfant d'accéder gratuitement à ces rythmes périscolaires ? Je vous remercie.

Monsieur le Président

La réponse, c'est que nous avons proposé pendant la campagne pour la ville de Montpellier, que les activités périscolaires soient gratuites. C'est d'ailleurs pour cela que nous avons proposé cette lettre

au ministre Hamon, sur laquelle je reviendrais tout à l'heure. Mais je dirai le contenu de notre propos en conclusion, et avec son accord. Je donne la parole maintenant à monsieur Lussert.

Monsieur Lussert

Merci monsieur le Président. Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne reviendrai pas sur le fond, tout a été dit. Simplement un témoignage de ce qui s'est fait à Prades-le-Lez. Nous avons choisi de travailler pendant toute une année pour mettre en place quelque chose qu'on a essayé de faire de façon intelligente en consultant les associations, tous les partenaires, les maîtres d'école, les agents qui avaient à intervenir, et d'autres, des experts par exemple pour nous donner leurs sentiments sur le rythme biologique des enfants par exemple. On était en train d'arriver au bout de ces consultations qui ont été riches et enrichissantes. Et un nouveau ministre nous change complètement les règles du jeu. Il me semble que pour étudier les nouvelles conditions, ça me semble tout à fait raisonnable de suivre le vœu que vous proposez, monsieur le Président, c'est pour cette raison que je le voterai, pour ne pas bâcler en dernière minute des ajustements proposés nouvellement par le nouveau ministre.

Monsieur le Président

Merci monsieur le maire.

Si vous êtes d'accord, je vais prendre les noms pour clore la liste : monsieur Lannelongue, monsieur Jaoul, monsieur Moure, madame Illaire. Je clos la liste.

Je donne la parole à monsieur Lannelongue

Monsieur Lannelongue

Je vais faire une intervention qui sera assez courte. D'ailleurs, c'est bien de limiter, je crois, le temps des interventions. Je ne veux pas débattre du fond, parce que je ne crois pas que ce soit l'heure aujourd'hui de débattre du fond. Mais je voudrais faire simplement la genèse simple, l'origine de cette loi qui de toute évidence a été encore une fois, parce que ce n'est pas la première fois que ça se passe comme ça, décidée en haut lieu à l'intérieur du ministère, et en disant aux communes, excusez la trivialité de mon propos, en gros : « démerdez-vous ». Voilà ce que ça voulait dire. Et ça, ce n'est pas bon. Il faut que les choses qui se font toujours dans le même sens avec une méconnaissance complète, voire un mépris de ce qu'est aujourd'hui la fiscalité de ce pays, la surfiscalité de ce pays, il faut que tout cela aujourd'hui rentre dans l'ordre. Et c'est une manière de dire, et c'est la raison pour laquelle je voterai pour ce vœu, c'est une manière de dire qu'un débat, lorsqu'il doit être positionné, et sur le fond et sur la forme, en tout cas toute mesure doit être fiscalisée d'une manière normale. C'est-à-dire que si ça n'est pas payé, on ne le fait pas ou ne peut pas le faire, c'est aussi simple que ça pour moi. Et donc vous repositionnez le débat, et c'est une très bonne chose, en particulier lorsque vous dites que le dispositif amendé sera plus conforme à la nouvelle donne de finances publiques.

Monsieur le Président

Merci monsieur Lannelongue. Monsieur Jaoul.

Monsieur Jaoul

Monsieur le Président, en analysant un peu cette réforme et en regardant dans le rétroviseur, je crois que nous avons à faire un peu au tango argentin, c'est-à-dire deux pas en avant, trois pas en arrière, et il me semble que votre proposition de vœu est une proposition de bon sens. On ne peut pas dire au maire de la ville centre : « vous avez des moyens que vous n'avez pas sur des communes rurales ». Il faut penser que le territoire de l'agglomération comporte des communes rurales. Et ce matin, en conférence des maires, j'écoutais les réflexions de mes collègues de Restinclières, de Beau-lieu, de Saint-Geniès-des-Mourgues, nous sommes dans une situation de plus grande inquiétude,

avec un gouvernement qui a fait des avancées puis des reculades. Je crois que votre proposition de report est une question de bon sens, et c'est la raison pour laquelle même si le maire de Saint-Brès est prêt pour appliquer cette réforme, il votera votre proposition.

Monsieur le Président

Merci monsieur Jaoul. Monsieur Moure.

Monsieur Moure

Monsieur le Président, chers collègues. Ce débat a déjà donné lieu à maintes discussions dans les mois qui ont précédé, que ce soit au plan local, que ce soit au plan national, parce qu'il est important effectivement que dans l'intention de modifier, d'adapter les rythmes scolaires, le premier objectif est l'intérêt de l'enfant, deuxième objectif c'est le projet qui est derrière. On n'est pas là dans des comptes d'apothicaires pour dire : « il y en a assez, c'est trop cher, ça va coûter ». Premier point : qui participe au projet ? Qui est concerné ? Les enfants, le système éducatif, les collectivités locales, les associations. Si on n'aborde pas cette question sous l'angle du projet, du contenu, on a tout faux. Au plan national, ça vient d'être dit, je souscris partiellement à ce qui a été dit. Ce n'est jamais bon de faire un pas, deux pas, de revenir en arrière, et surtout ce qui serait pire, c'est le tiers des communes de l'agglomération de Montpellier qui l'an passé ont décidé de franchir le pas, de tenter cette démarche, à priori je crois savoir que lesdites communes qui se sont lancées dans l'opération sont globalement satisfaites ou très satisfaites du résultat. Après, c'est un problème de choix. Il y a un impératif qui est effectivement déterminant quant à l'amortissement des efforts faits par la puissance publique, c'est le nombre d'enfants qui sont concernés par la mise en place des rythmes scolaires, notamment dans les quartiers populaires, dans les quartiers où les familles n'ont pas forcément toujours les moyens pour aller satisfaire un service supplémentaire, une initiation de l'enfant. C'est là où le problème de la gratuité est important. Et pour que la gratuité puisse être le plus indolore possible, il est important effectivement qu'on donne une prestation, une gamme de service adaptée, avec une bonne coopération entre l'agglomération, les services qui sont les siens, les transports, les équipements culturels, les équipements sportifs, et la mise en adéquation de tout ce que représente le vivier de l'éducation populaire, des clubs, des associations en place. C'est dans le cadre de ce projet qu'on peut effectivement parler d'une évolution, d'une prise en compte de l'organisation du temps scolaire et surtout périscolaire pour les enfants qui a du sens. C'est en ce sens que par rapport à des avancées qui ont déjà concerné le tiers des communes de l'agglomération de Montpellier, je ne peux pas voter ce vœu dans la mesure où c'est un retour en arrière par rapport à un mouvement qui sera inéluctable.

Monsieur le Président

Merci monsieur Moure. Madame Illaire.

Madame Illaire

Monsieur le Président. La commune de Cournonsec a mis en place les nouveaux rythmes scolaires en septembre 2013, en prenant un grand soin sur la qualité et le bien être des enfants. J'ai été dans le comité de pilotage pour mettre cette nouvelle réforme en route. Nous avons participé avec les associations, plusieurs intervenants. Un bilan pédagogique a été fait régulièrement tous les mois, bilan pédagogique tout à fait positif, globalement positif à 60 %. Donc monsieur le Président, je ne vais pas faire le détail de cette réforme et de la mise en œuvre, il faut simplement aller voir les enfants aux ateliers. Ils sont très contents, tout le monde demande à participer, les parents, le corps enseignant, les associations sportives et culturelles de l'agglomération. Donc nous aimerions bien que l'ouverture sur l'agglomération continue dans les interventions qui sont mises en place. Donc monsieur le Président, je ne participerai pas au vote, comme j'en ai parlé ce matin.

Monsieur le Président

Merci madame Illiaire. Simplement deux mots avant que nous passions au vote, si vous voulez. J'ai eu très longuement ce week-end à trois reprises monsieur Hamon, que je remercie pour sa courtoisie, parce que nos échanges ont été extrêmement courtois. J'ai eu d'ailleurs deux autres ministres dont je tairais l'identité. On verra ça à une autre séance du Conseil d'agglomération. Ce que je peux dire, c'est que monsieur Hamon m'a posé la question : « alors, pour Montpellier, pour l'agglomération, qu'allez-vous faire ? » Je lui ai exactement dit ce que nous allions faire : faire voter un vœu qui allait dans ce sens-là demandant le report. Il m'a dit : « ce sera difficile de répondre à cette demande, parce qu'il y a une réforme, il faut l'appliquer et qu'au mois de juin nous avons une deadline, vers le 6 juin, qui demandera à l'ensemble des communes d'appliquer la réforme ». Je lui ai bien entendu décrit la situation de la ville de Montpellier, et celle de nombreuses communes de l'agglomération, et je lui ai rapporté les difficultés dans lesquelles nous étions pour mettre en place cette réforme. J'ai compris qu'il y avait autour de ce projet une volonté globale du gouvernement de le mettre en place et d'en finir. Et d'en finir. Face à l'implication de l'éducation nationale, qui est la seule susceptible de guider les enseignants dans leur travail au quotidien, les communes seront bien obligées de se conformer à cela, et d'ouvrir les écoles. On ne va pas faire la révolution autour des rythmes scolaires. Mais il est de notre devoir de dénoncer un certain nombre de pratiques, parce que comme l'a dit monsieur Lannelongue, et comme l'ont dit d'autres maires d'autres sensibilités, dont monsieur Revol, madame Touzard, dans la mesure où ces réformes ne sont pas compensées financièrement, elles sont pour nous qui avons de nombreux enfants dans nos écoles difficiles à mettre en place. Donc il est de notre devoir que de le dénoncer.

Donc je vais mettre aux voix le vœu que nous avons émis, et chacun s'exprimera en toute liberté.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. P. BONNAL, Mme E. LLORET, M. H. MARTIN, Mme M.-C. PANOS, M. G. PASTOR.

Ont voté contre : M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme R. ILLAIRE, M. J.-P. MOURE, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. H. ROUILLEAULT, M. J. VERA.

A l'issue du vote à main levée, le vœu est adopté à la majorité des voix exprimées

Monsieur le Président

Le vœu est adopté à la majorité. Je vous en remercie.

Je vous propose d'approuver maintenant le procès-verbal de la séance publique du mardi 15 avril 2014. Vous avez pris connaissance de ce procès-verbal. Avez-vous des observations à formuler sur sa rédaction ? Je mets aux voix le procès-verbal.

AFFAIRE N°3 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MARDI 15 AVRIL 2014

Monsieur Président soumet à l'approbation des Elus le projet du procès-verbal du mardi 15 avril 2014.

Le procès-verbal de la séance du mardi 15 avril 2014 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DES ASSEMBLÉES DE COPROPRIÉTAIRES - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient de désigner les représentants titulaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des différentes assemblées de copropriétaires figurant ci-dessous, ce conformément aux dispositions du Code Général des Collec-

tivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des différentes assemblées de copropriétaires au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Copropriété, 2, place des héros, 34750, Villeneuve-lès-Maguelone :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, 9, Boulevard Louis Blanc, 34000, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, Acropole, 34967, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, Font Del Rey, 34080, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, Font Del Rey 2, 34000, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, La Coupole Nord Volume 51, 34000, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, La Coupole Sud (Immeuble), 34000, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, La Vigie, 34000, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, Les échelles de la Ville, 34000, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, Les Pins A, 34000, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

- Copropriété, Saint Martin 11, 34000, Montpellier :

Monsieur Christophe COUR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Christophe COUR au sein des différentes assemblées de copropriétaires figurant ci-dessus pour représenter la Communauté d'Agglomération et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées. Le représentant de la Communauté d'Agglomération désigné au sein des assemblées de copropriétaires figurant ci-dessus est Monsieur Christophe COUR.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DES DIFFÉRENTES ASSOCIATIONS - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
A la suite du renouvellement du Conseil Communautaire, il convient de désigner les représentants titulaires et suppléants ainsi que les personnalités qualifiées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des différentes associations figurant dans le tableau ci-dessous, ce conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des associations au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

NOMS	PROPOSITION Représentant ti- tulaires	PROPOSI- TION Représentant suppléants	PROPOSITION Personnalités qua- lifiées
A.D.I.A.J. Association pour le Déve- loppement de l'information Admi- nistrative et Juridique	I.GUIRAUD		
A.D.U.L.L.A.C.T. Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Adminis- trations et les Collectivités Territo- riales	C.MARION		
A.F.I.G.E.S.E. Association Finance Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales	M.LEVITA		
A.F.I.T. Agence Française d'Ingé- nierie Touristique	JL.COUSQUER		
A.L.R. Air Languedoc Roussillon	S.JANNIN		
A.M.G.V.F. Association des Maires des Grandes Villes de France	S.JANNIN		
A.M.O.R.C.E.	C.MEUNIER	S.JANNIN	
A.L.E. Agence Locale de l'Energie	I.TOUZARD C.MEUNIER	R REVOL I.GIANIEL	
A.M.O. Architectures et Maîtres d'Ouvrages Languedoc-Roussillon	S.JANNIN		
APFTE Association de promotion des flux touristiques et économiques	M.LEVITA C.MARION C.MEUNIER		

A.N.D.E.S Association Nationale Des Elus en charge du Sport	JL.MEISSONNIE R		
Association réseau en scène Languedoc-Roussillon	B.TRAVIER		
C.F.M.E.L. Centre de Formation des Maires et Elus Locaux	P.BONNAL		
C.U.S.M.A. Club des Utilisateurs des logiciels Sédit Marianne	C. MARION		
Centre Chorégraphique National de Montpellier Languedoc-Roussillon	B.TRAVIER		
Centre de Recherche et d'Innovation Industrielle (CR2I) Diagnostic Santé	C.MARION		
DERBI	M.LEVITA		
Club des Villes et Territoires Cyclables	I.GIANIEL		
E.B.N. European Business Network	C.MARION		
Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Languedoc-Roussillon	B.TRAVIER G.BARRAL		
F.R.A.M.E. French Regional American Museums Exchange	B.TRAVIER		
Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR)	I.GUIRAUD	R.REVOL	
Festival International de Radio France et de Montpellier Languedoc-Roussillon	B.TRAVIER C.LEVY- RAMEAU		
Festival International du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France (CINEMED)	C.COUR J.GALABRUN- BOULBES B.TRAVIER R.CAIZERGUES		L. PRADAL S. REGOURD M. SAADA JM SEVESTRE N.MARTYROSIA N
France Biotech	C.MARION		
G.A.R.T. Groupement des Autorités Responsables de Transport	I.GIANIEL	P.BONNAL	

G.I.H.P. Groupement pour l'Insertion des Personnes Handicapées Physiques du Languedoc-Roussillon	C.DARDE	P.MIRALLES	
Groupe Sup de Co Montpellier Business School	M.LEVITA C.MARION		
I.D.A.T.E. Institut de l'Audiovisuel et des Télécommunications en Europe	C.MARION		
INVEST SUD	C.MARION		
Les Rencontres	B.TRAVIER		
Ligue pour la Protection des Oiseaux	JF. AUDRIN		
Maison de Montpellier à Chengdu	C.MARION E.PENSO		
M.E.T.H.E.O.R. Association pour la Méthanisation Ecologique des Déchets	C.MEUNIER		
Mission Locale pour l'Insertion sociale et professionnelle des jeunes de l'agglomération de Montpellier	P.MIRALLES C.DARDE I.TOUZARD G.PASTOR C.MEUNIER JP.RICO		
Montpellier Danse	B.TRAVIER I.MARSALLA M.BODKIN G.BARRAL J.GALABRUN-BOULBES R.BUONO JL.SAVY		F.DEBERNARD Y.LARBIOU M MIAILLE
Office du Tourisme de Montpellier	C.MARION JL.COUSQUER I.TOUZARD C.MEUNIER G.PASTOR I.GUIRAUD		Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération
Plateforme d'Initiative Locale Montpellier Initiative Entreprise	I.TOUZARD	C.MARION	
Réseau Européen des Acteurs des Politiques Temporelles	L.JAOUL		
RETIS (Association d'incubateurs)	C.MARION		

Syndicale Libre Place de France	S.JANNIN	C.MARION	
SYNERSUD	C.MARION		
TEMPO Réseau national des acteurs des démarches temporelles	L.JAOUL		
Union du pôle funéraire public UPFP	L.JAOUL		

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein des associations figurant dans le tableau ci-dessus et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le président

Je mets aux voix, si personne ne demande la parole, l'ensemble de ces désignations.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées. Les représentants de la Communauté d'Agglomération proposés par Monsieur le Président sont désignés au sein des associations telles que figurant dans le tableau ci-dessus.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DES UNIVERSITÉS - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient de désigner les représentants titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des Universités figurant ci-dessous, ce conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des Universités au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

NOMS	PROPOSITION Représentants Titulaires	PROPOSITION Représentants Suppléants

Pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) Université Montpellier Sud de France - Conseil d'Administration EPCS	C.MARION	
Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS) Conseil d'administration	M.BODKIN	F.ABERT
Université Montpellier 1 Faculté d'économie	M.LEVITA	
Institut Universitaire de Technologie de Montpellier-Sète I.U.T	M.LEVITA	
Polytech Université Montpellier II Conseil d'école	M.LEVITA	C.MARION
Université des Sciences et Techniques du Languedoc Université Montpellier II Conseil d'Administration	M.LEVITA	G.PASTOR
Université Tiers Temps Conseil d'Administration	P.MIRALLES	C.DARDE
UM2 Conseil de la composante Faculté des sciences	C.MARION	
UM2 Conseil de la composante Institut Administration des Entreprises	C.MARION	
Montpellier SupAgro	C.MARION	

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants au sein des Universités figurant dans le tableau ci-dessus et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Monsieur le Président

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix les désignations

Le conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées. Les représentants de la Communauté d'Agglomération proposés par Monsieur le Président et sont désignés au sein des Universités telles que figurant ci-dessus.

AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DES SOCIÉTÉS ANONYMES - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient de désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des sociétés anonymes figurant ci-dessous et ce, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.

La SAHLM SFHE Société Française des Habitations dont le siège social est situé à Aix en Provence réalise des logements individuels et collectifs en locatif social et accession abordable. Cette société dispose d'un patrimoine collectif de 968 logements et équivalents logements sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SA au capital de 1 776 600 euros composé de 1 110 375 actions et détient 1 action au sein du capital. Elle est représentée au sein de l'Assemblée Générale et détient un poste au Conseil d'Administration.

La SACICAP FDI réalise toutes opérations d'accession à la propriété de l'habitat destinées à des personnes dont les revenus sont inférieurs aux plafonds de ressources et à titre subsidiaire, réalise dans un objectif de mixité sociale, toutes opérations d'aménagement destinées en tout ou partie à des opérations d'habitat ainsi que toutes opérations de constructions, de rénovations et de prestations de services liées à l'habitat. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SA au capital de 52 950 euros composé de 3 530 actions. Elle détient 0,28 % du capital. Elle est représentée au sein de l'Assemblée Générale et détient un poste au Conseil d'Administration.

La SCIC Replic (Société Coopérative d'intérêt Collectif) soutient l'implantation d'entreprises solidaires en Languedoc-Roussillon et développe, dans un but d'intérêt collectif, un pôle de compétences pour ces entreprises. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SA au capital de 256 700 euros composé de 2 567 actions. Elle détient 1,56 % au sein du capital. Elle est représentée au sein de l'Assemblée Générale et détient un poste au Conseil de surveillance.

La SA Aéroport de Montpellier Méditerranée a pour objet la gestion et la promotion d'ouvrages et services de l'Aéroport de Montpellier Fréjorgues, la gestion de participation dans d'autres sociétés exerçant une activité dans le domaine aéroportuaire, la réalisation ou l'exploitation de tous brevets concernant les activités se rapportant à cet objet, et la réalisation de toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant au domaine aéroportuaire. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SA au capital de 148 000 euros composé de 148 000 actions. Elle détient 0,50 % au sein du capital. Elle est représentée au sein de l'Assemblée Générale et détient un poste de censeur.

La SA Soridec a pour objet de promouvoir le renforcement de la situation financière, en particulier les fonds propres des petites et moyennes entreprises, industrielles, artisanales, du tertiaire productif et de l'économie sociale en création, en expansion ou en reconversion. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la SA au capital de 22 007 673 euros composé de 143 841 actions. Elle détient 1,01 % au sein du capital. Elle est représentée au sein de l'Assemblée Générale.

Sur proposition de son Président, en application de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des sociétés anonymes précitées, au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

Au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de la société anonyme « SAHLM SFHE Société Française des Habitations » : Monsieur Noël SEGURA,

Au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de la société anonyme « SACI-CAP FDI » : Monsieur Noël SEGURA,

Au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil de surveillance de la société anonyme « SCIC RE-PLIC » : Madame Isabelle TOUZARD

Au sein de l'Assemblée Générale et en tant que Censeur de la société anonyme «SA AEROPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE » : Madame Chantal MARION

Au sein de l'Assemblée Générale de la société anonyme « SA SORIDEC » : Madame Chantal MARION.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (2 abstentions).

Les représentants désignés sont :

Au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de la société anonyme « SAHLM SFHE Société Française des Habitations » : Monsieur Noël SEGURA,

Au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration de la société anonyme « SACI-CAP FDI » : Monsieur Noël SEGURA,

Au sein de l'Assemblée Générale et du Conseil de surveillance de la société anonyme « SCIC RE-PLIC » : Madame Isabelle TOUZARD

Au sein de l'Assemblée Générale et en tant que Censeur de la société anonyme «SA AEROPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE » : Madame Chantal MARION

Au sein de l'Assemblée Générale de la société anonyme « SA SORIDEC » : Madame Chantal MARION.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Noël SEGURA représentant de la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration au sein de la société anonyme "SAHLM SFHE Société Française des Habitations et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- désigner Monsieur Noël SEGURA représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Assemblée Générale et au Conseil d'administration de la société anonyme "SACICAP FDI et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- désigner Madame Isabelle TOUZARD représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Assemblée Générale et au Conseil de surveillance de la société anonyme "SCIC REPLIC" et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- désigner Madame Chantal MARION représentante de la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale et en tant que censeur au sein de la société anonyme "SA AEROPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE" et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- désigner Madame Chantal MARION représentante de la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale au sein de la société anonyme " SA SORIDEC" et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DES COMMISSIONS PRÉFECTORALES - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement des Conseillers au sein du Conseil de Communauté, il convient de désigner les représentants titulaires et suppléants, ainsi que les personnalités qualifiées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des différentes Commissions Préfectorales figurant

sur le tableau ci-dessous, ce conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des Commissions Préfectorales au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

Nom	PROPOSITION Représentants titulaires	PROPOSITION Représentants suppléants	PROPOSITION Personnalités qualifiées
C.L.E.-SAGE Lez Mosson Etangs Palavasiens (Commission Locale de l'Eau)	I.GIANIEL R.REVOL J.MARTINIER T.DEWINTRE C.DONADA		
C.O.P.E.C Commission Départementale pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté	C.DARDE	G.CASTRE	
C.S.S (Commission de Surveillance de Site) du Centre de stockage de déchets ménagers non dangereux de Castries	C.MEUNIER E.LLORET Le Directeur Général des Services de la CAM Le Directeur de Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports de la CAM Le Directeur d'Exploitation de la Société exploitante "SMTVD"	L.JAOUL A.MOYNIER Le Directeur de la Direction de la Prévention des Déchets de la CAM L'ingénieur en charge du site de la Direction de la Prévention des Déchets de la CAM Le Responsable Qualité de la Société exploitante "SMTVD"	<u>Salariés protégés</u> <u>2 titulaires :</u> D.BOITELLE R. HEBBELLINCK <u>1 suppléant :</u> Y. LE GAC

C.S.S. (Commission de Surveillance de Site) de l'usine de Méthanisation de déchets ménagers et assimilés	C.MEUNIER G.CASTRE Le Directeur de Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports de la CAM Le Président de la Société Amétyst	I.GIANIEL I.TOUZARD Le Directeur Adjoint de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets Le Directeur de la Société Amétyst	<u>Salariés protégés</u> 4 titulaires : G.MAIRE A.HERMOSO J.CHAUVEAU R.MICOU 4 suppléants : G.BRIQUET Y.CARICHON C.BETIS D.VOGT-BURON
Comité de suivi de la Station d'Epuration MAERA	C.DONADA R.REVOL	C.MEUNIER N.SEGURA	
Comité de Gestion régional du Fonds d'Aménagement Urbain (FAU)	S.JANNIN	M.LEVITA	
Commission Consultative de l'Environnement de l'Aéroport	JL.COUSQUER C.MEUNIER C.MARION	L.ACQUIER JP.RICO JL.MEISSONNIER	
Commission consultative économique de l'aéroport Montpellier - Méditerranée	M.LEVITA		
Commission d'élaboration et de suivi du P.P.A. (Plan de Protection de l'Atmosphère)	C.MEUNIER	S.JANNIN	

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein des Commissions Préfectorales figurant sur le tableau ci-dessus et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°8 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DE DIVERS ORGANISMES EXTÉRIEURS - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil Communautaire, il convient de désigner les représentants titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de divers organismes extérieurs conformément au tableau figurant ci-dessous, ce en application des dispositions

du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1.
 Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de ces organismes au scrutin secret mais à main levée.
 Le Président propose les désignations suivantes :

NOMS	PROPOSITION Représentants titulaires	PROPOSITION Représentants suppléants
Conférence Régionale de l'Aménagement et du Développement du Territoire CRADT	M.LEVITA	
Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Universitaire ARS	C.LEVY-RAMEAU	
Etablissement Public Foncier d'Etat en Languedoc-Roussillon	S.JANNIN	
G.I.P. Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier	R.COTTE C.LEVY-RAMEAU	S.BOUALLAGA P.KRZYZANSKI

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de l'Agglomération au sein des organismes figurants dans le tableau ci-dessus et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°9 : HORS COMMISSION – ORGANISMES INTERNES - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ÉLECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient de désigner les représentants titulaires et suppléants ainsi que les personnalités qualifiées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des différents organismes internes figurant dans le tableau ci-dessous, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1413-1 concernant la Commission Consultative des Services Publics Locaux, ainsi que les articles L.2121-33 et L.5211-1.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des organismes internes au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

Nom	PROPOSITION Représentants titu- laires	PROPOSITION Représentants suppléants	PROPOSITION Personnes qualifiées
C.A.S.S.C. Comité d'Action Sociale Spor- tive et Culturelle	P.BONNAL R.BUONO R.REVOL I.TOUZARD E.LLORET V.PEREZ JL.COUSQUER P.MIRALLES I.GIANIEL	Y.PELLET G.BALAZUN JL.MEISSONNIER T.BREYSSE J.GALABRUN- BOULBES A.MOYNIER J.L SAVY G.CASTRE J.RAYMOND	
C.A.S.S.C. Commis- sion de Contrôle	C.DARDE I.GUIRAUD		
Commission Consul- tative des Services Publics Locaux Dé- mocratie de Proximité	L.JAOUL G.PASTOR T.DASYLVA- PEYRIN M.BODKIN C.DARDE	F.ABERT V.BARTHAS-ORSAL M.DRAY-FITOUSSI A.MOYNIER P.MIRALLES	FNAUT (Fédération Nationale des Associa- tion d'Usagers des Transports) CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie) VELOCITE PAILLADE MOSSON COULEE VERTE LRNE (Languedoc Roussillon Nature En- vironnement)
Commission de con- trôle des comptes	P.SAUREL M.LEVITA I.GIANIEL E.PENSO G.LANNELONGUE	JL.SAVY R.CALVAT C.DARDE P.BONNAL J.DOMERGUE	
Commission de ré- forme du matériel et des véhicules	P.DUDIEUZERE G.CASTRE I.GUIRAUD I.GIANIEL N.SEGURA		

Commission Inter-communale pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite	M.CASSAR L.JAOUL M.FRAYSSE C.DARDE P.MIRALLES S.JANNIN R.REVOL J.MALEK J. GALABRUN-BOULBES		
Conservatoire à Rayonnement Régional Commission Consultative	J. GALABRUN-BOULBES A. MOYNIER E.PASTOR G.BARRAL V.BARTHAS-ORSAL	JM.LUSSERT M.CASSAR M.DRAY-FITOUSSI M.BODKIN T.BREYSSE	
Licence d'entrepreneur de spectacle Catégorie 1 : exploitant de lieu	B.TRAVIER		
Licence d'entrepreneur de spectacle Catégorie 2 : producteur de spectacles	B.TRAVIER		
Licence d'entrepreneur de spectacle Catégorie 3 : diffuseur de spectacles	B.TRAVIER		
Services funéraires de Montpellier Agglomération Conseil d'Exploitation	R.CALVAT G.CASTRE L.JAOUL JL.MEISSONNIER JL.SAVY G.BALAZUN C.LEVY-RAMEAU R.YOUSSOUS	M.FRAYSSE K.PHOUTTHASANG P.DANAN MH.SANTARELLI P.MIRALLES I.GIANIEL C.DONADA R.CAIZERGUES	

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants de l'Agglomération au sein des organismes internes figurant dans le tableau ci-dessus et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°10 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT "HÉRAULT TRANSPORT" - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION

Monsieur le Président

Nous devons faire une élection à bulletin secret.

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Le syndicat Mixte des Transports en commun de l'Hérault a été créé par arrêté préfectoral n°2003-1-2762 en date du 29 juillet 2003 pour remplir les missions et exercer les compétences suivantes :
- coordonner l'ensemble des services organisés par les collectivités adhérentes à destination des usagers de transports collectifs,
- mettre en place un système d'information à destination des usagers,
- rechercher la création d'une tarification coordonnée ainsi que des titres de transport uniques ou unifiés,
- organiser les transports publics non urbains des voyageurs et les transports scolaires.

A la suite du Renouvellement du Conseil de Communauté, il convient de désigner au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault « Hérault Transport », au scrutin secret et à la majorité absolue, les délégués de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, soit six conseillers communautaires titulaires et six conseillers communautaires suppléants, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de ce syndicat.

Une seule liste (liste 1) est proposée par Monsieur le Président.

Elle est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Isabelle GIANIEL Laurent JAOU Abdi EL KANDOUSSI Jean-Luc MEISSONNIER Stéphanie JANNIN Pierre BONNAL	Carole DONADA Jean-François AUDRIN Arnaud MOYNIER Jean-Marc LUSSERT Jean-Pierre GRAND Noël SEGURA

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du Syndicat Mixte des transports en commun de l'Hérault dénommé "Hérault Transport" ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je déclare le scrutin ouvert. Si vous êtes d'accord, il y a des élections à bulletin secret jusqu'à l'affaire 17. Pour ne pas perdre de temps, et si vous en êtes d'accord, je vous propose de voir les affaires à partir de 17, et de revenir au fur et à mesure sur les élections à bulletin secret. Est-ce qu'il y a des avis contraires à ma proposition ? Des abstentions. C'est adopté, je vous en remercie. Nous passons donc à l'affaire 17.

AFFAIRE N°17 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE SERM - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) SERM au capital social de 5 894 000 euros composé de 368 375 actions. Elle détient 27,61% du capital, soit 101 719 actions et occupe 3 postes sur 14 au Conseil d'Administration de la société.

La SAEML SERM entreprend des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou réalise toute autre activité d'intérêt général. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale et sont, de ce fait, complémentaires.

Le Conseil d'administration de la société envisage la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet de voter une modification de ses statuts. Cette modification consiste à réviser la disposition de l'article 17, afin de porter la limite d'âge du Président de la société au moment de sa désignation, à soixante dix sept ans.

Cette modification statutaire exige à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *«A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité.»*

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Madame Isabelle GUIRAUD, représentante à l'assemblée générale de la SAEML SERM, à voter en faveur de ces modifications statutaires;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°18 : HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE TaM - MODIFICATIONS STATUTAIRES - AUTORISATION ACCORDÉE AU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM au capital social de 4 286 000 euros. Elle détient 27,79% du capital, soit 9 530 actions et occupe 4 postes sur 16 au Conseil d'Administration de la société.

La SAEML TaM a pour objet l'exploitation des services de transport public, la réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, d'ouvrages sur voirie, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre ; parallèlement elle peut effectuer la mise à disposition de cycles motorisés ou non, à destination du public ; la société intervient aussi dans le cadre de la réalisation et la gestion d'ouvrages publics ou privés de stationnement. Plus récemment, elle a étendu son objet social à la commercialisation d'objets promotionnels, notamment liés aux lignes de Tramway du réseau de l'Agglomération de Montpellier.

A la suite du rapport de la Chambre Régionale des Comptes, le Conseil d'Administration de la société, souhaiterait proposer la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet de voter une modification des statuts de la société.

Cette modification doit permettre de prendre en compte les remarques de la Chambre Régionale des Comptes et constitue une opportunité pour clarifier, compléter, ajuster certaines dispositions.

Au regard de la forme juridique de la société (SAEML), il s'agira de rappeler les articles du Code du Commerce ou du Code Général des Collectivités Territoriales, de préciser certaines clauses en regard et d'en introduire de nouvelles. Ces ajustements portent notamment sur les articles traitant : de la forme de la société, des comptes courants, des conventions réglementées, du rapport annuel des élus, des limites d'âge, des modalités de participation au conseil d'administration, des modalités de dissolution ou liquidation...

Il sera aussi proposé d'étendre l'objet social à l'activité d'étude, de commercialisation et de mise en œuvre de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage...) et de laisser la possibilité à la société de pouvoir créer des filiales.

Ces modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications statutaires de la TaM telles que développées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, représentant à l'assemblée générale de la SAEML TaM, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°19 : HORS COMMISSION – MODALITÉS DE RECOURS À DES VACATIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Pour l'accomplissement de ses missions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier procède ponctuellement au recrutement d'intervenants pour des vacations ne correspondant pas à un emploi permanent conformément à la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 et au décret n° 88-145 du 15 février 1988.

Ces vacations doivent permettre de répondre par des actes déterminés à chacun des besoins exprimés de manière occasionnelle et spécifique, sur l'ensemble des compétences de la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Il convient de prévoir les modalités de recours à ce dispositif pour l'ensemble de la collectivité et de ses établissements.

Les modalités proposées sont les suivantes :

- concernant les membres de jury d'examen ou de concours, il est proposé d'aménager leur rémunération conformément au tableau joint en annexe en référence au décret n° 56-585 du 12 juin 1956 modifié par l'arrêté ministériel du 29 juillet 1975, elle sera revalorisée lors de chaque majoration des traitements de la fonction publique.
- concernant les intervenants ponctuels (hors jurys d'examen ou de concours) auprès du Conservatoire à Rayonnement Régional Musique et Danse et du Conservatoire à Rayonnement Régional d'Art Dramatique, leur rémunération brute est fixée conformément au tableau joint en annexe selon la notoriété et l'expérience professionnelle des intéressés, pour des actes tels que des conférences, des animations de stage ou séminaires notamment.
- concernant la conduite de missions d'expertise par des intervenants ponctuels, choisis au regard de

leur notoriété et leur expérience professionnelle, notamment dans les domaines du sport, de la culture, de l'environnement, de l'aménagement ou de l'intercommunalité, il est proposé de rémunérer les vacations selon un tarif forfaitaire journalier maximum conformément au tableau joint en annexe. Le nombre de ces vacations effectuées au cours d'un même mois par un même intervenant ne pourra être supérieur à sept.

- pour l'ensemble des intervenants, les frais de déplacement seront remboursés conformément à la délibération n°12085 du 19 décembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le recours ponctuel à des vacataires pour des tâches spécifiques ne correspondant pas à un emploi permanent et chargés d'exercer, en fonction des besoins de la Communauté d'agglomération de Montpellier, l'un des actes susvisés ;
- adopter les dispositions présentées ci-dessus ainsi qu'en annexe quant à la rémunération de ces vacations et prévoir leur inscription au budget de la Communauté d'agglomération de Montpellier ;
- dire que la présente délibération annule et remplace les délibérations plus anciennes et notamment la délibération n°7544 du 30 mars 2007 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les arrêtés ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°20 : HORS COMMISSION – PROPOSITION DE LA LISTE DES COMMISSAIRES TITULAIRES ET SUPPLÉANTS DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS (CIID) - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément à l'article 346A de l'annexe III du CGI, la désignation des membres de la Commission Intercommunale des Impôts Directs doit intervenir dans les 2 mois à compter de l'installation de l'organe délibérant de l'EPCI suivant le renouvellement général des conseils municipaux.

Il convient dès lors de transmettre à Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques la liste des membres de cette commission proposée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette commission est composée de 11 membres :

- le président de l'établissement public de coopération intercommunale (ou vice-président délégué) ;
- 10 commissaires.

L'article 1650 A-2 du code général des impôts dispose que les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des Finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions prévues au 1, dressée par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sur proposition de ses communes membres.

Les conditions prévues pour les commissaires à l'article 1650 A-1 disposent que les personnes proposées doivent :

- être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat de l'union européenne ;
- avoir 25 ans au moins ;
- jouir de leurs droits civils ;
- être familiarisées avec les circonstances locales ;
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission ;
- être inscrites aux rôles des impositions directes locales de la communauté ou des communes membres.

Un des commissaires est domicilié en dehors du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale.

La désignation des commissaires et de leurs suppléants est effectuée de manière à ce que les contribuables soumis à la taxe d'habitation, aux taxes foncières et à la cotisation foncière des entreprises, soient équitablement représentés au sein de la commission.

La durée de mandat des commissaires est la même que celle de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

Après consultation des communes membres, il est proposé d'approuver la liste de 20 commissaires titulaires et 20 commissaires suppléants suivante :

Proposition de la liste des commissaires titulaires et suppléants de la Commission Intercommunale des Impôts Directs

• **Commissaires titulaires domiciliés dans le périmètre communautaire :**

AMANS Jean-Pierre, né le 7 février 1950 à Montpellier, domicilié 540 rue Marcel Paul Bât. T 11 – 34070 Montpellier – Proposé par la commune de Montpellier

AUGIER Jean-Jacques, né le 28 juillet 1954 à Bizerte, domicilié 6 allée des maoutouses 34880 Lavérune – Proposé par la commune de Lavérune

BALSAN Ghislain, né le 3 novembre 1978 à Montpellier, domicilié 442 avenue du mondial de rugby Résidence William Gilbert Appartement 25 - 34070 Montpellier – Proposé par la commune de Montpellier

CASAL Christian, né le 31 août 1948 à Béziers, domicilié 58 chemin de Missargues 34160 Saint Geniès des Mourgues – Proposé par la commune de Saint Geniès des Mourgues

CAVAGNA Eric, né le 24 janvier 1963 à Bastia, domicilié 390 avenue Saint Vincent 34470 Pérols – Proposé par la commune de Pérols

CHAUVEROCHE Eric, né le 23 avril 1964 à Montpellier, domicilié impasse des amandiers 34750 Villeneuve lès Maguelone – Proposé par la commune de Villeneuve lès Maguelone

DEWINTRE Thierry, né le 22 janvier 1955 à Fribourg en Brisgau, domicilié 139 rue de la calèche 34170 Castelnau le Lez – Proposé par la commune de Castelnau le Lez

FOURCAT Martine, née le 25 octobre 1957 à Hussein Dhey, domiciliée 13 avenue Lepic 34070 Montpellier – Proposée par la commune de Montpellier

GUIRAUD Isabelle, née le 11 février 1962 à Montpellier, domiciliée 6 rue du Brucq 34430 St Jean de Védas – Proposée par la commune de St Jean de Védas

JARA François, né le 8 mars 1966 à Santomera, domicilié 10 chemin de Caounelle 34160 Montaud – Proposé par la commune de Montaud

JULIAN Anne, née le 3 janvier 1962 à Oran, domiciliée 11 rue Boby Lapointe Bât. F 34740 Vendargues – Proposée par la commune de Vendargues

LACINCE Nelly, née le 14 mai 1954 à Châlons en Champagne, domiciliée 155 rue Combe de Bonesta 34090 Montpellier – Proposé par la commune de Montpellier

LAFOSSÉ Eric, né le 27 juin 1967 à Caen, domicilié Domaine de l'Estarel RD 172 – 34970 Lattes – Proposé par la commune de Lattes

POBLADOR Jean-Luc, né le 7 mai 1968 en Avignon, domicilié 352 chemin du Nouau 34730 Prades le Lez – Proposé par la commune de Prades le Lez

RISSO Rose-Marie, née le 8 juin 1955 à Tetuan, domiciliée 6 rue des cigales 34570 Saussan – Proposée par la commune de Saussan

SARTINI Marie-Thérèse, née le 11 février 1963 à Montpellier, domiciliée 43 grand rue Louis Bouis 34160 Sussargues – Proposée par la commune de Sussargues

SCHWARTZ Josette, née le 26 mai 1947 à Vesoul, domiciliée 10 rue des combes à Saint Brès – Proposée par la commune de Saint Brès

WEILL Andrée, née le 9 août 1940 à Tlemcen, domiciliée 1025 avenue du Maréchal Leclerc 34000 Montpellier – Proposée par la commune de Montpellier

• **Commissaires titulaires domiciliés hors du périmètre communautaire :**

BOUBAL Florent, né le 10 décembre 1970 à Montpellier, domicilié 320 chemin des cazales 34130 Valergues – Proposé par la commune de Baillargues

MARCHAL Sylvain, né le 27 décembre 1970 à Aubervilliers, domicilié chemin Puech Lazert 34700 Saint Jean de la Blaquière – Proposé par la commune de Villeneuve lès Maguelone

• **Commissaires suppléants domiciliés dans le périmètre communautaire :**

ALAUZET Jean-Marc, né le 6 mai 1952 à Fabrègues, domicilié 400 chemin des Courèches 34 690 Fabrègues – Proposé par la commune de Fabrègues

AUFRANC Thierry, né le 9 juin 1969 à Courbevoie, domicilié 4 impasse Arthur Rimbaud 34 790 Grabels – Proposé par la commune de Grabels

BRISSE Jean-Pierre, né le 8 décembre 1943 à Marmande, domicilié 10 rue de la condamine 34970 Lattes – Proposé par la commune de Lattes

CAPO Bernard, né le 13 juillet 1949 à Millau, domicilié chemin des Cardonilles 34980 Montfer-

rier sur Lez – Proposé par la commune de Montferrier sur Lez
CARMONA Robert, né le 12 avril 1952 à Sidi Bel Abbès, domicilié à 2 rue de Fontardiès 34680 St Georges d'Orques – Proposé par la commune de St Georges d'Orques
CASSAR Michelle, née le 21 septembre 1956 à Saint Germain en Laye, domiciliée 1 rue du cin-sault 34570 Pignan – Proposée par la commune de Pignan
GARCIA Eddy, né le 23 mai 1978 à Alès, 130 avenue des bergamotes Résidence Floralties Bât. B Appartement 06 – 34070 Montpellier – Proposé par la commune de Montpellier
GUIZARD Christian, né le 6 août 1950 à Béziers, domicilié 1 impasse Bellevue 34660 Cournon-terral – Proposé par la commune de Cournonterral
MERCIER Philippe, né le 29 avril 1951 à Montreuil, domicilié 4 rue de la vigne 34160 Saint Drézéry – Proposé par la commune de Saint Drézéry
MIRAL André, né le 6 juillet 1947 à Colombies, domicilié 18 rue Louise Michel 34830 Jacou – Proposé par la commune de Jacou
MONCHENY Michel, né le 14 juin 1940 à Vendôme, domicilié 33 rue de la plaine 34990 Juvignac – Proposé par la commune de Juvignac
NURIT Gilles, né le 15 mai 1958 à Montpellier, domicilié 9 rue de la vierge 34660 Cournonsec – Proposé par la commune de Cournonsec
PELLET Marc, né le 19 août 1955 à Fort de France, domicilié 8 rue de la comète 34470 Pérols – Proposé par la commune de Pérols
RICHARD Michel, né le 30 septembre 1947 à Reims, domicilié 23 avenue du pic Saint Loup 34160 Castries – Proposé par la commune de Castries
SANICOS Christian, né le 2 juillet 1950 à Nice, domicilié 8 impasse Frédéric Chopin 34920 Le Crès – Proposé par la commune du Crès
THEROND Daniel, né le 24 mars 1951 à Montpellier, domicilié 9 rue du renard 34160 Beaulieu – Proposé par la commune de Beaulieu
VAN PEETERSEN Anne, née le 19 janvier 1962 à Meknes, domiciliée 352 avenue de la monnaie 34170 Castelnau le Lez – Proposée par la commune de Castelnau le Lez
VINDOLET Thierry, né le 11 février 1963 à Gagnoa, domicilié 8 rue des canaux 34830 Clapiers – Proposé par la commune de Clapiers
• **Commissaires suppléants domiciliés hors du périmètre communautaire :**
BEAUCHEMIN Alain, né le 15 mai 1956 à Lille, domicilié impasse des prés 30260 Saint-Clément – Proposé par la commune de Pérols
BESSON Nicolas, né le 31 août 1979 à Bagnols sur Cèze, domicilié 160 rue La Grand Terre 34130 Valergues – Proposé par la commune de Baillargues

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la proposition de la liste de 20 commissaires titulaires et de 20 commissaires suppléants à la directrice régionale des finances publiques,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°21 : HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3620MG14 DE MAINTENANCE DES ASCENSEURS, ÉLEVATEURS POUR PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE, MONTE-CHARGES, PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES DES ÉQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - LANCEMENT DE LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le marché de maintenance des équipements de levage (ascenseurs, monte-charge, éleveurs pour personnes à mobilité réduite) et de portes, portails automatiques arrive à échéance le 31 décembre 2014.

Pour assurer la réalisation des prestations de maintenance et de dépannage de ces appareils, il convient donc de prendre les dispositions nécessaires pour effectuer le renouvellement de ce marché. La Communauté d'Agglomération doit donc lancer un appel d'offres ouvert à prix mixtes (marché à prix forfaitaire assorti d'un bordereau de prix unitaires pour la commande des travaux associés à la maintenance) et ce en vertu des articles 57, 59 et 77 du Code des marchés publics.

Ce marché porte sur les équipements installés dans les bâtiments administratifs de la Communauté d'Agglomération et bâtiments annexes (Hôtel d'Agglomération, Domaine de la Providence, Domaine de la Pompignane, Moulin de Salicate, Laboratoire Santé Millénaire et Cellule emploi grands travaux Mas des Brousses).

Le montant du marché, sur sa durée totale (fixée à quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2015), est estimé à 65 000 € H.T. pour les prestations de maintenance réglées forfaitairement et à 20 000 € H.T. pour les travaux associés à la maintenance (réglés, sur bons de commande, par application de prix unitaires) soit un total de 85 000 euros H.T. sur 4 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'Appel d'Offres ouvert relatif à la maintenance des installations de levage;
- autoriser avant l'engagement de la passation, la souscription et la signature du marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération aux chapitres 920 et 923 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché n°3620MG14 ou tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : HORS COMMISSION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - PARTICIPATION AU SALON CAP URBA À LYON EN MAI 2014 - AUTORISATION DE FINANCEMENT - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que la maîtrise de l'eau, et de la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce cadre, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des startups du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Plus particulièrement, l'EcoCité numérique" ou "Cité intelligente" vise à renforcer les capacités en matière de partage de l'information transversale en temps réel et de simulation numérique afin :

- d'optimiser et rationaliser l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques,
- d'enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, mesurer et contrôler ces services,
- de réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence,
- et de mettre en place une gouvernance adaptée à l'évolution des systèmes intelligents.

Ce projet de Cité intelligente fait l'objet dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature, d'un contrat de Recherche et Développement (R&D) autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, complété par 3 Projets de Recherche et Développement autorisés par délibération n°11614, n°

11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013 et par la réalisation de deux thèses l'une à l'université Montpellier 1, l'autre à l'université Montpellier 2 autorisées par délibération n° 11922 et n° 11923 du conseil du 29 octobre 2013.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, l'Idate, IBM France, ainsi que plusieurs autres entreprises, de développer de nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire en favorisant les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

Il est proposé de présenter le projet pilote Cité intelligente, faisant de la Communauté d'Agglomération un territoire de référence en matière d'innovations urbaines, au salon Cap Urba - Salon national de l'aménagement et des projets urbains innovants/Pavillon des « Smart Villes & smart grids » qui se déroule à Lyon du 20 au 22 mai à travers la tenue d'un stand et l'organisation de deux conférences.

La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier va ainsi contribuer à donner de la visibilité à ce projet pilote.

Le coût de cette participation au salon Cap Urba à savoir les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration d'un conseiller communautaire, de trois techniciens et de la doctorante de l'université Montpellier 1 est évalué à 2 500 euros T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au salon Cap Urba à Lyon du 20 au 22 mai 2014,
- approuver la participation d'un élu, de trois techniciens et de la doctorante de l'Université Montpellier1,
- autoriser le financement des frais relatifs à la participation au salon Cap Urba estimé à 2 500 euros maximum,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°23 : HORS COMMISSION – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - ORGANISATION D'UNE MISSION D'AFFAIRES MIXTE, TECHNOLOGIES ET VITICULTURE, EN CHINE (BEIJING ET CHENGDU) DU 2 AU 11 JUIN 2014 - PARTICIPATION AU SALON DES VINS DE BEIJING - FINANCEMENT DE LA MISSION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), aux Etats-Unis (New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec) et elle est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse. Dans la continuité de ces relations privilégiées avec la Chine, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement économique avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et neuf Provinces centrales chinoises. Depuis les vingt cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12ème plan quinquennal (2011-2016) axe la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec no-

tamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international. Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu, en particulier EUPIC, souhaitent s'engager aux cotés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un nouvel axe de développement économique dédié à la filière vin. Dans les Provinces centrales, le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60% des achats se font par les institutions et 20 à 30% pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de développer une nouvelle approche économique en s'associant à un partenaire chinois étatique EUPIC, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui participera à la promotion de cette offre.

La première phase de cette action « vin » développée en 2013 a permis d'obtenir des résultats conformes aux engagements pris par les parties comme le rappelle le tableau suivant :

Année	Bouteilles	CA généré (K€)	Prix moyen (€)	Ratio investissement/CA
2013	130 000	195 à 325	1,5 à 2,5	1/1
2013 réalisé	133 826	470	3,52	1/2
2014	260 000	390 à 650	1,5 à 2,5	1/3
2015	520 000	780 à 1 300	1,5 à 2,5	1/5

Une mission se déroulera à Chengdu et Beijing du 2 au 11 juin 2014 avec un triple objectif : : étendre et développer la deuxième phase de l'action de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, développer le rayonnement et l'attractivité du territoire à l'international et assoir la stratégie de développement de la filière numérique.

Concernant le volet viticole,

Dans le cadre de l'accord entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et EUPIC, il est prévu la participation à au moins 2 foires internationales de premier rang en Chine :

- Première participation en mars 2014 lors de la Foire Internationale des vins de Chengdu, 6 domaines viticoles présents et plus de 150 contacts professionnels établis,
- Deuxième participation au salon Top Wine China de Beijing qui se déroulera les 4, 5 et 6 juin prochains avec plus de 5 500 acheteurs professionnels attendus.

La délégation composée de 5 représentants de domaines viticoles aura un stand dédié de 18 m2 dans l'espace Sud De France du Pavillon France,

A Chengdu dans la continuité des contacts établis lors de la foire de mars dernier, des rencontres BtoB ciblées avec des acheteurs de vins sont également prévues.

Concernant le volet attractivité, rayonnement du territoire et numérique,

Plusieurs thématiques et réunions de travail sont prévues afin d'assoir et de développer la stratégie de développement économique et d'attractivité de l'Agglomération de Montpellier.

A Chengdu :

- Préparer les termes du futur partenariat technologique sur le numérique, avec le Tianfu Software Park,
- Préparer la prochaine mission d'affaire « congrès EUPIC » prévue en octobre 2014 : définir le nombre d'acteurs du développement économique et les filières concernées, définir les thèmes des interventions au congrès...
- Rencontrer les représentants de la ville de Neijiang, ville Préfecture du Sichuan de 4,3 Millions d'habitants qui est à 150 km de Chengdu, secteur très dynamique pour l'innovation et les affaires, la ville est une zone tampon entre les 2 métropoles que sont Chengdu et Chongqing. Les centres d'intérêts qui pourraient être développés portent sur la filière viticole, le management de l'innovation, le tramway...

A Beijing :

- Préparer les termes du futur partenariat technologique sur le numérique avec le Z Park,
- Rencontrer les dirigeants de l'investisseur Beijing Capital Group dans la continuité de leurs visites à Montpellier en mars 2013.
- Rencontrer les dirigeants de la Victoria university qui a un projet d'investissement et d'ouverture d'un campus sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier.

Le coût total prévisionnel de la mission est estimé à 28 500 € T.T.C. Pour les entreprises, seuls seront pris en charge par la Communauté d'Agglomération les frais de transports internationaux et internes ainsi que les frais de visas.

Concernant les frais inhérents à la foire : location du stand, droit d'accès, décoration, traducteurs, transport des échantillons..., ce coût estimé à 11 000 € T.T.C. est pris en charge par notre partenaire EUPIC dans le cadre de notre convention de partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaire technologie et viticulture en Chine (Beijing et Chengdu) du 2 au 11 juin 2014,
- approuver la participation de représentants de 5 domaines viticoles,
- approuver la participation éventuelle de 2 acteurs du développement économique,
- approuver la participation éventuelle d'un ou de plusieurs élus(es) et d'un technicien à la mission,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 28 500 € T.T.C.,
- approuver les frais inhérents à la participation à la foire internationale des vins de Chengdu estimés à 11 000 €,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Ont voté contre : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

AFFAIRE N°24 : HORS COMMISSION – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Les Managériales 2014 – 15^{ème} édition

L'Association de l'Académie de Management et de Marketing Européens (A.M.M.E.), sous l'autorité de son Président, Monsieur Gérard MARTINEZ, a organisé le 25 janvier 2014, à l'ISEM de Montpellier (Institut des Sciences de l'Entreprise et du Management de l'Université Montpellier 1), une manifestation intitulée « Les Managériales 2014 – 15^{ème} édition ».

Ce concours national est l'occasion de rencontres et de confrontations entre des participants venus d'horizons différents sur le thème de la gestion d'entreprise. Ce rendez-vous allie l'univers de la formation académique et celui du monde de l'entreprise, avec au programme une mise en compétition des équipes sur des marchés économiques. Plus de 200 personnes se sont rencontrées.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

13^{ème} Séminaire Eau de l'école d'ingénieurs Polytech Montpellier

L'Ecole Polytechnique universitaire de Montpellier UM2, Département Sciences et Technologies de l'Eau, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Serge PRAVOSSODOVITCH, a organisé du 17 au 19 février 2014, à l'Université Montpellier II, une manifestation intitulée « 13^{ème} Séminaire Eau de l'école d'ingénieurs Polytech Montpellier ».

Ce congrès scientifique sur la thématique de l'Eau a permis, au travers d'une succession de conférences présentées par des professionnels et des experts reconnus, d'aborder des sujets innovants et d'actualité comme les mesures et incertitudes en hydrométrie, l'objectif zéro pesticide, le traitement des boues de stations d'épuration des collectivités. La mise en contact des élèves avec le monde industriel et socio-économique a déplacé près de 300 personnes.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

1^{ères} Journées Francophones de la Mucoviscidose

L'Association Vaincre la Mucoviscidose, sous l'autorité de son Président, Monsieur Patrick TEJEDOR, a organisé du 27 au 29 mars 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 1^{ères} Journées Francophones de la Mucoviscidose ».

Cet événement francophone de portée nationale a proposé plusieurs temps forts comme les journées médicales adressées aux professionnels de santé autour de sessions, d'expositions et de plénières, ainsi qu'une partie mixte à destination des soignants et patients autour de dix ateliers thématiques. Cet événement a réuni plus de 1 000 personnes, professionnels de santé des pays francophones, patients, familles et membres de Vaincre la Mucoviscidose.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

7^{ème} Conférence Francophone VIH/Hépatites – AFRAVIH 2014

L'association AFRAVIH, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Christine KATLAMA, a organisé du 27 au 30 avril 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 7^{ème} Conférence Francophone VIH/Hépatites – AFRAVIH 2014 ».

Cette manifestation Internationale francophone, seul forum de langue française sur ce registre, qui s'est réuni à Montpellier, 2^{ème} pôle français de recherche sur le VIH et les hépatites, a été un carrefour d'échanges scientifiques entre le Nord et le Sud. Le CHU de Montpellier est l'un des centres qui suit le plus grand nombre de patients en France. Plus de 1 500 participants à la fois médecins, scientifiques, représentants de la société civile et associatifs ont été accueillis.

Une subvention de 12 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Résilience 2014 – Resilience and Development : Mobilizing for Transformation

Le CIRAD-ES, sous l'autorité de son Directeur régional Languedoc-Roussillon, Monsieur Michel SALAS, a organisé du 4 au 8 mai 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Résilience 2014 – Resilience and Development : Mobilizing for Transformation ».

Cette manifestation internationale, à l'initiative de l'association Resilience Alliance, collectif de scientifiques autour du concept socio-écologique, est une référence mondiale sur les liens entre société et environnement. Le thème central de cette conférence « Adaptation, Transformation and Développement », a mis en avant le dynamisme et les actions de Montpellier et de sa région en matière de développement durable et écologique. Environ 1 000 personnes venant des cinq continents, chercheurs, enseignants, étudiants, industriels, agriculteurs, organisations scientifiques internationales, représentants de gouvernements, commissaire européen au développement se sont déplacées.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

CSW 2014 – Compound Semiconductor Week 2014

L'Université Montpellier II, sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel ROBERT, a organisé du 11 au 15 mai 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « CSW 2014 – Compound Semiconductor Week 2014 ».

Ce congrès scientifique organisé pour la 1^{ère} fois en France, a permis aux membres de la communauté internationale, travaillant dans le domaine du développement de composants optoélectroniques, de se rencontrer et d'échanger sur leurs derniers travaux. Ces composants trouvent leur application dans de nombreux domaines tels que la surveillance, le contrôle de procédés, la santé, les télécommunications et la défense. Industriels et chercheurs ont été mis en contact à travers une expo-

sition d'équipements scientifiques et technologiques. Près de 500 participants venant de tous les continents ont assisté à cette manifestation.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

30^{ème} Congrès annuel de l'Association Française du Marketing

Le Laboratoire Montpellier Recherche en Management (MRM) de l'Université Montpellier II, sous l'autorité du Président UM2, Monsieur Michel ROBERT, a organisé du 14 au 16 mai 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 30^{ème} Congrès annuel de l'Association Française du Marketing ».

Ce congrès annuel, dont la thématique « Territoire et Innovation » a été mise à l'honneur, a proposé un tour d'horizon des recherches et des méthodes marketing les plus avancées. Cette manifestation a également été l'occasion de présenter des études de cas pédagogiques liées au marketing, d'organiser des sessions consacrées à des thématiques scientifiques nouvelles et des tables rondes sur des sujets d'actualité en s'appuyant sur des témoignages d'experts. Événement qui a réuni plus de 300 enseignants chercheurs issus d'Universités, Business Schools, Ecoles d'Ingénieurs françaises et étrangères.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

14^{ème} Congrès Cœur et Sport 2014

Le Club Languedoc Roussillon Cœur et Sport (CLaRCS), sous l'autorité de son Président, Monsieur Stéphane CADE, a organisé du 16 au 17 mai 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 14^{ème} Congrès Cœur et Sport 2014 ».

Ce congrès scientifique national, avec cette année une ouverture internationale sur l'Afrique, a mis en avant les domaines novateurs de la physiologie cardiovasculaire de l'exercice physique en impliquant les instituts de recherche, les structures de soins universitaires et privés ainsi que les acteurs socio-économiques. Les actualités en cardiologie du sport ont été abordées en alternant communications scientifiques, tables rondes et ateliers avec des cas cliniques interactifs. Environ 400 médecins, cardiologues et partenaires ont participé.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

10^{èmes} Rencontres « Ecology and Behaviour » – Ecologie et Comportement

L'Association des Rencontres « Ecology and Behaviour » (AREB), sous l'autorité de sa Présidente, Madame Louise RIOTTE-LAMBERT, organise du 16 au 22 mai 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 10^{èmes} Rencontres « Ecology and Behaviour » – Ecologie et Comportement ».

Ce colloque international est un moment d'échange entre jeunes chercheurs européens travaillant dans le cadre général de l'écologie, de la biologie évolutive et de l'étude des comportements animaux. Ce domaine ouvre de nombreuses applications, notamment dans les projets de préservation de la biodiversité. Cette rencontre scientifique est également un vecteur de valorisation de la communauté scientifique locale et régionale. 300 participants, venant de nombreux pays d'Europe doivent suivre le colloque.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

RECOSOC 2014 – International Workshop on Reconfigurable Communication-centric Systems-on-Chip

Le LIRMM de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Jean-Claude KÖNIG, organisera du 26 au 28 mai 2014, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « RECOSOC 2014 – International Workshop on Reconfigurable Communication-centric Systems-on-Chip ».

Cette conférence internationale a pour objectif de fédérer les recherches autour de l'intégration des systèmes sur puces re-configurables, en abordant des questions de fiabilité et consommation dans les technologies actuelles à l'échelle européenne et internationale. Des exposés de chercheurs ou d'industriels dont les travaux font références dans le domaine seront présentés, incitant les collaborations à l'échelle européenne. Plus de 90 participants sont attendus ainsi qu'une trentaine d'intervenants étrangers.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Rencontres Internationales – Agricultures Familiales et Recherche

Le CIRAD de Montpellier, sous l'autorité de son Directeur régional Languedoc-Roussillon, Monsieur Michel SALAS, organisera du 1^{er} au 3 juin 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Rencontres Internationales – Agricultures Familiales et Recherche ».

Organisées dans le cadre de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF), ces rencontres seront l'occasion de démontrer le dynamisme de recherche de Montpellier, pôle mondial reconnu de la recherche agronomique. Cet événement a pour objectif de questionner et enrichir les agendas de recherche concernant les agricultures familiales et leurs défis face aux changements globaux, tout en facilitant les échanges et interactions entre les chercheurs, les décideurs et principaux bailleurs de fonds, les acteurs du secteur privé, les représentants des organisations paysannes et les représentants de la société civile. Plus de 400 participants du monde entier sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

PLMCN15 – 15^{ème} Conférence relative au Physique du Couplage Lumière-Matière dans les Nanostructures

Le Centre National de Recherche Scientifique, sous l'autorité de sa Déléguée Régionale, Madame Ghislaine GIBELLO, organisera du 9 au 13 juin 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « PLMCN15 – 15^{ème} Conférence relative au Physique du Couplage Lumière-Matière dans les Nanostructures ».

Le thème de cette manifestation, PLMCN15, s'inscrit autour des enjeux liés à la réalisation de dispositifs optoélectroniques modernes pour applications cryptologiques avancées, dans la perspective d'optimiser la formation de doctorants et de consolider la formation de post-doctorants. L'idée est également de transférer les technologies matures à des matériaux innovants pour élargir l'application de l'optoélectronique depuis les fréquences des télécommunications jusqu'à l'ultra violet, dans la double perspective de générer de la connaissance scientifique et de la valorisation. Environ 650 participants et intervenants sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

12^{ème} Réunion Francophone sur la Maladie d'Alzheimer et syndromes apparentés

L'Association Alzheimer Montpellier 2014, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Audrey GABELLE, organisera du 11 au 13 juin 2014, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 12^{ème} Réunion Francophone sur la Maladie d'Alzheimer et syndromes apparentés ».

Ce congrès sur la maladie d'Alzheimer abordera des thèmes qui vont de la génétique aux différentes approches thérapeutiques médicamenteuses et non médicamenteuses, ainsi que l'ensemble des problèmes posés par ce type d'affection. Chercheurs, enseignants chercheurs et cliniciens pourront présenter et échanger avec des équipes françaises et européennes sur leurs travaux concernant la maladie d'Alzheimer et les syndromes apparentés. Plus de 400 participants sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

20^{ème} Congrès national de la Société Française d'Accompagnement et de Soins Palliatifs : « Au-delà des tensions du mouvement des soins palliatifs aux soins palliatifs en mouvement »

La Société Française d'Accompagnement et de Soins Palliatifs (SFAP), sous l'autorité de la Présidente du Comité d'Organisation, Madame Josyane CHEVALLIER-MICHAUD, organisera du 18 au 20 juin 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 20^{ème} Congrès national de la Société Française d'Accompagnement et de Soins Palliatifs : « Au-delà des tensions du mouvement des soins palliatifs aux soins palliatifs en mouvement ».

Ce congrès national et francophone qui va rassembler toutes les équipes de soins palliatifs de France mais aussi d'autres pays francophone d'Europe, l'Afrique et le Canada, sera à la fois un lieu de réflexion, d'encouragement à la recherche et de formation pour les soignants. Différents sujets de recherche scientifique autour du thème des soins palliatifs seront proposés lors de plénières et d'ateliers dont un sera consacré aux contraintes économiques et à la précarité. Entre 2 000 et 2 500 participants français et étrangers sont attendus (médecins et paramédicaux, philosophes, sociologues, législateurs, économistes, administratifs ...).

Une subvention de 8 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4^{èmes} Assises Nationales de la Biodiversité

L'Association Réseau IDEAL, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Laurent LAGIE-DEFRANCE, organisera du 23 au 25 juin 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 4^{èmes} Assises Nationales de la Biodiversité ».

Événement de sensibilisation, d'échanges et de débat autour de la biodiversité entre l'ensemble des acteurs locaux (professionnels, élus, techniciens ...), les Assises Nationales de la Biodiversité invitent aux partages de connaissances et d'expériences lors de séances plénières, de conférences et de tables rondes. De nombreux secteurs d'activités sont concernés (eau, sols, mer, climat, énergie, agriculture, forêt, urbanisme, infrastructures, tourisme, industrie, commerce, éducation, recherche, santé ...). Ce congrès doit apporter un éclairage objectif sur l'évolution des relations entre notre société et la biodiversité au travers de mesure de préservation. De 600 à 800 professionnels sont attendus.

Une subvention de 40 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

6^{ème} Edition de la Convention Nationale des Avocats

L'Association Convention Nationale des Avocats, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean-Marie BURGUBURU, organisera du 28 au 31 octobre 2014, à l'Aréna de Montpellier, une manifestation intitulée « 6^{ème} Edition de la Convention Nationale des Avocats ».

L'ensemble des avocats de France se retrouve tous les trois ans sous l'égide du Conseil national des barreaux, événement majeur attendu par toute une profession. Ce rassemblement national, fédère les synergies de la profession et rassemble des intervenants de qualité. Le programme scientifique permet à l'ensemble des participants d'aborder divers sujets de société tels que la garde à vue, les droits de l'homme ou encore le rôle du droit dans l'activité économique. Plus de 7 000 participants sont attendus.

Une subvention de 75 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Matériaux 2014

La Fédération Française pour les sciences de la Chimie (FFC), sous l'autorité de son Délégué Général, Monsieur François ROCQUET, organisera du 24 au 28 novembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Matériaux 2014 ».

Cette manifestation de référence dans le domaine des matériaux au niveau national et même internationale, sera un moment privilégié qui va couvrir de nombreux thèmes d'actualité et traiter d'enjeux sociétaux majeurs. Les matériaux, tant au niveau de la formation, de la recherche que du transfert de technologie, constituent un axe multidisciplinaire local fort (chimie, physique, mécanique, génie des procédés ...). Plus de 1 800 participants francophones issus du monde académique et des entreprises sont attendus.

Une subvention de 40 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : HORS COMMISSION – CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES MEMBRES ET AUTORISATION DE LANCEMENT ET DE SIGNATURE POUR UN MARCHÉ D'ACQUISITION DE LOGICIEL DE GESTION DES TEMPS PÉRISCOLAIRES

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
La Communauté d'Agglomération de Montpellier, les Communes de Castelnau le Lez, Clapiers, Grabels, Lavérune, Pérols, Saint Georges d'orques, Le Crès, et Villeneuve-lès-Maguelone désirent acquérir un logiciel de gestion des temps périscolaires. A ce titre il est nécessaire de lancer une procédure de mise en concurrence en vue de l'acquisition de ce logiciel. Afin de rationaliser l'achat et réaliser des économies, les communes précitées ont décidé de constituer un groupement de commandes, conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offres Ouvert). Le marché sera à bons de commande. Le marché sera signé et notifié par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au nom de l'ensemble des membres du groupement, pour une durée de un an, reconductible trois fois.

- Communauté d'Agglomération : mini : 2 000 € / maxi : 30 000 €
 - Commune de Castelnau le Lez : mini : 2 000 € / maxi : 30 000 €
 - Commune de Clapiers : mini : 2 000 € / maxi : 30000 €
 - Commune de Pérols : mini : 2 000 € / maxi : 30 000 €
 - Commune de Lavérune : mini : 2 000 € / maxi : 30000 €
 - Commune de Grabels : mini : 2 000 € / maxi : 30 000 €
 - Commune du Crès : mini : 2 000 € / maxi : 30 000€
 - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone : mini : 2 000 € / maxi : 30 000 €
 - Commune de Saint Georges d'orques : mini : 2 000 € / maxi : 30 000 €
- Chaque commune sera en charge de sa bonne exécution pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les communes de Castelnau-le-lez, Clapiers, Grabels, Lavérune, Pérols, Saint Georges d'Orques et Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire , à la fois concernant la passation et l'exécution du marché,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

A l'issue du vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur le Président

Concernant l'affaire n°10, l'élection des membres, quelqu'un demande-t-il encore à voter ? Le scrutin est clos, vous pouvez dépouiller.

AFFAIRE N°26 : HORS COMMISSION – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE VINGT-HUIT LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui veut des précisions ? Je donne la parole à monsieur le maire de Castries.

Monsieur Gilbert Pastor

Je voudrais renouveler une demande que j'avais déjà faite précédemment, c'est que les maires soient informés de ces dossiers. Il y en a un pour Castries, je l'apprends en conseil d'agglo. J'aimerais bien que les services nous informent en amont des dossiers qui sont instruits sur nos communes.

Monsieur le Président

Monsieur le maire de Castries a parfaitement raison. Comme j'ai prévu de faire une conférence des maires avant chaque conseil d'agglomération, vous aurez l'ordre du jour précis des affaires qui passeront en conseil, et à ce moment-là, vous en serez informés.

Je mets aux voix.

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100% pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt-huit logements situés dans les Communes de Castelnau le Lez, Castries, Jacou, Juvignac, Lattes, Montpellier, Pignan, Saint-Brès, Saint-Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues, occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes, pour un montant total de 100 221 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 2 836 € à M. Antonio RIBEIRO demeurant 6 rue du Petit Canal à Saint-Brès, de 3 995 € à M. et Mme Yves et Odile GUERIN HEISERT demeurant 7 chemin des Eglantiers à Jacou, de 4 500 € à Mme Lydie ASPISI demeurant 35 avenue de la Cadoule à Castries, de 3 896 € à Mme Catherine CHIROUZE demeurant 9 bis chemin de l'Eclair à Castelnau-le-Lez, de 4 672 € à Mme Sophie CASQUEL demeurant 3 rue Richard Wagner à Lattes, de 3 233 € à M. Nicolas BRUEL demeurant 57 rue des Faïenciers à Montpellier, de 2 921 € à Mme Guillemette DELEUZE demeurant 15 rue des Pins à Vendargues, de 2 371 € à M. Jacky CHANTON demeurant 10 rue des Vignes à Lattes, de 4 856 € à M. Abdelkrim AMRADOUCH demeurant 40 rue de Salamanque à Montpellier, de 4 500 € à Mme Danielle CARMONA demeurant 10 rue des Bergeronnettes à Juvignac, de 440 € à Mme Colette BENEZECH demeurant 64 cours Sylvia Montfort à Montpellier, de 2 085 € à Mme Anne GASTOU demeurant 3 impasse des Acanthes à Montpellier, de 3 813 € à Mme Dany ANCIEUX demeurant 20 chemin des Tamaris à Jacou, de 2 560 € à Mme Anne-Lise VALLESPI demeurant 20 rue des Bourbouissous à Vendargues, de 2 500 € à M. et Mme Franck et Sabine RODRIGUEZ demeurant 25 rue des Renoncules à Montpellier, de 2 490 € à Mme Michèle ASNARD demeurant 7 rue des Noyers à Saint-Jean-de-Védas, de 5 500 € à M. et Mme Mathias et Danatilla ZILIMWABAGADO demeurant 2 impasse Edmond à Montpellier, de 4

107 € à M. Michel BIEGEL demeurant 21 avenue Charles de Gaulle à Pignan, de 5 500 € à Mme Fatiha CHIPPIH demeurant 3 rue des Cades à Saint Georges d'Orques, de 1 995 € à Mme Jacqueline DEDET demeurant 900 avenue de la Pompignane à Montpellier, de 3 460 € à Mme Ellen VEENSMA demeurant 55 rue Jacques Louis David à Montpellier, de 2 800 € à Mme Suzanne NGUYEN demeurant 42 rue Francis Poulenc à Lattes, de 4 443 € à M. Tristan ALLOUIS demeurant 182 avenue Saint Clément à Montpellier, de 1 519 € à Mme Ariane DEHOUCCK demeurant 68 avenue de la Justice de Castelnau à Montpellier, de 4 973 € à Mme Adda SADI demeurant 4 rue Arnaud Peyre à Montpellier, de 2 300 € à Mme Aila NAKIB demeurant 48 boulevard Charles Warnery à Montpellier, de 1 956 € à M. et Mme Driss et Saïda EL KHACH demeurant 5 cour del Riu à Montpellier, de 10 000 € à M. Makhlof OUAHRANI demeurant 3 rue des casernes à Pignan.

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907;

- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur le Président

On lance l'élection sur le syndicat mixte du bassin de l'Or (SYMBO), affaire n°11.

AFFAIRE N°11 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE L'OR (SYMBO) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Syndicat Mixte du Bassin de L'Or (SYMBO) a pour missions les compétences suivantes :

La gestion des compétences exercées à l'échelle du bassin versant ou de la zone humide de l'étang de l'or :

- réflexion et concertation, études globales, animation, coordination, suivi et évaluation :

* de la politique globale de l'eau et des milieux aquatiques, à l'échelle du bassin, schéma d'aménagement et de gestion des eaux, Plan d'actions de prévention contre les inondations,

* des actions de conservation de la biodiversité, à l'échelle de la zone humide de l'étang de l'or ;

- dans ces domaines de compétences et champs territoriaux :

* participation aux réseaux nationaux et internationaux de gestionnaires des milieux aquatiques et ressources naturelles,

* sensibilisation et information au public.

La gestion, le fonctionnement et l'entretien des ouvrages hydrauliques départementaux permettant de réguler les apports d'eau douce et salée à l'étang de l'Or.

A la suite du Renouvellement du Conseil de Communauté et conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de ce Syndicat Mixte, il convient d'élire au scrutin secret et à la majorité absolue, les représentants de la Communauté d'Agglomération au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or soit six conseillers communautaires titulaires et six conseillers communautaires suppléants.

Une seule liste (liste 1) est proposée par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
René REVOL Laurent JAOU Jean-Luc MEISSONNIER	Gilbert PASTOR Pierre DUDIEUZERE Khanthaly PHOUTTHASANG

Cyril MEUNIER Stéphanie JANNIN Sauveur TORTORICI	Pascal KRZYZANSKI Pierre BONNAL Arnaud MOYNIER
--	--

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du syndicat mixte du Bassin de l'Or (SYMBO),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Président

Je reprends l'énoncé des affaires suivantes. Nous sommes à l'affaire 27.

AFFAIRE N°27 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 35 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « GREEN STONE » - LOT 2B1, ZAC PIERRES VIVES À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - DÉLIBÉRATION N°11976 DU 27 NOVEMBRE 2013 - MODIFICATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°11976 du 27 novembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à la Société Anonyme d'HLM DOMICIL la garantie à hauteur de 75 % des trois emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des dépôts et Consignations pour financer la construction de 35 logements en prêt locatif social (PLS), résidence « Green Stone », ZAC Pierres Vives à Montpellier.

La délibération initiale comportait une erreur matérielle. Il y a lieu, en effet, de préciser que la révision des taux d'intérêt et de progressivité peut intervenir à chaque échéance du prêt.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des dépôts et Consignations sont donc modifiées comme suit :

- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité (délibération du 27 novembre 2013) :

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%
---	---

- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à prendre en compte dans la présente délibération :

Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A, sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%
---	---

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°11976 du 27 novembre 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 37 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE MÉDITERRANÉE » - RUE DU GUESCLIN À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM ICF SUD-EST MÉDITERRANÉE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Aggloméra-

tion de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 37 logements sociaux, résidence « Le Méditerranée », rue Du Guesclin à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Pragma, comprend 18 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 11 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le Cabinet d'architecture Garcia-Diaz, établi à Montpellier.

ICF Sud-Est Méditerranée demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % :

- les deux emprunts d'un montant total de 3 463 867 € que le bailleur sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer les logements agréés en PLUS et PLAII :
 - ☐ un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) d'un montant de 2 522 549 € ;
 - ☐ un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) d'un montant de 941 318 €.
- le Prêt Locatif Social (PLS) d'un montant total de 1 708 185 € qu'il sollicite auprès du Crédit Foncier de France pour financer les logements agréés en PLS.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts PLUS et PLAII consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS	PLAI
Montant du prêt	2 522 549 €	941 318 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,50 % maximum	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ou de progressivité puisse être inférieur à 0 %	
Modalité de révision	double révisabilité limitée	
Préfinancement	sans objet	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	35 ans	

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 35 ans pour les prêts PLUS et PLAII, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ICF Sud-Est Méditerranée, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Les caractéristiques du prêt PLS consenti par le Crédit Foncier de France sont les suivantes :

Désignation	PLS
Montant du prêt	1 708 185 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 107 pdb
Taux de progressivité	0 %
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité des échéances	en fonction de la variation du taux du livret A pendant toute la durée du prêt
Préfinancement	sans objet
Périodicité des échéances	annuelle
Durée	30 ans dont 28 ans d'amortissement

La Communauté d'Agglomération de Montpellier renonce expressément à opposer au Crédit Foncier de France l'exception de discussion des biens du débiteur principal instituée par l'article 2021 du Code Civil ainsi que toutes autres exceptions dilatoires et prend l'engagement de payer de ses derniers, à première réquisition du Crédit Foncier de France, toute somme due au titre de cet emprunt, en principal à hauteur de la quotité sus indiquée augmentée des intérêts qui, pour un motif quelconque, n'auraient pas été acquittés par ICF Sud-Est Méditerranée à l'échéance exacte.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 597 900,25 €, représentant 75 % des deux prêts PLUS et PLAI d'un montant total de 3 463 867 €, sollicité par ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 26 logements locatifs sociaux, résidence « Le Méditerranée », rue Du Guesclin à Montpellier ;
- garantir le remboursement de la somme de 1 281 138,75 €, représentant 75 % du prêt PLS d'un montant de 1 708 185 €, sollicité par ICF Sud-Est Méditerranée auprès du Crédit Foncier de France pour financer la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Le Méditerranée », rue Du Guesclin à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée et entre le Crédit Foncier de France et la SA d'HLM ICF Sud-Est Méditerranée, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 34 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « MAS CRESPIY », LOTISSEMENT "MAS CRESPIY" LOT A À VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges

foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 34 logements sociaux résidence « Mas Crespy », lot A, lotissement « Mas Crespy » à Villeneuve-lès-Maguelone. L'opération comprend 24 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 10 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture OMLB Architecture à Boujan-sur-Libron.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 3 229 741 € que le bailleur sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 833 247 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 431 571 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 781 053 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 183 870 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

es suivantes :

Désignation	PLUS construc- tion	PLUS foncier	PLAI construc- tion	PLAI foncier
Montant du prêt	1 833 247 €	431 571 €	781 053 €	183 870 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Taux annuel de progressivité	0 %			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt ou de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Préfinancement	de 3 à 16 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 16 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAII construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAII foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 422 305,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 3 229 741 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 34 logements locatifs sociaux, résidence "Mas Crespy", lotissement "Mas Crespy" lot A à Villeneuve-lès-Maguelone ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Ne prend pas part au vote : Monsieur Yvon Pellet.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°30 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « L'ORANGERAIE » - 61 RUE DU PONT DE LAVÉRUNE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 24 logements sociaux, résidence « L'Orangerie », 61 rue du Pont de Lavérune à Montpellier. L'opération comprend 17 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par l'agence d'architecture Int-ext établie à St Gély du Fesc.

DOMICIL demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 2 545 038 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 1 366 210 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 450 544 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 547 674 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 180 610 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 366 210 €	450 544 €	547 674 €	180 610 €

Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité du taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	-3% à 0,50 % maximum			
Révisabilité du taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par DOMICIL est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 908 778,50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 2 545 038 €, sollicités par DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 24 logements locatifs sociaux, résidence « L'Orangerie », 61 rue du Pont de Lavérune à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote. Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « ROSE GARDEN » - 139 RUE DE LA CROIX DES ROSIERS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpel-

lier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 9 logements sociaux, résidence « Rose Garden », 139 rue de la Croix des Rosiers à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Méditerranée Immobilier, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture François Boyer.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 799 069 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 338 868 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 207 769 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 154 456 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 97 976 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construc- tion	PLUS foncier	PLAI construc- tion	PLAI foncier
Montant du prêt	338 868 €	207 769 €	154 456 €	97 976 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité du taux d'intérêt	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	- 0.5%			
Révisabilité du taux de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAII construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAII foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Promologis, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce

règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 599 301,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 799 069 €, sollicités par Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 9 logements locatifs sociaux, résidence « Rose Garden », 139 rue de la Croix des Rosiers à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : HORS COMMISSION – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2009-2013 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 20 LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt logements occupés par des propriétaires modestes situés à Castries, Clapiers, Cournonterral, Juvignac, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Jean-de-Védas, Saussan, Vendargues, pour un montant total de 64 438 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 10 000 € à M. Aimé CORCORAL demeurant 10 rue de la poste à Clapiers, 468 € à Mme Catherine LHERAULT demeurant 758 rue Valéry Narbaud à Montpellier, 3 275 € à Mr et Mme Guilhem et Mélanie TUFFERY GUENEBAUD demeurant 4 rue Chardonnet au Crès, 3 500 € à Mme Jeanine KOLLA demeurant 6 rue Pierre d'Auvergne à Montpellier, 3 399 € à Mr Serge FERRER demeurant 6 rue du Roc de Pézénas à Montpellier, 1 546 € à Mme Liberté SANCHEZ demeurant 5 plan des Sarcelles à Cournonterral, 3 500 € à Mr et Mme Thibaut et Coline DENEGRÉ DRAPERI demeurant 7 rue Paul Giera à Montpellier, 3 184 € à Mme Fatna KERFOUCH demeurant 3 rue de Guette à Pérols, 2 705 € à Mme Vincenta FERNANDEZ demeurant 1 rue du Vieux Puit à Castries, 2 083 € à Mme Maria ROUX demeurant 218 che-

min du Mas de l'Huile à Montferrier-sur-lez, 10 000 € à Mr et Mme Sandra et Michel BARRERE LOPEZ demeurant 40 rue Fort Viel à Pignan, 2 755 € à Mme Rachida BELGACEM demeurant 781 avenue de Monsieur Teste à Montpellier, 1 205 € à Mr Alain TAVERNAY demeurant 20 rue du Pont de la Gaze à Pérols, 339 € à Mr et Mme Anne-Laure et Jean-Christophe GALTIER BOUHIER demeurant 5 rue des Valautres à Saussan, 3 500 € à Mme Christel FERRAN demeurant 56 rue des Cigales à Juvignac, 2 224 € à Mme Lucienne BORG demeurant 47 rue de la Feuillade à Montpellier, 999 € à Mr José DE JESUS demeurant 7 rue Find à Montpellier, 2 707 € à Mme Marie-Christine VERDEIL demeurant route de Teyran à Vendargues, 3 500 € à Mr Joseph AUDRIN demeurant 3 impasse du Pérou à Saint-Jean-de-Védas et 3 550 € à Mr et Mme Olga et Olivier PASTA demeurant 12 bis rue du Peyrou à Vendargues.

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;

- dire que le paiement de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres s'effectuera après versement par l'EPCI de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°33 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 14 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « LE BIJOU DE MANON » - 941 RUE DU PIOCH BOUTONNET À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 14 logements sociaux, résidence « Le Bijou de Manon », 941 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BOUYGUES IMMOBILIER, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 4 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture François Boyer.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 370 088 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 531 536 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 325 729 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 321 628 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 191 195 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construc- tion	PLUS foncier	PLAI construc- tion	PLAI foncier
Montant du prêt	531 536 €	325 729 €	321 628 €	191 95 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité du taux d'intérêt	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progressivité	- 0,50 %			
Révisabilité du taux de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 027 566 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 370 088 €, sollicités par Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 14 logements locatifs sociaux, résidence « Le Bijou de Manon », 941 Rue du Pioch Boutonnet à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 11 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « CASTEL FLORA » - 28 AVENUE DE MONTPELLIER À CASTRIES - GARANTIE D’EMPRUNT À LA SA D’HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 11 logements sociaux, résidence « Castel Flora », 28 avenue de Montpellier à Castries. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur KAUFMAN & BROAD, comprend 8 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet Imagine Architecture.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 598 751 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 228 795 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 145 317 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 147 947 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 76 692 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construc- tion	PLUS foncier	PLAI construc- tion	PLAI foncier
Montant du prêt	228 795 €	145 317 €	147 947 €	76 692 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité du taux d'intérêt	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progres- sivité	- 0,50 %			
Révisabilité du taux de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéan- ces	annuelle			
Durée	40 ans			

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 449 063,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 598 751 €, sollicités par la SA d'HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 11 logements locatifs sociaux, résidence « Castel Flora », 28 avenue de Montpellier à Castries ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°35 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 24 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « MADISON AVENUE » TRANCHE 1 - 1134 AVENUE DE L'EUROPE À CASTELNAU LE LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de l'usufruit locatif de 24 logements sociaux, résidence « Madison Avenue » tranche 1, 1134 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez. Le dispositif « d'usufruit locatif social » repose sur le principe de démembrement de propriété qui consiste à dissocier, pour une durée déterminée, la nue-propriété acquise par un investisseur privé, de l'usufruit acquis par un bailleur social, ici Promologis pour une période de 15 ans et 6 mois.

L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PRAGMA, comprend au total 70 logements dont 24 logements en « usufruit locatif social » financés par un Prêt Locatif Social (PLS), objets de la présente délibération, ainsi que 19 logements financés en PLUS et PLAI, agréés en 2012 pour le compte de l'Etat et correspondant à l'obligation du PLU d'affecter 27% des logements et des surfaces des opérations de plus de 2 000 m² de SHON au logement social.

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Christophe Marmey.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 1 130 922 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLS) construction d'un montant de 680 000 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social Complémentaire (CPLS) d'un montant de 450 922 € ;

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % res-

tants.

Dans le cadre du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLS construction	PLS Complémentaire
Montant du prêt	680 000 €	450 922 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 111 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 104 pdb
Révisabilité du taux d'intérêt	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%	
Taux annuel de progressivité	- 0,50 %	
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A	
Modalité de révision	double révisabilité	
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	15 ans	

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 15 ans pour les prêts PLS construction et PLS Complémentaire, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par Promologis, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 848 191,50 €, représentant 75 % des deux prêts d'un montant total de 1 130 922 €, sollicités par PROMOLOGIS auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 24 logements locatifs sociaux, résidence « Madison Avenue » tranche 1, 1134 avenue de l'Europe à Castelnau le Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM PROMOLOGIS, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Rouilleault

Je voulais faire une intervention sur ces deux points, le 35 et le 36, qui concernent tous les deux Castelnau-le-Lez, et tous les deux près de l'arrêt du tram La Galine. Ce que je voudrais dire, c'est que je voterai pour, mais avec deux raisons de voter pour et deux réserves que je voulais signaler. La première raison de voter pour, c'est que c'est tout à fait conforme au PLH de l'agglomération et au PLU de la commune de construire là, deuxièmement parce que je me réjouis que depuis quelques années Castelnau-le-Lez se soit ralliée à la position de l'agglomération de construction de 30 % de logements sociaux dans les opérations collectives. Néanmoins, il y a deux réserves, il y a de très gros problèmes d'urbanisme sur l'avenue de l'Europe, qu'on appelle aussi route de Nîmes ou 113 à Castelnau, pour différentes raisons sur lesquelles je ne m'étendrais pas, mais en particulier pour une insuffisance notoire de parking. Donc je demande qu'on fasse très attention à veiller à cette question des parkings. Deuxièmement, nous sommes ici à l'endroit le plus dangereux de l'agglomération en matière de passage à niveau. Le passage à niveau en pleine zone urbaine est tout à fait problématique et nous souhaitons qu'en cohérence avec toutes ces décisions l'agglomération avec la région, avec la SNCF, avec la commune s'engagent dans la suppression de ce passage à niveau particulièrement dangereux.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Monsieur Grand.

Monsieur Grand.

Monsieur le Président, je prends la parole, mais je ne vais pas faire le match... C'est le problème des oppositions, vous en avez, j'en ai. Je voudrais dire deux choses très très vite, d'abord je rappellerai à notre excellent collègue du Parti socialiste de Castelnau que le gouvernement a décidé que désormais il n'y aurait qu'une seule place de parking dans les immeubles lorsqu'il y a un transport en commun en site propre, et je pense que là il n'échappe pas à notre collègue qu'effectivement il y a un transport commun en site propre à quelques centimètres des immeubles. C'est la loi. Deuxièmement concernant le passage à niveau souterrain, ça fait partie des grands aménagements sur lesquels nous travaillons depuis au moins cinq ou six ans, l'agglomération et RFF, et c'est un dossier dont on reparlera le moment venu. Naturellement, les nouveaux Castelnaudviens comme notre collègue découvrent ce dossier, ils ont raison d'en faire part, ça fait partie de la vie municipale.

Qu'on soit très clair monsieur le Président, je suis contre cette loi. C'est l'exemple même des trucs qui ne servent à rien. Je vous le dis, c'est la dernière fois que je resmatcherai sur l'intervention de mon collègue de l'opposition. S'il a des choses à dire, il le dit à Castelnau, ici il vote. Il faut qu'il vote et qu'il arrête.

Monsieur le Président

Monsieur Grand, sur le principe je ne peux que vous donner raison, parce que cette enceinte n'est pas faite pour régler les problèmes internes des communes., Je comprends que chacun ait des positions différentes. Mais il est bien que chaque chose soit traitée dans l'enceinte qui convient, c'est pour cela que j'ai pris moult précautions avant de vous proposer le vœu sur les rythmes scolaires, comme je les ai prises ce matin pendant la conférence des maires, en laissant chacun libre de ses choix.

Je mets l'affaire n°35 aux voix :

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°36 : HORS COMMISSION – CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « MADISON AVENUE » TRANCHE 2 - AVENUE MARCEL DASSAULT À CASTELNAU LE LEZ - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM PROMOLOGIS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Promologis a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 20 logements sociaux, résidence « Madison Avenue » tranche 2, avenue Marcel Dassault à Castelnau le Lez. L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PRAGMA, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Archiz.

Promologis demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 859 555 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 848 502 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 513 202 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 311 495 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 186 356 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construc- tion	PLUS foncier	PLAI construc- tion	PLAI foncier
Montant du prêt	848 502 €	513 202 €	311 495 €	186 56 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité du taux d'intérêt	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Taux annuel de progres- sivité	- 0,50 %			
Révisabilité du taux de progressivité	à chaque échéance, en fonction de la variation du taux du livret A			
Modalité de révision	double révisabilité			
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéan- ces	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PROMOLOGIS, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par Promologis est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Promologis pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 394 666,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 859 555 €, sollicités par la SA d'HLM Promologis auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 20 logements locatifs sociaux, résidence « Madison Avenue » tranche 2, avenue Marcel Dassault à Castelnau le Lez ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Promologis, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote. Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je vais clôturer les votes relatifs à l'élection pour l'**affaire n°11 - syndicat mixte du bassin de l'or (SYMBO) - représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier**. Est-ce que quelqu'un souhaite encore voter ?

Le vote est clos, vous pouvez dépouiller.

On peut ouvrir le vote pour l'affaire 12 : organisme extérieur, syndicat mixte du bassin du Lez (SYBLE).

AFFAIRE N°12 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DU LEZ (SYBLE) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Dans le cadre d'une gestion globale équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques sur le bassin versant du lez, de la Mosson et des étangs palavasiens, le syndicat mixte du Bassin du Lez (SYBLE) a été créé afin de gérer les volets « animation et études d'intérêt général » pour la mise en œuvre des plans d'action du schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Lez Mosson Etangs Palavasiens et du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) :

- animation et coordination des actions du SAGE et du PAPI,

- maîtrise d'ouvrage des études globales inscrites aux programmes d'actions du SAGE et du PAPI.

A la suite du renouvellement du conseil de Communauté, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de ce syndicat, il convient d'élire au scrutin secret et à la majorité absolue, les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Bassin du Lez (SYBLE) soit huit conseillers communautaires titulaires et huit conseillers communautaires suppléants.

Une seule liste (liste 1) est proposée par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Cyril MEUNIER Jean-Marc LUSSERT Michel FRAYSSE Thierry DEWINTRE René REVOL Jean-Pierre RICO Sauveur TORTORICCI Stéphanie JANNIN	Thierry BREYSSE Michèle CASSAR Roger CAIZERGUES Isabelle TOUZARD Jean-Luc SAVY Noël SEGURA Maud BODKIN Joël VERA

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du Syndicat Mixte du Bassin du Lez (SYBLE),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le président

Voici le résultat du vote concernant le syndicat Hérault Transport.

1^{er} tour de scrutin :

Présents : 89
Votants : 89
Bulletins nuls : 3
Bulletin blanc : 1
Suffrages exprimés : 85
Majorité absolue : 43

Voix obtenues : 85

La liste 1 est élue à la majorité absolue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault sont :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Isabelle GIANIEL Laurent JAOU Abdi EL KANDOUSSI Jean-Luc MEISSONNIER Stéphanie JANNIN Pierre BONNAL	Carole DONADA Jean-François AUDRIN Arnaud MOYNIER Jean-Marc LUSSERT Jean-Pierre GRAND Noël SEGURA

AFFAIRE N°37 : HORS COMMISSION – CRÉATION D'UNE RÉSIDENCE SOCIALE DE 47 LOGEMENTS - « LE PONANT » - 130 AVENUE DE PALAVAS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'ASSOCIATION GAMMES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'association Gammes a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de du prêt complémentaire qu'elle va contracter auprès du Groupe CILEO pour financer l'acquisition-amélioration de l'immeuble « Le Ponant », situé 130 avenue de Palavas à Montpellier, en vue de la création d'une résidence sociale de 47 logements. Destinée aux personnes autonomes en difficulté sociale et/ou économique dans l'attente d'un logement durable, la structure comprend 47 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Par délibération n° 12137 du 6 février 2014, le Conseil d'Agglomération a déjà accordé la garantie des prêts principaux contractés par GAMMES auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) à hauteur de 75% sur un montant global de 1 526 950 €, ainsi qu'une subvention d'un montant de 260 000 €, correspondant à 10% du prix de revient HT de l'opération.

L'association GAMMES demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le prêt d'un montant de 400 000 € qu'elle sollicite auprès de CILEO, lequel bénéficiera en contrepartie d'un droit à réservation de 16 logements au sein de la résidence.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt consenti par le Groupe Cileo sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt: 400 000€

Durée totale du prêt : 35 ans

Taux d'intérêt : Livret A – 225 pb

Taux plancher : 0,25 %

Taux de progressivité : 0%

Révisabilité du taux de progressivité : à chaque échéance, en fonction de la variation du livret A sans que ce taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%

Modalité de révision : double révisabilité limitée

Périodicité d'amortissement : annuelle

Au cas où l'association GAMMES, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital de l'emprunt et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Groupe CILEO par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage, pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 300 000 €, représentant 75 % du prêt d'un montant de 400 000 €, sollicité par l'association GAMMES auprès du Groupe CILEO pour la création de la résidence sociale "Le Ponant", 130 avenue de Palavas à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Groupe CILEO et l'Association GAMMES, et à signer tout

document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°38 : HORS COMMISSION – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui contribue à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,
- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement de type 1, d'une surface de 25 m², 3 rue du Puits du Temple à Montpellier. Le projet concerne des travaux d'amélioration de la performance énergétique : isolation des murs et du plafond, changement de deux fenêtres. Le gain énergétique attendu à l'issue des travaux est de 40 % (étiquette G à E).

Le coût des travaux s'élève à 6 328 € H.T. (6 770 €T.T.C.) et la dépense subventionnable calculée selon les règles de l'ANAH à 5 450 €. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 50 % + 3 500 € de prime à la rénovation thermique (FART), soit 6 225 €
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 10 % soit 545 €
- Propriétaire : 0 €

(subvention pouvant aller jusqu'à 100% du T.T.C. s'agissant d'un propriétaire aux ressources très modestes).

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 545 € à Mme Tania MATCHAVARIANI demeurant 3 rue du Puits du Temple à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres s'effectuera après versement par l'EPCI de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°39 : HORS COMMISSION – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 1 POUR LA PÉRIODE 2010-2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE 3 LOGEMENTS- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n° 10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Cette opération prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes.

Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, ses aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements de la copropriété occupés par des propriétaires modestes, pour un montant total de 1 606 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 506 € à Mr et Mme Abderrazak et Zoulika TAYEBI demeurant dans la copropriété des Cévennes 1 bâtiment K, de 160 € à Mr et Mme Abdelhadi et Nadia LAHBIHDI FATINI demeurant au bâtiment K et de 940 € à Mme Farida BENAN-DALLAH demeurant au bâtiment L ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de sa subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur le président

Monsieur Martin demande la parole sur l'affaire 39.

Monsieur Martin

Tout simplement, pour demander aux élus du Front national pourquoi... On passe très vite sur ces

affaires-là sans débat, pourquoi ils s'abstiennent sur ces opérations d'amélioration de l'habitat ? J'aimerais juste avoir une explication de leurs votes parce que je ne comprends pas bien.

Madame Jamet

Je vous remercie de me laisser la parole, je n'attendais que ça. Je vais vous expliquer très clairement, on ne va pas discuter de ces dossiers sur le fond, comme ça, à brule-pourpoint. Pour la bonne et simple raison que pendant toute la campagne nous avons prôné et nous vous avons entendu parler de la transparence sur les critères, les attributions de logements, etc. Donc nous restons dans l'attente, dans l'expectative, à partir du moment où nous saurons un peu où nous allons, où vous allez, comment vous engagez ces logements, ces attributions, etc., et je vous le dis toujours, dans un sentiment de justice, à ce moment-là on pourra se déterminer en tout état de cause, et en toute transparence. En attendant l'abstention signifie tout simplement que nous nous en remettons à l'assemblée délibérante.

Monsieur Martin

J'ai mon explication, c'est juste de l'ignorance par rapport aux règles qui existent. C'était juste ce que je voulais savoir, parce que les règles sont connues, elles sont légales, il n'y a rien de caché derrière les règles d'attribution de ces subventions pour l'amélioration de l'habitat.

Madame Jamet

Alors pourquoi avoir fait toute une campagne sur ces thèmes-là ?

Monsieur le Président

Je crois qu'il y a eu une question, une réponse. Je passe donc à l'affaire suivante.

AFFAIRE N°40 : HORS COMMISSION – DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - AVENANTS AUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC L'ÉTAT ET L'AGENCE NATIONALE DE L'HABITAT POUR L'ANNÉE 2014 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue déléguer par l'Etat, pour une durée de 6 ans (2009-2014), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération a signé, le 29 juin 2009, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé, en date du 20 avril 2012.

Ces conventions prévoient qu'un avenant précise chaque année la dotation de crédits effectivement allouée à la Communauté d'Agglomération, au regard des objectifs de réalisation prévus.

Les aides à la réalisation de logements sociaux

L'avenant n°7 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'Etat, fixe pour 2014 un objectif de 1 292 logements locatifs sociaux à financer, hors résidences pour étudiants et personnes âgées ou handicapées, dont la répartition par catégories de financement est la suivante :

Types de financement	Rappel objectifs 2013 délégation	Réalisé 2013	Objectifs 2014 délégation
PLAI	440	647	456
PLUS	730	725	800
PLS ordinaire	230	119	36
TOTAL	1 400	1 491	1 292

PLAI : prêt locatif aidé d'intégration

PLUS : prêt locatif à usage social

PLS ordinaire : prêt locatif social ordinaire (hors étudiants et foyers)

Les objectifs en PLUS/PLAI s'élèvent à 1 256. Les 456 logements à financer en PLAI se décomposent en 328 logements familiaux et 128 logements adaptés ou places d'hébergement, réalisés en structures collectives de types Foyer de Jeunes Travailleurs ou maison-relais/pension de famille.

L'Etat délègue par ailleurs à la Communauté d'Agglomération de Montpellier un contingent de 385 agréments PLS « spécifiques » permettant de financer la création de résidences étudiantes ou de places en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

L'avenant à la convention principale de délégation de compétence prévoit enfin la réalisation de 66 logements financés en Prêt Social Location-Accession (PSLA).

Pour atteindre les objectifs PLUS/PLAI en hausse de 7%, le montant global des crédits mobilisables par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 4 466 588 €, soit une baisse de 10% par rapport aux dotations initiales 2013. Celui-ci est composé, d'une part, par les crédits délégués de l'Etat à hauteur de 3 608 764 € (en hausse de 10% par rapport à 2013) et, d'autre part, par une enveloppe exceptionnelle d'Action Logement (collecteurs de la Participation des Entreprises à l'Effort de Construction, dénommée couramment « 1% logement »), à hauteur de 857 824 € (en baisse de 48% par rapport à 2013).

Les crédits d'Action Logement, dont l'attribution n'est pas déléguée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, relèvent de la lettre d'engagement mutuel signée par l'Etat et Action Logement le 12 novembre 2012. Ils sont fléchés sur les communes situées en zone B1 et B2 considérées comme « prioritaires » par les collecteurs, et sont assortis de contreparties de réservations (1 logement pour 18 000 € de subvention à Montpellier, et pour 15 000 € de subvention hors Montpellier).

La dotation Etat est composée notamment d'une enveloppe de 890 100 € dédiée au financement en PLAI de places d'hébergement et logements adaptés, ainsi que d'une enveloppe « d'adaptation territoriale » non affectée d'un montant de 298 990 €, permettant à la Communauté d'Agglomération d'orienter ces crédits vers les opérations particulièrement difficiles à équilibrer.

La répartition des aides de l'Etat et d'Action Logement a été établie sur la base d'un taux de 29% de logements financés en PLAI familiaux par opération, équivalent à celui de 2013.

Il est proposé de fixer le montant des forfaits PLAI à 10 000 € sur toutes les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, contre 10 200 € à 10 500 € en 2013, et celui du PLUS à 0 €, contre 500 € en 2013. L'enveloppe « d'adaptation territoriale » est notamment mobilisée au profit de l'aide PLAI « hébergement et logements adaptés » qui peut ainsi être portée de 6 900 € à 9 000 € quelle que soit la zone.

La Communauté d'Agglomération s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2014, sur ses fonds propres, un budget global de 3 M€ afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

Les aides à la rénovation de l'habitat privé

L'avenant n°4 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir avec l'Agence Nationale de l'Habitat fixe pour 2014 un objectif de 168 logements à réhabiliter (dont 31 locatifs et 137 occupés par des propriétaires aux ressources modestes) et de 11 copropriétés dégradées à rénover représentant 325 lots d'habitation.

Les priorités de l'Agence Nationale de l'Habitat, réaffirmées par circulaire de programmation du 15 février 2014, se traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : respectivement 11 logements (6 locatifs et 5 occupés par leurs propriétaires) et 17 logements (12 locatifs et 5 occupés par leurs propriétaires),
- lutte contre la précarité énergétique: 80 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 25% de la performance énergétique du logement / 6 locatifs et 74 occupés par leurs propriétaires)
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 53 logements,
- requalification des copropriétés dégradées : rénovation des parties communes correspondant à 325 lots d'habitation.

L'objectif transversal de maîtrise des loyers est fixé à 31 logements locatifs.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la rénovation de l'habitat privé est fixé à 2 933 624 €, auquel s'ajoute l'enveloppe du programme national « Habiter Mieux » d'un montant de 295 063 €, tenant compte des besoins

pour traiter les copropriétés en difficulté.

L'annexe 2 de l'avenant à la convention de gestion des aides de l'ANAH précise, en outre, les règles locales de recevabilité et d'octroi des aides de l'Agence applicables pour l'année 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°7 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat,
- approuver le projet d'avenant n°4 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Agence Nationale de l'Habitat,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°41 : HORS COMMISSION – MISE EN ŒUVRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE DE L'ÉTAT D'ATTRIBUTION DES AIDES À LA PIERRE - APPROBATION DE LA PROGRAMMATION DU LOGEMENT SOCIAL PUBLIC POUR L'ANNÉE 2014

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre pour une période de 6 ans (2009-2014), établit chaque année, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

La production 2014 est comparable aux résultats constatés au terme de l'exercice passé qui a comptabilisé 1 634 logements locatifs sociaux et 71 logements en location-accession agréés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les prévisions de financement pour l'année en cours s'élèvent ainsi à 1 677 logements locatifs sociaux, se répartissant en 800 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 456 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 421 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ; s'y ajoutent 66 logements à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA) qui, pour rappel, ne sont pas décomptés comme logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 de la loi SRU. S'agissant du logement familial, la programmation 2014 représente 1 164 logements susceptibles d'être financés, dont 97% en PLUS et PLAI dont les conditions de ressources répondent aux besoins de la grande majorité des demandeurs ; les 3% restant correspondant à la part de logements locatifs PLS.

S'agissant du logement spécifique, est programmée la création de 513 places en structure d'hébergement ou foyer adapté, soit 322 logements sociaux étudiants, 118 places en résidences sociales dédiées aux jeunes actifs ou à des personnes rencontrant des difficultés d'insertion, ainsi que 10 places en Foyer de Jeunes Travailleurs (FJT) et 63 autres en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD).

La production sociale se répartit spatialement à 50% pour la Ville de Montpellier et 50% pour les 30 communes périphériques. Les opérations recensées concernent ainsi 15 communes de la Communauté d'Agglomération en 2014.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2014. Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil Communautaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la programmation du logement social pour l'année 2014, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2014 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 907 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les décisions d'attribution de subventions et d'agréments

des opérations de logements aidés, ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Monsieur le Président

Quelqu'un souhaite-t-il des précisions ? Je mets aux voix.

Le Conseil procède à l'élection.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

Monsieur le Président.

On peut clôturer le scrutin de l'affaire 12 si personne ne demande à voter. Il y a encore un vote.

On passe à l'affaire 42.

AFFAIRE N°42 : HORS COMMISSION – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - MARCHÉ DE TRAVAUX N°2960.T.14.02- LOT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Créée en 1965, la zone d'activités du Salaison recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui près de 200 entreprises et 2 500 emplois. Les équipements publics d'infrastructure tels que la voirie et le réseau d'assainissement nécessitent une importante réfection. Des nouveaux espaces paysagers doivent être créés. Enfin les espaces dédiés aux circulations douces n'assurent pas aux piétons et aux cyclistes une sécurité optimale.

La situation de ce site au contact de la Zone d'Aménagement Concerté « Via Domitia » ,d'intérêt régional, a amené la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et d'emploi, à engager en 2008 les études en vue de la requalification de la zone d'activités du Salaison. Tout au long de celles-ci la commune de Vendargues ainsi que les entreprises ont été associées et informées par la CAM.

Le 1^{er} avril 2010 le conseil communautaire a délibéré sur le mandat d'étude et de réalisation confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), sur la définition du programme et de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ainsi que sur la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Commune de Vendargues et la CAM.

Afin de mener à bien ce projet, des études pré-opérationnelles ont été menées par la SAAM. Elles ont permis :

- Un diagnostic précis des équipements publics d'infrastructure existants ;
- L'identification des besoins en travaux publics ;
- La définition des orientations d'aménagement des espaces publics.

Lors de cette phase, la SAAM s'est appuyée sur l'expertise technique du groupement de maîtrise d'œuvre CHEMIN FAISANT (urbaniste et architecte paysagiste) – INGEROP (bureau d'étude).

Le projet de requalification des espaces publics du parc d'activité du Salaison vise divers objectifs d'intérêt communautaire et public :

- requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux,
- implication des entreprises du parc d'activités dans la requalification de leurs emprises privatives,
- redynamisation de l'activité économique, aide au développement des entreprises présentes et accueil de nouvelles entreprises.

Dans le cadre de la requalification de l'ensemble des voies, des réseaux secs et humides, des espaces paysagers et des cheminements doux, il a été décidé de lancer une procédure de marché public de travaux décomposé en 3 lots. Le lot n°1 est intitulé « Voirie et réseaux humides », le lot n°2 « Réseaux secs » et le lot n°3 est intitulé « Aménagements paysagers ». Chaque lot du présent marché de travaux comporte une tranche conditionnelle qui concerne la réfection de « l'ancienne route de Sommières ».

Par délibération n°11622 du conseil communautaire en date du 26 juin 2013 les lots n°1 et 2 ont été attribués et le lot n°3 a été classé sans suite. Une nouvelle procédure de marché public a donc été lancée concernant le lot n°3.

Il s'agit d'un marché de travaux lancé dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 33, 57, 58 et 59 du Code des Marchés Publics. Le présent marché est prévu pour une durée de deux à compter de sa notification.

Après analyse, la Commission d'Appel d'Offres, réunie en séance le 25 février 2014, a retenu la société «UPPE7», située « 109 rue de la Balaurie - 34130 Saint-Aunès », comme titulaire du lot n°3 « Aménagements paysagers », pour un montant hors taxe de 250 206,30 € Hors Taxes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché de travaux dans le cadre du mandat d'études et de réalisation de requalification du parc d'activités du "Salaison", lot n°3 avec l'entreprise ci-dessus mentionnée,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Directeur Général de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier, représentant du mandataire, à signer le marché sus-mentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Qui souhaite des précisions ? Monsieur Martin.

Monsieur Martin

Désolé, c'est le hasard des numéros des affaires. Simplement, j'ai été interrogé par, vous allez me dire, à priori ça n'a rien à voir, mais par la fédération des Motards en colère, qui désire savoir si le carrefour qui se situe en bordure du parc du Salaison, donc le carrefour au niveau de l'entrée de Vendargues, entre la 113 et la 110, la 113 qui continue vers l'autoroute, et la 110 qui va vers Castries, ce carrefour est extrêmement accidentogène. Tout le monde le sait. Ils savent que ce problème va être traité et justement en refaisant le parc. Ils aimeraient avoir une idée des échéances, parce que c'est un souci qu'ils ont depuis bien longtemps. C'est juste pour avoir une idée de ce qui va être fait, et à quelle échéance à peu près.

Monsieur le Président

C'est un projet que nous avons défendu auprès d'André Vézinhét, Président du Conseil général lors de notre petit déjeuner à la mairie de Montpellier il y a quelques jours.

Je mets au vote l'affaire 42.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

On clôture le vote sur l'affaire 12, sur le syndicat mixte du bassin du Lez, (SYBLE), et nous lançons immédiatement l'affaire 13, syndicat mixte Via Domitia. C'est le bulletin jaune poussin.

AFFAIRE N°13 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE VIA DOMITIA - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Retenu comme site stratégique à l'échelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le projet « VIA DOMITIA PORTE EST » concerne le développement d'un parc d'activités économiques régional. Ce projet s'étend sur les Communes de Vendargues et Castries. Bordé au sud par le Parc industriel de la vallée du Salaison et à l'est par le village de Vendargues, il rejoint au nord le village de Castries par sa zone d'activité des Cousteliers. Ce site va bénéficier de la connexion directe de la liaison Intercommunale d'Evitement Nord (L.I.EN) avec la future A700 à partir notamment de la réalisation d'une voirie de liaison réalisée par le Département de l'Hérault.

A la suite du renouvellement des délégués au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret et à la majorité absolue en vertu du Code Général des Collectivités Territoriales et des statuts de ce syndicat, les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Co-

mité Syndical, soit 3 conseillers communautaires titulaires et 3 conseillers communautaires suppléants.

Une seule liste (liste1) est proposée par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
G.PASTOR P.DUDIEUZERE L.JAOUL	C.MARION E.LLORET C.COUR

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du Syndicat Mixte Via Domitia,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités Territoriales.

AFFAIRE N°43 : HORS COMMISSION – MISE EN OEUVRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DU RÉSEAU DE TRANSFERT DES EAUX USÉES ENTRE LES COMMUNES DE SUSSARGUES ET SAINT GÉNIES DES MOURGUES - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3330EA13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Schéma Directeur d'Assainissement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a programmé la réalisation d'une station d'épuration intercommunale pour les communes de Saint Génies des Mourgues et Sussargues sur l'emplacement de l'actuelle station de Saint Genies des Mourgues.

Par délibération n°10764 du 29 mars 2012, le Conseil Communautaire a approuvé le programme et le montant estimatif des travaux de création d'un nouveau système d'assainissement de Sussargues/Saint Genies des Mourgues pour un montant total de 5,7 M€ HT (y compris honoraires de maîtrise d'œuvre, CSPS, contrôle technique et prestations annexes). Ce nouveau système a été déclaré conformément aux dispositions de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Le programme de travaux comprend la construction des ouvrages de transfert des effluents de la commune de Sussargues depuis le site de la station d'épuration actuelle vers les réseaux de Saint Genies des Mourgues. Une partie des réseaux de collecte des eaux usées de cette dernière commune doivent être renforcés pour accueillir les effluents supplémentaires. Les travaux devant être menés portent ainsi sur :

- la fourniture et pose d'un réseau gravitaire de diamètre 300 mm le long du Valentibus sur 1720 ml ;
- la construction d'un poste de refoulement de capacité 93 m3/h au niveau du complexe sportif communautaire Jules Rimet à Sussargues ;
- la fourniture et pose d'un réseau de refoulement de diamètre 200 mm sur 1470 ml et de diamètre 90 mm sur 840 ml depuis le complexe sportif, le long de la Route Départementale n°610
- la fourniture et pose d'un réseau gravitaire de diamètre 250 mm sur 860 ml et de diamètre 300 mm sur 170 ml dans le lotissement les Mourguettes à Saint Génies des Mourgues ;
- un forage horizontal sur 130 ml sous la route départementale n°610 ;
- la traversée de la rivière Bérange en souille.

Le coût de ces travaux a été estimé par la maîtrise d'œuvre à 2 155 000 € HT (hors honoraires de maîtrise d'œuvre, CSPS, contrôle technique et prestations annexes).

Cette opération, pouvant bénéficier des aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, est menée selon les principes de la Charte Qualité des réseaux d'eau potable et d'assainissement en Languedoc Roussillon.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles 160 et 161 du Code des Marchés Publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux.

Il n'y a de découpage ni en tranche, ni en lots. La rémunération de l'entreprise sera calculée par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

La durée du marché est fixée à 36 semaines décomposée en 4 semaines de période de préparation et 32 semaines de travaux.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 11 mars 2014, a décidé d'attribuer le marché correspondant au Groupement FAURIE / SCAM TP, pour un montant de 1 886 997,00 € H.T. soit 2 264 396,40 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°3330EA13 pour la construction du réseau de transfert des eaux usées entre les Communes de Sussargues et Saint Génies des Mourgues avec le Groupement FAURIE/SCAM TP, d'un montant de 1 886 997,00 € H.T.,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché de travaux et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des explications, des précisions ? Je mets aux voix.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : HORS COMMISSION – MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - CONSTRUCTION DE L'INTERCEPTEUR EST, SECTEURS POMPIGNANE ET TRAVERSÉE DU LEZ À MONTPELLIER ET CASTELNAU LE LEZ - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3402EA13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°10434 du 29 septembre 2011, le Conseil Communautaire a approuvé le programme de l'Intercepteur Est – Tranche 5 de l'avenue de la Pompignane réalisé selon une technique sans tranchée par microtunnelier. Les travaux consistent à poser une canalisation de transfert sous l'avenue de la Pompignane entre 5 et 7 mètres de profondeur, sous l'ensemble de réseaux tiers, en diamètre 1200 mm sur une longueur de 2 200 mètres linéaires, depuis le rond-point Maréchal Philippe Leclerc De Hauteclocque sur la Commune de Castelnau le Lez, jusqu'à la place Christophe Colomb sur la Commune de Montpellier.

Par délibération n°11600 du 23 mai 2013, le Conseil Communautaire a approuvé l'avant-projet et le montant définitif des travaux de l'Intercepteur Est sous l'avenue de la Pompignane pour un montant de 10,0 M€ H.T, y compris la réalisation d'un siphon sous le Lez au droit du Pont de la République sur la commune de Montpellier.

Les études de maîtrise d'œuvre, confiées au groupement de bureaux d'études BRLi/EGIS Eau, ont permis de préciser la nature des travaux à réaliser, à savoir :

- la construction de 8 puits dont 5 puits d'entrée et 3 puits de sortie le long de l'avenue de la Pompignane, à des profondeurs comprises entre 5 et 7 mètres environ, ainsi que tous les travaux de signalisation et d'aménagement de la voirie, et travaux liés aux dévoiements de réseaux;
- la mise en œuvre par microtunnelage, d'une conduite en béton armé gravitaire DN1200 mm de transport d'eaux usées sur un linéaire de 2200 mètres sous l'avenue,
- la création d'un siphon sous le Lez en aval immédiat du Pont de la République à Montpellier, permettant l'interconnexion de secours entre l'Intercepteur Est et le réseau unitaire de diamètre 1500 mm en sortie du bassin d'orage des Aiguerelles,
- les travaux d'aménagement des puits en ouvrages définitifs,
- les opérations de raccordement sur les réseaux amont et aval existants : conduite de refoulement

de Castelnau en amont, et le collecteur de diamètre 1200 mm réalisé précédemment lors des travaux de l'Intercepteur Est en aval.

Cette opération d'assainissement, pour laquelle les aides de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ont été sollicitées, est menée selon les principes de la Charte Qualité des réseaux d'eau potable et d'assainissement Languedoc-Roussillon.

Une procédure négociée a été menée en application des articles 165 et 166 du Code des marchés publics en vue de la désignation d'entreprises pour l'exécution de ces travaux. Il n'y a de découpage ni en tranche, ni en lots.

La rémunération de l'entreprise sera calculée par application aux quantités réellement exécutées des prix figurant aux bordereaux des prix unitaires.

La durée du marché est fixée à 20 mois décomposée en 2 mois de période de préparation et 18 mois de travaux.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence et au vu du rapport d'analyse des offres, basé sur l'examen des prix et des mémoires techniques proposés par les candidats, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 18 mars 2014, a décidé d'attribuer le marché correspondant au groupement CSM BESSAC / SADE, pour un montant de 9 159 274,00 € H.T., représentant le montant de l'offre de base et de l'option 2 (8 948 404,00 € H.T. + 210 870,00 € H.T.), soit 10 991 128,80 € T.T.C.

L'option retenue consiste à remplacer la canalisation du premier tronçon amont en béton armé par un béton polymère plus résistant aux phénomènes de corrosion susceptible d'affecter ce tronçon.

Cette offre présente une valeur technique conforme aux attentes de la Communauté d'Agglomération telles que définies dans le règlement de consultation. Le montant de la proposition financière s'inscrit dans l'estimation du maître d'œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du marché de travaux n°3402EA13 pour la construction de l'Intercepteur Est secteurs Pompignane et traversée du Lez, avec le Groupement CSM BESSAC/SADE, d'un montant de 9 159 274,00 € H.T. ,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, chapitre 23,
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché de travaux et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions sur l'intercepteur Est ? Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Madame Jamet vous vous abstenez sur l'intercepteur Est ?

Madame Jamet

Non, mais BRL, je le suis de très près par la région, et je suis assez dubitative aussi.

Monsieur le Président

Ce n'est pas BRL, ça.

Madame Jamet

BRL, un jour je vous en parlerai.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°45 : HORS COMMISSION – PROJET DE SAGE LEZ MOSSON ETANGS

PALAVASIENS - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Lez-Mosson-Etangs Palavasiens décline à l'échelle de son unité hydrographique les grandes orientations définies par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du grand bassin versant Rhône Méditerranée.

Pour tenir compte des évolutions réglementaires et des enjeux émergents sur le territoire, la révision du SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens, en vigueur depuis le 29 juillet 2003, a été menée par la CLE (Commission Locale de l'Eau), Parlement local de l'eau représentatif des acteurs de l'eau sur le territoire, en charge de son élaboration.

Cette révision a été assurée de manière opérationnelle par le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE), Etablissement Public Territorial de Bassin, qui a entrepris tout d'abord la réalisation du bilan du SAGE actuel ainsi qu'un état des lieux de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Puis, à partir de 2010, des commissions thématiques, auxquelles ont été associés des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, se sont réunies pour échanger sur les constats dressés, définir la stratégie et orienter la politique de l'eau à mener sur le bassin versant. Validée par la CLE le 18 septembre 2012, cette stratégie a été approuvée par le Comité de bassin le 15 octobre 2012.

Les documents du SAGE (Plan d'Aménagement et Gestion Durable, Règlement et Atlas cartographique) ont ensuite traduit de manière technique et juridique les orientations stratégiques. Ils fixent les objectifs, déterminent les moyens nécessaires à leur atteinte et cadrent l'ensemble des programmes d'actions en matière de gestion de l'eau sur le périmètre du SAGE.

Face à l'urbanisation du territoire et à la poursuite du développement démographique, la mutation possible des usages fait peser une pression croissante sur les ressources en eau et les milieux aquatiques et humides, dont le bon fonctionnement dépend de leur intégrité physique.

Pour asseoir les objectifs généraux sur l'évaluation des problématiques, quatre enjeux majeurs et trois enjeux transversaux ont été identifiés dans le projet de SAGE pour prioriser la gestion de l'eau.

Les quatre enjeux majeurs

- La préservation et la restauration des milieux aquatiques, des zones humides et de leurs écosystèmes :

Les milieux aquatiques et humides sont menacés par l'urbanisation et l'artificialisation des espaces naturels. Le SAGE définit leur préservation comme une priorité pour garantir leur bon fonctionnement et satisfaire les usages.

Les dispositions du SAGE permettent la caractérisation de ces espaces et définissent les mesures de protection à mettre en œuvre pour les préserver (cours d'eau, espace minimum de bon fonctionnement des cours d'eau, ripisylves, prairies humides, mares, lagunes, zones humides des étangs, ...).

- La gestion des risques d'inondation dans le respect des milieux aquatiques :

La programmation des actions de prévention des inondations doit concilier la préservation des zones d'expansion de crue et le fonctionnement naturel des cours d'eau avec la protection des populations.

Le SAGE prône ainsi le respect des espaces fonctionnels liés à l'eau dans un contexte de fort développement économique et de risques d'inondation élevé.

- La préservation de la ressource naturelle et son partage entre les usages :

Dans le contexte karstique du bassin versant, dont dépend fortement l'alimentation en eau potable, la gestion des étiages nécessite d'améliorer la connaissance des aquifères et d'organiser un partage de la ressource entre les usages, en concertation avec les acteurs concernés et sur la base des études stratégiques en cours (études « volumes prélevables » portant sur le réseau hydrographique et études des karsts Lez et Mosson).

Le SAGE pose pour principe que l'équilibre entre les besoins et la ressource passe prioritairement par la régulation des besoins. La préservation des ressources naturelles pour l'alimentation durable en eau potable reste une orientation majeure du SAGE. Celle-ci repose sur une planification des besoins, à coordonner avec les autres politiques de planification.

- La restauration et le maintien de la qualité des eaux :

L'amélioration de la qualité des eaux par les progrès de l'assainissement domestique, obtenue de-

puis le SAGE de 2003, notamment sur le territoire communautaire avec la mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement, doit être poursuivie afin de garantir le maintien de cette qualité face à la pression anthropique toujours en augmentation.

Le SAGE préconise ainsi la poursuite de ces efforts d'assainissement mais aussi le renforcement de la réduction des pollutions diffuses, en ciblant les actions sur les secteurs à enjeux où des pollutions sont fréquemment constatées. Cet objectif passe donc par une meilleure connaissance des apports de pollution et de leur origine.

Le suivi des milieux doit être poursuivi pour évaluer, à moyen et long termes, l'évolution de la qualité de l'eau.

Les trois enjeux transversaux

- La pérennité d'une gouvernance partagée entre les maîtres d'ouvrage des actions du SAGE :

Cet enjeu répond aux besoins identifiés dans l'état des lieux d'une meilleure coordination des maîtrises d'ouvrage sur le bassin versant.

- La sensibilisation et la mobilisation de tous les publics sur la valeur patrimoniale de la ressource :

Cet enjeu met l'accent sur la mobilisation nécessaire de tous les gestionnaires et usagers ayant un impact direct ou indirect sur l'eau. La formation pédagogique des élus, des agents techniques des collectivités et des acteurs privés, en charge de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de la gestion des espaces publics, à la mise en œuvre du SAGE et au respect de ses dispositions est notamment un des leviers essentiels de l'efficacité de la politique territoriale de gestion de l'eau.

Cet enjeu a trait également à la sensibilisation des scolaires. Un programme de sensibilisation des scolaires a été créé et mérite d'être reconduit pour inculquer aux enfants la culture du risque et la valeur de l'eau et en faire des citoyens responsables.

- Le développement continu des connaissances liées à la gestion de l'eau et le suivi des opérations de gestion :

Cet enjeu n'est pas nouveau mais doit être réaffirmé sur un territoire où les facteurs d'incertitude d'évolution de la ressource imposent la mise en place de nombreux suivis pour assurer un « monitoring » du bassin versant, voire la création d'un observatoire de l'eau. Il s'agit également de poursuivre le développement des connaissances sur l'état qualitatif et quantitatif de la ressource en eau et l'évolution des milieux aquatiques.

Les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et notamment la Direction de l'Eau et de l'Assainissement ont été associés étroitement aux ateliers d'élaboration du projet de SAGE afin de garantir un développement harmonieux de notre territoire conciliant aménagement et préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Les dispositions contenues dans le projet sont ainsi en phase avec nos schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement des eaux usées, notre programme de lutte contre les inondations et notre SCOT.

La en cours de ce dernier sera l'occasion de le mettre en compatibilité avec les dispositions proposées.

Le projet de SAGE ne s'éloigne pas du SAGE actuel, toutefois, il est plus ambitieux et sa portée juridique est renforcée, puisqu'il est non seulement opposable à l'Administration et aux Collectivités, mais aussi aux Tiers à travers son Règlement.

Le présent projet, validé par la CLE en décembre 2013, est maintenant soumis à l'avis et aux observations des 43 communes du bassin versant, des EPCI à fiscalité propre concernés, du Département, de la Région, des Chambres consulaires et du Comité de Bassin Rhône Méditerranée.

Le projet sera ensuite mis à l'enquête publique, modifié éventuellement suite aux avis et observations recueillis puis validé par la CLE avant une approbation par arrêté préfectoral prévue fin 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- formuler un avis favorable au projet de SAGE Lez-Mosson-Etangs Palavasiens,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Monsieur le Président

Qui souhaite des précisions sur cette affaire ? Monsieur Moynier, vous avez la parole.

Monsieur Moynier

Comme c'est un Conseil d'agglo, on passe les affaires qui sont toutes plus importantes les unes que les autres, c'est bien, mais celle-là est particulièrement importante.

Monsieur le Président

C'est pour ça que vous avez le temps de la développer.

Monsieur Moynier

Je ne vais pas la développer très longtemps, je vais juste dire que c'est un travail de partenariat qui dure depuis pratiquement trois ans, que je conduis au niveau du SYBLE en tant que président, avec les services de l'agglo, les services du département, et les services évidemment de l'État. Je crois qu'on est arrivé dans l'écriture de ce SAGE à quelque chose d'assez cohérent, et c'est très important parce que le SAGE, c'est le schéma d'aménagement et de gestion des eaux, qui va s'imposer à l'ensemble de nos documents de développement d'urbanisme et en particulier au SCOT, et qui règle les problèmes de gestion des milieux, mais également de la ressource en eau. Et c'est un sujet sur lequel on va devoir travailler, alors maintenant en régie, mais même si on avait opté pour un autre système, c'est quand même un des grands enjeux du futur, et je pense qu'il est bon de valider ce dossier. En le relisant, petite faute d'orthographe dans la dernière page de la délibération, il manque un « ce » entre « la révision en cours de ce dernier sera l'occasion... », quand on parle de la révision du SCOT. Merci.

Monsieur le Président

Merci monsieur Moynier. Est-ce que vous souhaitez vous exprimer et poser des questions sur ce sujet à monsieur Moynier ?

Je mets aux voix.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur Le Président

Je vous donne les résultats concernant le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO)

1^{er} tour de scrutin :

Présents : 89

Votants : 89

Bulletins nuls : 3

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 84

Majorité absolue : 43

Voix obtenues : 84

La liste 1 est élue à la majorité absolue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO) sont :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
René REVOL Laurent JAOU Jean-Luc MEISSONNIER Cyril MEUNIER	Gilbert PASTOR Pierre DUDIEUZERE Khanthaly PHOUTTHASANG Pascal KRZYZANSKI

Stéphanie JANNIN Sauveur TORTORICI	Pierre BONNAL Arnaud MOYNIER
---------------------------------------	---------------------------------

AFFAIRE N°46 : HORS COMMISSION – ACCORD CADRE N°3398EA13 - TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT, RENFORCEMENT OU D'EXTENSION DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT, D'EAU BRUTE ET D'EAU POTABLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Dans le cadre de l'exercice de la compétence en eau et en assainissement, la Communauté d'Agglomération est amenée à réaliser, en concertation avec les communes concernées, des opérations de réfection, de renouvellement, de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable, d'eau brute et d'assainissement des eaux usées et de leurs ouvrages annexes.

Par délibération n°11 660 du 26 juin 2013, il a été autorisé le lancement d'une consultation en vue de la passation d'un accord-cadre n°3398EA13, multi attributaires avec remise en concurrence permanente.

Cet accord-cadre va en effet permettre de disposer de plusieurs prestataires sélectionnés sur la base d'une offre indicative. Ceux-ci sont ensuite remis en concurrence à survenance du besoin, lors de la passation des marchés dits subséquents. Ainsi, les prix et les conditions d'exécution des travaux ne sont pas complètement déterminés lors de la remise des offres initiales. Ils sont précisés dans les marchés subséquents à l'accord cadre, techniquement et financièrement adaptés en fonction notamment du lieu et des contraintes spécifiques d'exécution des travaux. Cette procédure est garante d'une optimisation technico-économique des offres.

Cet accord cadre porte sur les seules commandes d'un montant supérieur ou égal à 100 000 € H.T., mais hors opérations spécifiques, identifiées pour des raisons d'opportunité, qui feront l'objet de procédures de mise en concurrence particulières.

L'accord cadre ne comporte pas de lots. Un appel d'offres ouvert, soumis aux dispositions des articles 160, 161 et 169 du Code des marchés publics, a été mené.

Cet accord cadre est conclu avec 4 prestataires au maximum sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

D'une durée annuelle, cet accord cadre pourra être renouvelé trois fois une année, par reconduction expresse, à la date anniversaire. Le montant annuel est fixé à un minimum de 2 000 000 € H.T., et à un maximum de 8 000 000 € H.T., tous prestataires confondus.

Les travaux seront rémunérés par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau des prix unitaires. Les prix proposés par les candidats lors de la passation de l'accord-cadre étant des prix plafond, ceux qu'ils proposeront lors des marchés subséquents ne pourront pas être supérieurs à ces prix plafond (sous-réserve de leur révision, à la date anniversaire, suivant les modalités obligatoirement définies au contrat).

Conformément au règlement de la consultation et après analyse, la commission d'appel d'offres du 18 mars 2014 a proposé de retenir les 4 groupements d'entreprises suivants :

- groupement SCAM TP/FAURIE/BRAULT
- groupement SOGEA Sud/SOLATRAG/RAMPA
- groupement MALET/EHTP
- groupement SADE/RAZEL BEC

Les offres de chacun des groupements présentent une valeur technique conforme aux attentes de la Communauté d'Agglomération telles que définies dans le règlement de consultation. Le niveau des prix unitaires proposés, analysé sur la base d'un détail quantitatif estimatif fictif (DQE), s'inscrit dans l'estimation du maître d'œuvre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'accord cadre n°3398EA13 pour mener les travaux de renouvellement, renforcement et extension des réseaux d'assainissement, d'eau brute et d'eau potable d'un montant annuel minimum de 2 000 000 € HT et maximum de 8 000 000 € HT à conclure avec les quatre groupements d'entreprises suscités,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets annexes de l'eau potable, et

l'assainissement, chapitre 23, et au budget principal, chapitre 908, pour l'eau brute,
- autoriser Monsieur le Président à signer le marché de travaux et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole sur ce sujet. Je mets aux voix.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : HORS COMMISSION – DISSOLUTION DU SYNDICAT DU SALAISON - MODALITÉS DE LIQUIDATION ET OPÉRATIONS DE TRANSFERT AFFÉRENTES - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le SIVOM du Salaison exerce la compétence eau potable sur les territoires des Communes de Jacou, Le Cres, Vendargues, adhérentes à la Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM).

Cette dernière, conformément aux dispositions de l'article L 5216-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, siège en représentation substitution des communes précitées au sein du Comité Syndical du SIVOM aux termes de l'arrêté Préfectoral modifié n° 2009-1-4174 en date du 24 Décembre 2009.

Aux termes de l'arrêté Préfectoral n°2007-1-1676 en date du 21 août 2007, la transformation du Syndicat en SIVOM avait été prononcée pour tenir compte de la prise de compétence à la carte relative à la mise en place et à l'entretien des poteaux incendie situés sur le territoire des Communes membres.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier pour tenir compte notamment, de l'élaboration de son schéma Directeur d'alimentation en eau potable, de la fragilité des ressources d'alimentation du Syndicat et de l'inclusion de la totalité des Communes du Syndicat dans la Communauté d'Agglomération, se doit d'exercer pleinement et de façon effective la compétence eau potable.

Par ailleurs la compétence optionnelle relative à la mise en place et à l'entretien des poteaux incendie n'est que très partiellement mise en œuvre et ne justifie plus qu'une structure intercommunale dédiée en assure la gestion, les Communes pouvant prendre toutes dispositions selon les modalités de leur choix pour cette mission.

Ainsi, par délibération en date 11 avril 2013, le SIVOM du Salaison a acté le principe de sa dissolution et l'engagement de la procédure sur le fondement de l'article L 5212-33 (b) du CGCT.

Le Conseil communautaire s'est prononcé favorablement le 23 mai 2013 sur cette dissolution et Mr le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon a mis fin par l'arrêté n°2013-1-1192 aux compétences du syndicat à compter du 30 juin 2013, ce dernier conservant la personnalité morale pour les seuls besoins de sa dissolution.

Un deuxième arrêté préfectoral doit, en effet, être pris prononçant la dissolution définitive du SIVOM et constatant la répartition des actifs et passifs.

Le 18 mars 2014, le conseil syndical du SIVOM a délibéré sur les modalités définitives de la liquidation et les conditions de répartition patrimoniale et financière des actifs, passifs, droits et obligations du syndicat entre ses membres.

L'actif et le passif liés à la compétence "eau potable" sont intégrés dans la comptabilité communautaire tandis que l'actif et le passif liés à la compétence " mise en place et entretien des poteaux incendie" sont répartis et intégrés dans les comptabilités communales des Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues, ainsi que celle de Castelnau le Lez pour un poteau incendie mis en place au nom de l'exception de territorialité et desservant l'aire d'accueil des gens du voyage.

Ces opérations de liquidation de transfert d'actifs et de passifs non budgétaires sont récapitulées dans le tableau joint en annexe.

La liquidation comptable sera définitive après adoption des comptes administratif et de gestion en juin 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de liquidation du Sivom du Salaison et les opérations de transfert afféren-

tes,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : HORS COMMISSION – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - CONVENTION AVEC L'ÉCO-ORGANISME ECO DDS POUR LA COLLECTE DES DÉCHETS DANGEREUX SPÉCIFIQUES NON PROFESSIONNELS DANS LES POINTS PROPRETÉ DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Dans la cadre du développement des filières de responsabilité élargie des producteurs (REP) en matière de gestion des déchets, le Ministère de l'Ecologie a décidé de créer une filière spécifique pour la gestion de déchets ménagers dits déchets diffus spécifiques (DDS) issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement en application de l'article R. 543-234 du code de l'environnement.

L'éco organisme Eco-DDS, créé par un regroupement de producteurs et de distributeurs, a été agréé par les pouvoirs publics le 9 avril 2013 et jusqu'au 31 décembre 2017, afin de mettre en œuvre cette nouvelle filière.

Cet agrément prévoit que l'éco organisme :

- mette en place un dispositif de collecte gratuite des DDS issus des ménages sur l'ensemble du territoire national ;
- crée un dispositif de points d'apport volontaire complémentaire aux déchèteries des collectivités compétentes ;
- développe des actions de communication aux niveaux local et national ;
- atteigne un objectif de croissance de 10% par an des quantités de DDS ménagers collectés de manière séparée ;
- participe aux appels à projets de recherche et développement publics ou privés visant à améliorer la collecte et le traitement des DDS ménagers en particulier pour le développement de nouvelles méthodes de recyclage, et à défaut, de valorisation, de ces déchets.

Pour répondre à ces missions, l'éco organisme propose aux collectivités compétentes en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés la signature d'une convention dans laquelle il s'engage à :

- mettre gratuitement à disposition des collectivités contractantes, dès 2014, des contenants pour la collecte séparée des déchets, ainsi qu'un kit complet de communication à destination des ménages ;
- prendre en charge directement la formation des agents de déchèteries ;
- procéder, à ses frais et selon un protocole technique et un calendrier définis par convention, à l'enlèvement des DDS déposés par les ménages dans les déchèteries ;
- apporter un soutien financier annuel forfaitaire de 812 € par installation équipée pour la collecte des DDS ménagers et de 0,03 € par habitant au titre de la communication.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a mis en œuvre, depuis 2004, la collecte des déchets dangereux dans les Points Propreté. Ils sont repris et traités par la société Triadis, actuel adjudicataire du marché 3434GD13 jusqu'au 31 mars 2016.

En 2013, 222 tonnes de déchets dangereux ont été collectés pour un coût d'enlèvement et de traitement de 262 898 € TTC.

A partir de 2014, les recettes liées à la mise en œuvre de la convention proposée sont estimées à 15 428 € pour la part fixe et 12 826 € pour la communication locale. A cela s'ajoute l'économie réalisée sur les frais de collecte et de traitement pris entièrement en charge par l'Eco organisme pour la partie DDS ménagers. Ces économies seront fonction de la part des déchets diffus spécifiques demeurant stockés dans les déchèteries, sachant que l'éco organisme ne prend pas en charge les gros contenants ou déchets spécifiques des professionnels dont l'apport est à ce jour toléré en faibles quantités sur nos installations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à conclure avec l'éco organisme Eco DDS pour le soutien à la collecte, au traitement et à la communication pour les déchets de produits toxiques des ménages ainsi qu'à la formation des agents de déchèteries,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 ;
- autoriser Monsieur Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ladite convention ainsi que tous documents liés à cette affaire.

Monsieur le Président

Y a-t-il des demandes d'explications sur l'affaire 48 ? Je mets aux voix.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je clôture le vote 13 sur l'élection du Syndicat Mixte Via Domitia. Si personne ne demande encore à voter. Le scrutin est clos, vous pouvez dépouiller, et nous lançons le vote sur l'affaire 14 Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc (SBL).

AFFAIRE N°14 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT MIXTE D'ADDUCTION D'EAU DES COMMUNES DU BAS-LANGUEDOC (SBL) - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Syndicat d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL) assure à la carte les missions de protection et d'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable pour les Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas, Saussan, Frontignan, Balaruc-les-Bains, Balaruc-le-vieux, Agde, Marseillan, Pinet, Bouzigue, Gigan, Loupian, Mèze, Mireval, Montbazin, Poussan, Sète, Vic-la-Gardiole et Villeveyrac.

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret et à la majorité absolue, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de ce syndicat, les délégués de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau Potable des communes du Bas Languedoc soit 18 représentants titulaires et 18 représentants suppléants. Conformément à l'article L.5711-1 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales peuvent être désignés au Comité Syndical les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres.

Une seule liste (liste1) est proposée par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

TITULAIRES

Jacques MARTINIER- Fabrègues
Jean-Marc ALAUZET- Fabrègues
RéGINE ILLAIRE - Cournonsec
Gilles NURIT - Cournonsec
Robert MARTY - Cournonterral
Thierry BREYSSE - Cournonterral
François PETIT - Lavérune
Roger CAIZERGUES - Lavérune
Isabelle TOUZARD - Murviel lès Montpellier
René REVOL - Grabels
Michèle CASSAR - Pignan

SUPPLEANTS

Thérèse VIDAL - Fabrègues
Jean-Olivier JOB- Fabrègues
Mohammed IMZOURH - Cournonsec
Norbert BOUZEREAU - Cournonsec
Thierry AUGUST - Cournonterral
Marie ALBERT - Cournonterral
Jean-Paul WEBER - Lavérune
Philippe LENOIR - Lavérune
Alain VALLETTE-VIALLARD-Murviel lès Montpellier
Michèle BATITI - Murviel lès Montpellier
Julien BIEGEL - Pignan

Sylvie CINCON - Pignan
Joël VERA - Saussan
Raymond CELIE - Saussan
Henri FONTVIEILLE - St Jean de Védas
Isabelle GUIRAUD - St Jean de Védas
Jean-François AUDRIN - St Georges d'Orques
Jean HARDEMAN - St Georges d'Orques

Daniel DELAUZE - Pignan
Anne ROUX - Saussan
Nathalie SOLBES - Saussan
Paul de BOISGELIN - St Jean de Védas
Daniel SCIALOM - St Jean de Védas
Graziella EVOUNA NGUEMA - St Georges d'Orques
Chantal CHOMEL - St Georges d'Orques

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomérations de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau des Communes du Bas-Languedoc (SBL),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies par le Code général des Collectivités Territoriales.

AFFAIRE N°49 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'INFORMATION SUR LE TRI ET LA PRÉVENTION DES DÉCHETS AVEC L'ASSOCIATION CONSOMMATION-LOGEMENT-CADRE DE VIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'association Consommation-Logement-Cadre de vie est partenaire, depuis plusieurs années, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans les domaines de la consommation et de l'environnement. Elle relaie, sur le terrain, les actions d'information menées sur les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour améliorer le comportement des usagers dans le domaine du tri sélectif et de la prévention des déchets.

L'association intervient particulièrement dans le cadre de la concertation locative auprès des gestionnaires (HLM, bailleurs privés) et des résidents d'habitats collectifs notamment grâce à son réseau de 68 représentants de locataires de diverses structures. La CLCV organise des réunions de proximité et anime des permanences ouvertes au public pour la consultation de documents et le conseil. Elle intervient également en milieu scolaire ou lors d'événements organisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier tels que des stands lors de la semaine de la réduction des déchets. Les informations sont aussi diffusées dans un bulletin trimestriel tiré à 1000 exemplaires.

Dans ce cadre, il est proposé d'octroyer à la CLCV une subvention d'un montant de 7 400 Euros pour les interventions proposées en 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à conclure avec l'association Consommation-Logement-Cadre de Vie pour le soutien à ses activités d'information des habitants sur les interventions de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de tri et de prévention des déchets,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ladite convention ainsi que tous documents liés à cette affaire.

Monsieur le Président

Souhaitez-vous des explications sur l'affaire 49 ? Je mets aux voix

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : HORS COMMISSION – FIXATION DES TARIFS À LA TONNE DU TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX SUR LA PLATEFORME DE GRAMMONT

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La plateforme de compostage de Grammont a été transférée de la ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération en 2004. Elle accueille une partie des déchets végétaux déposés par les habitants dans les déchèteries de l'Agglomération, ainsi que des déchets végétaux issus de l'activité d'entreprises de gestion d'espaces verts et des services municipaux des communes de l'Agglomération, dont Montpellier.

Créé en 1990, cet équipement nécessitait des travaux de réhabilitation de la dalle, des clôtures, de l'éclairage et du système d'assainissement qui ont été entrepris en janvier dernier, accompagnés par une mise aux normes du contrôle d'accès avec l'installation d'un pont bascule.

Par délibération n°12010 du 27 octobre 2013, le tarif de traitement des déchets verts admis sur la plateforme de Grammont est fixé à 11 € par mètre cube, tarif inchangé depuis le 1^{er} janvier 2012. Cette même délibération a fixé le principe de la gratuité des apports pour les services des communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'une franchise de 1 m³ pour les apports des particuliers, comme dans les déchèteries.

Dans le cadre de la mise en service du pont bascule à l'issue des travaux en cours sur la plateforme de Grammont, il convient de convertir le tarif actuel de 11 €/m³ en coût à la tonne.

Le coût de revient de la plateforme de broyage de Grammont, comprenant l'ensemble des charges de fonctionnement et d'investissement du service, a été déterminé comme étant de 36 €/tonne. Ce prix de 36 €/tonne s'inscrit dans la moyenne des tarifs pratiqués par les collectivités voisines de Montpellier et disposant d'installations de traitement de végétaux. Il est proposé de retenir ce coût de revient comme tarif de traitement des déchets verts pour les apporteurs payants, à la date du 1^{er} octobre 2014. Il est proposé d'appliquer également ce tarif aux apports des particuliers, ces derniers bénéficiant d'une franchise de 300 kilogrammes correspondant à la franchise de 1 m³ pré-existante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le tarif des admissions des apporteurs payants sur la plateforme de Grammont à 36 euros la tonne,
- dire que les services des communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou des syndicats intercommunaux auxquels elles adhèrent bénéficient de la gratuité des apports de déchets végétaux,
- dire que les particuliers bénéficient d'une franchise 300 kilogrammes, le tonnage excédant cette franchise étant facturé au même prix que les apporteurs payants,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Souhaitez-vous des explications sur l'affaire 49 ? Je mets aux voix

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : HORS COMMISSION – MARCHÉ N° 3041GD12 DES TRAVAUX DE MODIFICATION DE LA PLATEFORME DE TRAITEMENT DES DÉCHETS VÉGÉTAUX DE GRAMMONT - AVENANTS AUX LOTS 1 À 5 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La plateforme de compostage de Grammont a été transférée par la ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération en 2004. Elle accueille une partie des déchets végétaux déposés par les habitants dans les déchèteries de l'Agglomération, ainsi que des déchets végétaux issus de l'activité d'entreprises de gestion d'espaces verts et de services de certaines communes de l'Agglomération, dont Montpellier. Environ 12 500 tonnes de végétaux y ont été traités en 2013.

Créé en 1990, cet équipement nécessitait des travaux de réhabilitation de la dalle, des clôtures, de

l'éclairage et du système d'assainissement qui ont été entrepris en janvier dernier accompagnés de la mise aux normes du contrôle d'accès. Le montant prévisionnel des travaux de 816 000 € H.T a été approuvé par la délibération n° 10932 du 28 juin 2012.

A l'issue de la procédure de mise en concurrence, cinq marchés de travaux correspondant aux différents lots ont été attribués pour un montant total de 751 502,42 € H.T.

Une première série d'avenants n°1 concernant les lots n°1, n°2 et n°3 a été approuvée par la délibération n° 12009 du 27 novembre 2013, pour prendre en compte les conséquences, sur les lots concernés, de la demande de la ville de Montpellier d'inverser l'emplacement de la voirie d'accès nouvelle du site du Nord vers le Sud. Leur montant cumulé s'élevait à 8 694,08 € HT., soit une augmentation du montant total des marchés initiaux de 1,16%.

Le démarrage du chantier a eu lieu fin janvier 2014 pour 5 des 6 lots. Sur les 9 500 m² de la plateforme, restée ouverte aux apporteurs et aux usagers, 10 entreprises titulaires et sous-traitantes travaillent simultanément, rendant la coordination et la gestion des interfaces délicate. Autre facteur de complexité, le lot n°5 chargé des équipements de traitement des eaux de process ayant dû être relancé à deux reprises, son titulaire a intégré le chantier avec deux mois de retard sur les autres lots, ce qui a entraîné des surcoûts.

Il a donc été nécessaire d'adapter la planification et l'exécution théoriques à la réalité de l'exécution des prestations, ce qui a conduit à des ajustements techniques ayant des incidences financières sur la plupart des lots.

Le détail de chacune des modifications par lot, en plus et en moins-value, a fait l'objet d'un rapport à la Commission d'appel d'offres, qui a émis, le 12 mai 2014, un avis favorable à la signature des avenants aux lots 1 à 5 inclus. La liste détaillée figure en annexe de la présente délibération.

Le montant des avenants par lot s'élèvent à :

- avenant n°2 au lot n°1 : Terrassements, clôtures et portails, + 55 420.35 € H.T.
- avenant n°2 au lot n°2 : Génie civil + 3 646.00 € H.T.
- avenant n°2 au lot n°3 : Electricité + 3 844.72 € H.T.
- avenant n°1 au lot n°4 : Pont bascule + 15 000.00 € H.T.
- avenant n°1 au lot n°5 : Equipement de traitement de l'eau + 14 215.00 € H.T.

Le montant total de ces 5 avenants est de 92 126.07 € H.T. Le nouveau montant global des marchés de travaux s'élève à 852 322,57 € H.T., représentant une augmentation de 13,42 % du montant initial et de 4,26% du montant de l'opération approuvé par la délibération n°10932 du 28 juin 2012 sus-citée

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature des avenants aux lots n°1 à 5 du marché 3041GD12 des travaux de modifications de la plateforme de traitement des déchets végétaux de Grammont, tel que présentés ci-dessus.
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants avec les entreprises concernées.

Monsieur le Président

Souhaitez-vous des explications sur l'affaire 49 ? Je mets aux voix

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : HORS COMMISSION – MARCHÉ DE TRAVAUX N° 3362GD13 POUR LA RÉALISATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS NON DANGEREUX - AVENANT N° 2 AU LOT 1 ET AVENANT N°1 AU LOT 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Par délibérations n°11590 et n°11591 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, pour un montant de 8 570 000 € H.T., valeur avril 2013 et a autorisé le lancement de la consultation d'entreprises correspondante selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics .
Par une nouvelle délibération n°11964 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°3362 lot n°1 - terrassements généraux, VRD d'un montant prévisionnel initial de 4 997 000,00 € H.T., avec la société BUESA Frères, sise rue René Gomez – ZI – 34500 Béziers, - pour un montant de 2 982 654,75 € H.T. établi sur la base du détail quantitatif et estimatif prévisionnel des études de projet.
Les travaux de terrassement du lot n°1 ont débuté comme prévu dès la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations le 9 décembre 2013. Par délibération du n° 12189 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a approuvé la signature d'un avenant n°1 au marché n°3362 lot n°1 pour prendre en compte les prix nouveaux relatifs aux prestations complémentaires visant à limiter les interactions des interventions avec l'entreprise titulaire du lot n°2 étanchéité.
L'avenant n°1 initialement évalué à 196 959,00 € HT s'élève après constat des prestations réalisées à 234 175,30 € HT représentant une augmentation de 7,85 % du montant prévisionnel initial du marché.
Au cours de l'exécution des travaux, un certain nombre de prestations complémentaires sont apparues nécessaires du fait, d'une part d'aléas géologiques imprévisibles et de sujétions issues des prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter non prévues lors de l'élaboration du dossier de consultation des entreprises et d'autre part d'amélioration du projet, nécessitant la conclusion d'un avenant n°2.
Les aléas géologiques ont ainsi notamment contraint à la définition et à la mise en œuvre de dispositifs visant à assurer la protection des personnes et des ouvrages pour un montant 71 865 € H.T., soit 2,41% du montant du marché initial. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter ont conduit à la mise en œuvre de prestations pour un montant de 209 132 € H.T., soit 7,01% du montant du marché initial. Les prestations relatives à l'amélioration du projet représentent quant à elles un montant de 53 615 € H.T. soit 1,81% du montant du marché initial. Le montant de l'avenant n°2 prenant en compte les prix nouveaux pour la réalisation de ces prestations s'élève donc à 334 612 € H.T. soit 11,22 % du marché initial
Complémentairement, il convient de noter que l'avancement des études d'exécution et des travaux permet d'ajuster les quantités prévisionnelles à mettre en œuvre, induisant des plus et moins values par rapport aux études de projet, du fait notamment de la prise en compte de la géométrie du vide de fouille effectivement abandonné par le carrier et des mesures particulières liées aux tirs de mines induisant un volume de terrassements à réaliser supérieur. Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'Acte d'Engagement, les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées. Le montant prévisionnel correspondant est évalué à 303 920,30 € H.T.
Le nouveau montant prévisionnel du marché s'établit donc à 3 855 362, 05 € H.T., montant qui reste très inférieur au montant prévisionnel initial estimé par le maître d'œuvre de 4 997 000,00 € H.T. approuvé par les délibérations n°11590 et n°11591 du 23 mai 2013. Le Bordereau des Prix Unitaires est complété et le Détail Quantitatif et Estimatif est modifié en conséquence. S'agissant du lot n°2 étanchéité, le Conseil de Communauté a autorisé lors de la même séance du 29 octobre 2013 le lancement d'un nouvel appel d'offres ouvert au vu de la déclaration sans suite pour motif d'intérêt général par la commission d'appel d'offres de la première consultation pour ce lot n°2. Le montant prévisionnel du lot n°2 a été réévalué à 1 860 000 € H.T. Lors de sa séance du 14 janvier 2014, la Commission d'appels d'offres a retenu l'offre du groupement SADE / POLEN pour un montant prévisionnel de 1 648 867,65 € H.T.
Les aléas géologiques précédemment évoqués ont également conduit pour ce marché à la mise en œuvre de dispositifs visant à assurer la protection des personnes et des ouvrages pour un montant 248 456,46 € H.T., soit 15,07% du marché initial. Des prestations nouvelles issues des prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter ont été rendues nécessaires pour un montant de 31124,00 € H.T. représentant 1,89 % du montant du marché initial. Par ailleurs, des prestations complémentaires ont été mises en œuvre pour un montant de 16 950,00 € H.T., représentant 1,03 % du montant

du marché initial. Enfin, l'application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conduit à une moins value de 124 871,16 € H.T. Le nouveau montant prévisionnel du marché est évalué à 1 820 526,95 € H.T., conforme au montant prévisionnel estimé par le maître d'œuvre de 1 860 000,00 € H.T. Le Bordereau des Prix Unitaires est complété et le Détail Quantitatif et Estimatif est modifié en conséquence.

Les projets d'avenant n°2 au marché 3362 – lot n°1 et d'avenant n°1 au marché 3362 lot n°2 ont reçu l'avis favorable de la commission d'appels d'offres lors de sa séance du 12 mai 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets d'avenant n°2 au lot n°1 et d'avenant n°1 au lot n°2 du marché de travaux n°3362GD13 pour la réalisation du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer les avenants n°2 au lot n°1 et n°1 au lot n°2 du marché n°3362GD13, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Je donne la parole à madame Galabrun-Boulbes puis monsieur Pastor, puis monsieur Dudieuzère, puis monsieur Raymond.

Madame Galabrun-Boulbes

Monsieur le Président, je voudrais vous rappeler tout l'intérêt que la commune de Saint-Drézéry porte à ce casier numéro 2. On le voit bien puisque géologiquement il y a des problèmes, les avenants que nous devons faire. Je salue le partenariat que vous faites avec la CLCV pour le tri, je vous demanderais d'aller encore plus loin dans ce parcours vers un meilleur tri pour éviter justement qu'on remplisse autant de casiers dans nos décharges. Merci.

Monsieur le Président

Message reçu madame le maire.

Monsieur Pastor, vous voulez intervenir en dernier, parce que ça vous concerne au premier chef ? Monsieur Dudieuzère puis monsieur Raymond, et enfin monsieur Pastor.

Monsieur Dudieuzère

Monsieur le Président, j'interviens sur cette question, en tant que conseiller communautaire, mais aussi parce que je suis l'élu qui habite le plus près de cette décharge puisque j'habite à près de 500 mètres. Pour bien comprendre, il faut savoir que dans cette zone d'habitation voisine de ce casier, qui regroupe les lieudits de Saint-Jean-de-l'Arbousier, [Cadenet, le Massenon], c'est-à-dire des habitations où il y a entre 100 et 150 personnes, personne n'est raccordé au réseau d'eau collectif. L'agglomération ne fournit pas d'eau dans ces quartiers et à ces habitants, donc c'est le Moyen-Âge dans cette zone. Et toutes les habitations des alentours de ce centre de stockage sont alimentées en eau par des forages privés. Donc je suis très inquiet, et nous sommes très inquiets dans ce secteur quand on lit le rapport qui a été fait, et notamment quand ce rapport fait allusion aux aléas géologiques imprévisibles. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que nos forages sont menacés, ça veut dire qu'un jour on risque, et nos enfants risquent de boire de l'eau qui va être empoisonnée. Donc j'attire votre attention. Je dois dire que tous les habitants sont très inquiets, ils m'ont chargé de vous le dire, donc je vous le dis. On va être très attentif, et quand est-ce que les habitants du Nord de Castries auront-ils l'eau potable ?

Monsieur le Président

Merci monsieur Dudieuzère. Monsieur Raymond.

Monsieur Raymond

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais intervenir sur ce dossier, puisque comme pour ma collègue de Saint-Drézéry, Montaud est une commune qui est à proximité, contigüe à ce centre de stockage. Ce centre de stockage de déchets est exploité maintenant depuis cinq ans, et le casier numéro 2 a donc été acté par monsieur le Préfet pour un stockage de cinq années supplémentaires, qui le porte donc jusqu'en 2019. Mon intervention porte sur deux points, notamment un sur le coût, donc on se rend compte que le coût augmente progressivement avec ses avenants. Ça veut donc dire qu'il y a là un intérêt particulier à se prémunir de tous risques de contamination du milieu. Deuxième point sur lequel je voudrais intervenir par rapport à ce centre de stockage, c'est sur son avenir. En début de séance, monsieur le Président, on a formulé des vœux pour des thèmes, et je voudrais si possible, monsieur le Président, que l'on en formule lors d'une prochaine séance concernant la gestion des déchets, qui me paraît être un sujet autant important que ce que peut-être on a déjà traité, ou en tout cas que l'eau ou les transports. J'aimerais qu'à la communauté d'agglomération de Montpellier, on formule un vœu sur la gestion des déchets dans son ensemble, la prévention, la gestion, la transformation, le stockage en dernier lieu des déchets, pour qu'on ait une lecture et une vision claire sur la gestion des déchets d'ici cinq, dix, voire quinze ans, et également donc formuler un vœu sur la pérennité de ce centre de stockage puisqu'il nous inquiète au premier abord dans le sens où certaines nuisances sont toujours belles et bien effectives pour les communes riveraines. Merci.

Monsieur le Président

Merci monsieur Raymond. Monsieur Gilbert Pastor.

Monsieur Pastor

Oui, monsieur le Président et chers collègues, comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, ainsi que l'a fait également madame le maire de Saint-Drézéry, il y a eu des améliorations apportées entre autres aux nuisances olfactives concernant ce centre de stockage, mais il y a encore des nuisances qui persistent, et je ne doute pas de la volonté de l'agglomération pour réduire l'ensemble de ces nuisances. Par contre, ma question est très claire. Plusieurs fois nous avons abordé le futur de ce site, et on a parlé de troisième casier. Je voudrais avoir votre position, monsieur le Président, sur l'éventualité d'un troisième casier, oui ou non. Je vous rappelle que nous voterons contre cette délibération pour aménager le second, mais nous souhaitons surtout un témoignage sur l'avenir.

Monsieur le Président

Merci, je voudrais répondre de façon générale et en disant aux maires que je comprends leurs inquiétudes et leurs doutes quant à la pérennité de ces systèmes qui créent de nombreuses nuisances à la fois pour les Castriotes, et pour l'ensemble des villes et villages alentours. C'est bien de faire un vœu, monsieur le maire, mais sur ce sujet je souhaiterais qu'on pousse plus loin la réflexion et que ce soit un atelier complet qui se mette en route. Le département est responsable du plan général de gestion des déchets, mais pour moi cela n'est pas suffisant. En son temps, Georges Frêche avait proposé que l'agglomération de Montpellier gère en direct et soit capable de gérer en direct l'ensemble de ces déchets.

C'est la raison pour laquelle la ville de Montpellier avait accepté de construire sur son territoire une usine de méthanisation qui aujourd'hui, il faut le reconnaître, ne remplit pas totalement son rôle. Partant de là, des casiers ont été créés. Je ne vais pas y revenir pour ne pas être polémique, sur l'histoire. Donc je m'arrête là. Mais je souhaite que nous reprenions ensemble le cours de cette histoire, qui est fondamentale, parce que c'est une question de responsabilités pour les générations à venir, et pour la qualité de l'eau, et de notre santé, et de la santé publique tout simplement. Donc avec monsieur Moynier, et avec tous les maires qui sont concernés, et tous les maires de l'agglo, parce que ça touche toutes les communes de l'agglomération, nous allons reprendre ce chantier, cela ne fait que

quatre semaines que je suis aux commandes du système. Mais je vous assure que j'ai bien entendu votre question, et ce que pudiquement vous n'avez pas exprimé, mais que j'entends aussi. Je voudrais dire à monsieur le maire de Castries que moi vivant, il n'y aura pas de troisième casier à Castries. Tout simplement. J'ai eu l'occasion de le dire dans la presse pendant la campagne, je le réitère à cette tribune. Deux, ça suffit.

Je vous donne le résultat de l'élection de l'affaire 13, le Syndicat Mixte Via Domitia.

1^{er} tour de scrutin

Présents : 89

Votants : 89

Bulletins nuls : 2

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 85

Majorité absolue : 43

Voix obtenues : 85

La liste 1 est élue à la majorité absolue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du Comité Syndical du Syndicat mixte Via Domitia sont :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
G.PASTOR P.DUDIEUZERE L.JAOUL	C.MARION E.LLORET C.COUR

Je clôture le vote sur l'affaire 14, sur le Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau des Communes du Bas Languedoc (SBL).

Nous lançons immédiatement le vote sur le syndicat intercommunal Garrigues Campagne, affaire n°15, avec un bulletin rose. Le scrutin est ouvert pour l'affaire 15.

AFFAIRE N°15 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT INTERCOMMUNAL GARRIGUES CAMPAGNE - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal de Garrigues Campagne assure la production et l'exploitation des réseaux de distribution d'eau potable en lieu et place des communes d'Assas, Clapiers, Saint-Drézéry, Baillargues, Fontanès, Saint Génès des Mourgues, Beaulieu, Galargues, Saint Hilaire de Beauvoir, Boisseron, Garrigues, Saint-Jean-de-Cornies, Buzignargues, Guzargues, Saint-Vincent –de-Barbeyrargues, Campagne, Montaud, Sainte-Croix-de-Quintillargues, Castelnaud-Le-Lez, Restinclières, Saussines, Castries, Saint-Bauzille-de-Montmel et Teyran.

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret et à la majorité absolue, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de ce syndicat, les délégués de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Comité Syndical du Syndicat Intercommunal Garrigue Campagne soit 18 représentants. Conformément à l'article L.5711-1 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales peuvent être désignés au sein du Comité Syndical les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres.

Une seule liste (liste1) est proposée par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

REPRESENTANTS
René REVOL - Grabels Joël RAYMOND - Montaud Jean-Luc MEISSONNIER- Baillargues Alain SOULIER - Baillargues Arnaud MOYNIER - Beaulieu Anne THIBAUT- Beaulieu Jean-Pierre GRAND - Castelnau le Lez Frédéric LAFFORGUE - Castelnau le Lez Gilbert PASTOR - Castries Serge ESCURET - Castries Eric PENSO - Clapiers Vincent MEYNIER - Clapiers Geniès BALAZUN - Restinclières Alain SOUSSEN - Restinclières Jackie GALABRUN-BOULBES - St Drézéry Jean-Philippe DACHEUX - St Drézéry Yvon PELLET - St Génies des Mourgues Anne-Marie ARQUILLIERE - St Génies des Mourgues

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du Syndicat Intercommunal de Garrigues Campagne ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Je vous donne les résultats de l'affaire numéro 12, sur le Syndicat Mixte du Bassin du Lez, le SYBLE.

1^{er} tour de scrutin :

Présents : 89
Votants : 88
Bulletins nuls : 2
Bulletin blanc : 1
Suffrages exprimés : 85
Majorité absolue : 43

Voix obtenues : 85

La liste 1 est élue à la majorité absolue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du Syndicat Mixte du Bassin du Lez (SYBLE) sont :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Cyril MEUNIER Jean-Marc LUSSERT Michel FRAYSSE	Thierry BREYSSE Michèle CASSAR Roger CAIZERGUES

Thierry DEWINTRE René REVOL Jean-Pierre RICO Sauveur TORTORICCI Stéphanie JANNIN	Isabelle TOUZARD Jean-Luc SAVY Noël SEGURA Maud BODKIN Joël VERA
--	--

Je fais voter la 52 concernant les casiers qui ont donné lieu à la discussion que nous venons d'avoir.

Le Conseil procède au vote.

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET.

Ont voté contre : M. P. DUDIEUZERE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme E. LLORET, M. G. PASTOR, M. J. RAYMOND.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées. .

Monsieur le Président

Passons à l'affaire 53, marché de travaux de ferronnerie sur des déchetteries, et travaux d'entretien et de réparation des bennes amovibles des déchetteries de la communauté d'agglomération. Sujet très important. L'agglomération a mis en place un plan de rénovation des déchetteries. Je sais que les sociétés de collecte des ordures ménagères y sont extrêmement sensibles, notamment la société Nicolin. Il y a beaucoup de déprédations réalisées autour des déchetteries, y compris des agressions physiques. Donc, nous les rénovons petit à petit au travers d'un plan intercommunal. D'abord, pour rénover les déchetteries vétustes, mais aussi pour reconcevoir leurs volumes, leurs volumétries et les rendre plus sécurisées.

AFFAIRE N°53 : HORS COMMISSION – MARCHÉS DE TRAVAUX DE FERRONNERIE SUR DES DÉCHÈTERIES ET D'ENTRETIEN ET DE RÉPARATIONS DES BENNES AMOVIBLES DE DÉCHÈTERIES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE LANCER LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LES MARCHÉS

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exploite vingt déchèteries (Points Propreté) dans le cadre de sa compétence « collecte des déchets ménagers et assimilés ». Ces installations permettent aux usagers de déposer tous les déchets ne pouvant être collectés en porte à porte (inertes, ferrailles, encombrants, végétaux, bois, déchets toxiques, ...). Elles accueillent en moyenne 82 000 tonnes de déchets par an, recyclés ou valorisés à plus de 70 %. Le dépôt et l'évacuation des déchets vers les exutoires adaptés à chaque catégorie de déchets se fait au moyen d'un parc de 180 bennes métalliques amovibles également propriété de la Communauté d'Agglomération.

La gestion, la maintenance et l'adaptation permanente de ce patrimoine aux évolutions réglementaires des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi qu'à celles des règles de sécurité pour l'accueil des usagers, nécessitent la réalisation de travaux réguliers d'entretien, de réparation et d'amélioration.

Un marché n°2848 GD 11, a été conclu en 2011 à cet effet, comprenant 2 lots relatifs respectivement aux travaux de d'entretien et de réparation des structures métalliques et des bennes et aux travaux d'entretien et de réparation en maçonnerie, et peinture.

Le lot n°1 a été attribué à la société TAM SA domiciliée ZI les Broues, rue des mûriers, 34 190 GANGES pour une durée d'un an renouvelable deux fois un an. Cependant, il ne peut être aujourd'hui reconduit pour la dernière année car l'entreprise se trouve être en redressement judiciaire et ne dispose pas encore de son plan de continuité.

Afin de couvrir les besoins en réparations du mobilier des déchèteries, il convient de lancer une nouvelle consultation dans le cadre d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33 3° al, et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Il est proposé de passer deux marchés, à prix unitaires, selon les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande, conclus pour une période de 1 an re-

conductible 2 fois, en scindant les prestations initialement objet du lot n°1 en deux nouveaux lots définis comme suit :

- lot n°1 : Travaux de réparation et d'entretien en ferronnerie des déchèteries de l'Agglomération de Montpellier,
- lot n°2 : Travaux de réparation et d'entretien des bennes amovibles des déchèteries de l'Agglomération.

Chaque lot, qui fera donc l'objet d'un marché distinct, est assorti d'un montant annuel minimum de 30 000 € HT et maximum de 200 000 € HT, et prendra effet dès sa notification.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert en application des articles 33, 57 à 59 et 77 du Code des marchés publics pour la réalisation des travaux d'entretien de ferronnerie et de bennes amovibles sur les déchèteries tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitres 908 et 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du CGCT, ainsi que tout document relatif à cette affaire, et à prendre toute décision relative à leur exécution.

Monsieur le Président

Je donne la parole à monsieur Grand.

Monsieur Grand

Très rapidement, je voudrais simplement je voudrais simplement revenir sur une question de bon sens. Les déchetteries ont été sécurisées. C'est-à-dire que le long des casiers, des bacs, on a mis des obstacles, ce qui veut dire que quand quelqu'un vient pour déposer des choses lourdes dans le bac, il faut qu'il les prenne, qu'il les soulève, qu'il fasse passer l'obstacle. Alors, vous et moi, on y arrive, mais il y a beaucoup de personnes qui sont en situation de grande difficulté pour pouvoir faire ce geste simple de la vie de tous les jours. Donc que les ingénieurs ingénieux trouvent une solution. Mais surtout, il faut qu'on sorte de ce système qui est débile. Alors, merci, parce que nous à Castelnau la déchetterie qui, je le rappelle, a été la seconde de l'agglomération de Montpellier après celle de la Paillade, elle entre en rénovation, j'en suis ravi. Mais très franchement, il faut que le geste de jeter... Alors, pour les cartons ça passe, mais pour les encombrants, pour la ferraille, pour tout ça, ce n'est pas possible, les pierres et les graviers, c'est très très difficile. Croyez-moi, c'est une demande qui est récurrente des citoyens, et en particulier de ceux qui n'ont pas la force de pouvoir faire basculer ces choses-là. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur Moynier, et madame Touzard après.

Monsieur Moynier

Un petit mot très rapide également, juste pour vous demander : je trouve un peu illogique que l'agglomération de Montpellier n'est pas mis en place un système de présentation de cartes aggro, de Pass'agglo, à la présentation devant la déchetterie. En tout cas, ce n'est pas le cas à la mienne, celle de Beaulieu. Et je ne comprends pas, quand on se déplace à la CCPL, donc à Lunel, on nous demande une carte pour venir déposer nos déchets, et si on n'habite pas dans le périmètre de la CCPL, on n'a pas accès à la déchetterie. Les déchetteries de l'agglomération sont ouvertes aux quatre vents, et sont ouvertes à toutes les communes extérieures. Ça crée un trafic impressionnant, et ça nous crée quand même des devoirs à nous, communes qui devons gérer ces déchetteries sur notre territoire, un peu plus conséquents avec nos personnels techniques. Je voulais le soulever, je sais que c'est une question de bon sens, j'ouvre la voie, et je sais que vous saurez y apporter une réponse dans les pro-

chains mois.

Monsieur le Président

Monsieur le maire, je suis ravi que toutes les expressions se fassent autour de ce sujet, qui est un sujet important et qui mérite d'être débattu en assemblée publique, et d'aller même plus loin en conférence des maires, si vous pouvez l'exprimer, de telle sorte que les services de l'agglomération en prennent bon compte. Madame Touzard.

Madame Touzard

Juste pour savoir, le plan, sur combien de temps il va s'étaler ? Si c'est deux ans, cinq ans, dix ans ? C'était juste pour avoir une idée, et s'il pourra être communiqué, c'est un élément d'information très important dans les communes. Juste, la déchetterie, dans les petits villages où il n'y a pas d'autres projets d'intérêts communautaires très importants, d'autres infrastructures communautaires importantes, c'est souvent la face visible de l'agglomération.

Monsieur le Président

Monsieur Fina me confie trois ans.

Je vous donne les résultats de l'affaire 14, élection du Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau des Communes du Bas-Languedoc (SBL).

1^{er} tour de scrutin

Présents : 89

Votants : 87

Bulletins nuls : 0

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 85

Majorité absolue : 43

Voix obtenues : 85

La liste 1 est élue à la majorité absolue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du Comité Syndical du Syndicat Mixte d'Adduction d'Eau Potable des communes du Bas Languedoc sont :

TITULAIRES

Jacques MARTINIER - Fabrègues
Jean-Marc ALAUZET - Fabrègues
Régine ILLAIRE - Cournonsec
Gilles NURIT - Cournonsec
Robert MARTY - Cournonterral
Thierry BREYSSE - Cournonterral
François PETIT - Lavérune
Roger CAIZERGUES - Lavérune
Isabelle TOUZARD - Murviel lès Montpellier
René REVOL - Grabels
Michèle CASSAR - Pignan
Sylvie CINCON - Pignan
Joël VERA - Saussan
Raymond CELIE - Saussan
Henri FONTVIEILLE - St Jean de Védas

SUPPLEANTS

Thérèse VIDAL - Fabrègues
Jean-Olivier JOB - Fabrègues
Mohammed IMZOURH - Cournonsec
Norbert BOUZEREAU - Cournonsec
Thierry AUGUST - Cournonterral
Marie ALBERT - Cournonterral
Jean-Paul WEBER - Lavérune
Philippe LENOIR - Lavérune
Alain VALLETTE-VIALLARD - Murviel lès Montpellier
Michèle BATITI - Murviel lès Montpellier
Julien BIEGEL - Pignan
Daniel DELAUZE - Pignan
Anne ROUX - Saussan
Nathalie SOLBES - Saussan
Paul de BOISGELIN - St Jean de Védas

Isabelle GUIRAUD - St Jean de Védas
Jean-François AUDRIN - St Georges d'Orques
Jean HARDEMAN - St Georges d'Orques

Daniel SCIALOM - St Jean de Védas
Graziella EVOUNA NGUEMA - St Georges d'Orques
Chantal CHOMEL - St Georges d'Orques

On peut clôturer l'affaire 15. Le vote est clôturé, vous pouvez dépouiller. Et je vous propose de voter désormais sur l'affaire 16. Le scrutin est ouvert avec les derniers bulletins blancs. Il s'agit de l'adduction d'eau potable du Salaison.

AFFAIRE N°16 : HORS COMMISSION – ORGANISME EXTÉRIEUR - SYNDICAT INTERCOMMUNAL À VOCATION MULTIPLE D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DU SALAISON - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ELECTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple d'Adduction d'Eau Potable du Salaison (SIAE du Salaison) assure la compétence obligatoire production et distribution d'eau potable et, à la carte, la compétence mise en place et entretien des poteaux d'incendie situés sur le domaine public pour le compte des communes de Jacou, Le Crès, Saint-Aunès et Vendargues.

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, il convient d'élire au scrutin secret et à la majorité absolue, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et aux statuts de ce syndicat, les délégués de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du Comité Syndical du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple d'Adduction d'Eau Potable du Salaison soit 9 représentants. Conformément à l'article L.5711-1 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales, peuvent être désignés au sein du Comité Syndical, les conseillers communautaires et les conseillers municipaux des communes membres.

Une seule liste (liste 1) est proposée par Monsieur le Président. Elle est composée comme suit :

REPRESENTANTS

René REVOL - Grabels
Renaud CALVAT - Jacou
Gaby MOULIN - Jacou
Bernard JEAN - Le Crès
Francis MILOSZYK - Le Crès
Brigitte PAU - Le Crès
Guy LAURET - Vendargues
Jean-Paul FINART - Vendargues
Roger PUJOL - Vendargues

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du Syndicat Intercommunal à vocation Multiple d'Adduction d'Eau Potable du Salaison,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies par le Code Général des Collectivités territoriales.

Monsieur le Président

Je fais voter l'affaire 53 sur les déchetteries. Je mets aux voix.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Pour l'affaire suivante, je donne la parole à Madame Isabelle Gianiel, vice-présidente déléguée au transport.

Madame Gianiel

Monsieur le Président, chers collègues, cette première affaire que j'ai l'honneur de rapporter est emblématique de la politique transport que nous souhaitons voir aboutir, à savoir amener le tramway à la mer dans un esprit d'ouverture, et de vrai dialogue avec les collectivités voisines. Aujourd'hui, le terminus Pérols est en dehors de la ligne 3 de tramway, et se situe à 1,2 kilomètre des plages de Carnon et de Palavas-les-Flots. Cela n'est pas satisfaisant, cette situation pose des problèmes de sécurité tout d'abord pour les personnes qui circulent à pied sur la piste cyclable reliant Pérols aux plages, mais également de vraies difficultés pour les riverains des quartiers traversés. Dans l'attente de ce prolongement, et alors que les beaux jours reviennent, il est impératif d'organiser la continuité du service du transport afin d'offrir aux nombreux usagers souhaitant profiter du bord de mer des conditions de déplacement pratiques et sûres. C'est l'objet du renouvellement de la convention qui est vous est proposé, et qui est le fruit d'un dialogue constructif, dont nous devons nous féliciter entre notre agglomération et le Syndicat Mixte Hérault Transport. Cette convention prévoit la mise en place par Hérault Transport, tout d'abord d'une navette à destination des plages du Grand Travers à partir du 29 mai, et également la mise en place d'une navette à destination des plages des Roquilles à Palavas à partir du 21 juin. Le fonctionnement de ces deux navettes est prévu jusqu'au 7 septembre inclus. Ce dispositif est semblable à celui mis en œuvre à l'été dernier et qui avait donné satisfaction. Dans la perspective d'une influence importante de voyageurs, et pour simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces deux navettes, la communauté d'agglomération de Montpellier et Hérault transport proposent que l'ensemble des titres de transport de leurs réseaux soit accepté dans leurs navettes. Ainsi, les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes, les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TAM auront accès aux navettes en correspondance. Enfin, pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique navette+tramway sera vendu à bord des navettes au tarif fixé par Hérault Transport. La convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par la communauté d'agglomération à Hérault Transport, qui est fixée par la convention à 987 centimes d'euros et imputée également sur le nombre de validations enregistrées à bord des navettes. Pour l'année 2013, le bilan de fréquentation du mois de juin à septembre s'établit comme suit : nombre de titres validés dans les transports TAM : 228 176, nombre de validations de titre Hérault Transport : 20 980. En conséquence, le montant de la compensation tarifaire à verser par la communauté d'agglo de Montpellier à Hérault transport au titre de l'année 2013 s'élève à 206 973,09 euros TTC. Ce sont donc près de 250 000 personnes qui ont été transportées jusqu'aux plages durant l'été 2013. Ce chiffre élevé témoigne de l'efficacité du dispositif provisoire mis en place, et il nous rappelle surtout l'urgence qu'il y a à apporter une solution pérenne à l'accès du tramway à la mer. Je vous remercie de votre attention.

AFFAIRE N°54 : HORS COMMISSION – TRANSPORTS EN COMMUN - TARIFICATION - SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HÉRAULT - CONVENTION DE COMPENSATION TARIFAIRE POUR LES NAVETTES DES ROQUILLES

ET DU GRAND TRAVERS SAISON 2014 ET BILAN 2013 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine des Transports et mobilité, rapporte :

Le terminus Pérols-Etang de l'Or de la Ligne 3 de tramway se situe à quelques kilomètres de la plage des Roquilles à l'entrée de la Commune de Palavas les Flots et de la plage du Lido de Carnon. Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en place un service de navettes depuis le terminus Pérols-Etang de l'Or vers deux destinations : la plage des Roquilles et la plage du lido de Carnon au Grand Travers.

Pour la saison 2014, Hérault Transport a programmé la mise en place de la navette du Grand Travers à partir du 29 mai et la mise en place de la navette des Roquilles à partir du 21 juin. Le fonctionnement de ces deux navettes est prévu jusqu'au 7 septembre inclus.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces deux navettes, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Hérault Transport proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés dans les navettes.

Le dispositif mis en place pour 2013 et qu'il est proposé de reconduire en 2014 est le suivant :

- les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes,
- les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance,
- enfin, pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique (navette+tramway) sera vendu à bord des navettes au tarif fixé par Hérault Transport à 1,40 €.

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le syndicat mixte Hérault Transport et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par la Communauté d'Agglomération à Hérault Transport calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée par la convention à 0,987 €, et du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Pour l'année 2013, le bilan de fréquentation de juin à septembre s'établit de la manière suivante :

Nombre de validations titres TaM : 228 176

Nombre de validations titres HT (pour information) : 20 980

Nombre de validations titre spécifique vendu à bord : 18 476

En conséquence, le montant de la compensation tarifaire à verser par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Hérault Transport au titre de 2013 s'élève à 206 973,90 € TTC.

A l'issue de la saison estivale 2014, un bilan sera établi afin de déterminer le montant de la compensation à verser.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider le bilan 2013 et dire que la dépense est inscrite au chapitre 928 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de compensation tarifaire pour la saison 2014 et tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci beaucoup Isabelle. Je vais y revenir dans deux minutes. Je vais donner la parole aux élus qui souhaitent s'exprimer sur le sujet. Monsieur Lussert.

Monsieur Lussert.

Une toute petite question : est-ce que le tarif augmente par rapport à la convention de l'an passé ?

Monsieur le Président

La question c'est : est-ce que le tarif augmente par rapport à la convention ?

Monsieur Lussert

Je me suis mal exprimé, le montant de la compensation, les 98 centimes, est-ce qu'il y a une augmentation par rapport à la convention passée ?

Monsieur le Président

C'est le même, pas d'augmentation. Simplement, le 13 juin, avec Isabelle Gianiel, nous proposerons un Conseil d'agglomération extraordinaire sur les transports. Ça traitera de quatre sujets : le tramway à 1 euro, la ligne 4 et ses travaux en cours, le moratoire sur la ligne 5, et la problématique liée à la connexion à la mer. Ce sera le 13 juin à 18 heures. Préalablement, nous en discuterons dans un bureau des quinze vice-présidents, et en conférence des maires. Je mets aux voix les propositions de madame Gianiel.

Le Conseil procède au votre. Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je clôture le vote 16. Quelqu'un demande encore à voter ? Il est clôturé.

AFFAIRE N°55 : HORS COMMISSION – TRAVAUX DE RÉNOVATION DE LA CAGE DE SCÈNE DE L'OPÉRA COMÉDIE - MARCHÉ N°2291DC09 - LOT N°10 : " ELECTRICITÉ COURANTS FORTS ET FAIBLES - SSI " - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC L'ENTREPRISE SPIE SUD OUEST - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
La Communauté d'Agglomération a démarré les travaux de restructuration de la cage de scène de l'Opéra Comédie en septembre 2010.

Dans ce cadre, SPIE SUD OUEST était titulaire du marché n°2291 DC 09 - lot n°10 : « Electricité Courants Forts et faibles - SSI ». Ce marché lui a été notifié le 11 août 2010 pour un montant global et forfaitaire de 884 894 € H.T., options 1, 2 et 3 incluses.

Les divers aléas du chantier et la nécessaire prise en compte de travaux supplémentaires ont conduit à la conclusion d'un avenant n°1 en date du 18 août 2011, d'un montant de 22 415,30 € H.T., puis d'un avenant n°2 en date du 14 février 2012, d'un montant de 96 271,00 € H.T., et d'un avenant n°3 en date du 24 avril 2012 d'un montant de 6 353,10 € H.T., portant ainsi le montant du marché à la somme de 1 009 933,40 € H.T.

La découverte, en cours d'exécution du marché, de vestiges des anciens remparts de la ville de Montpellier, ont induit un retard du chantier de plusieurs mois.

Le marché a été réceptionné le 18 juin 2012.

La Communauté d'Agglomération a notifié à SPIE SUD OUEST le décompte général du marché, pour un montant de 1 281 780 € T.T.C., correspondant strictement au montant contractuel du marché, intégrant les avenants, augmenté des révisions de prix.

Par courrier en date du 29 mars 2013, SPIE SUD OUEST a informé la Communauté d'Agglomération qu'elle refusait de signer le décompte général, et formulait à l'appui de ce refus une demande de rémunération complémentaire de 89 614,24 € H.T., aux fins de prise en compte du préjudice subi consécutivement au retard pris sur le chantier dans le cadre des fouilles archéologiques.

La réclamation de SPIE SUD OUEST se fonde sur les frais engendrés par une prolongation du chantier de 5,5 mois, et ventilés comme suit :

- | | |
|--|-------------------|
| 1. Maintien du personnel d'encadrement affaire et chantier : | 57 274,24 € H.T. |
| 2. Maintien des moyens opérationnels : | 8 580,00 € H.T. |
| 3. Incidence sur la garantie de parfait achèvement : | 12 000,00 € H.T. |
| 4. Perte de productivité : | 11 760,00 € H.T., |

La question du délai de prolongation du chantier, ainsi que chacun des points susvisés ont fait

l'objet de discussions et de négociations entre SPIE SUD OUEST et la Communauté d'Agglomération.

Sur le délai de prolongation du chantier :

Considérant qu'au moment de la signature du marché, le délai contractuel réputé être pris en compte par SPIE SUD OUEST dans l'établissement de son prix était de 18 mois à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, et que dès lors les frais engendrés par la prolongation du chantier et réclamés par SPIE SUD OUEST étaient de fait inclus dans le prix initial de l'offre de SPIE SUD OUEST,

Considérant que l'ordre de service susvisé n°2 a été établi le 6 septembre 2011, pour une prise d'effet au 26 août 2011,

Les parties conviennent que le calcul du délai de prolongation parte à compter de la date du 26 août 2011 augmentée des 18 mois de durée contractuelle du marché, soit jusqu'au 26 février 2012.

Le délai de prolongation à prendre en compte s'établit donc à 16 semaines.

Sur les frais de maintien du personnel

Considérant que les justificatifs produits par SPIE SUD OUEST attestent de la présence hebdomadaire, pendant toute la durée du chantier, du personnel d'encadrement du chantier, considérant que le niveau de mobilisation des personnels définis par l'entreprise est justifié,

Après prise en compte du délai de prolongation du chantier établi à 16 semaines, les parties conviennent, après discussion, de réévaluer ce poste à 33 287,80 € H.T.

Sur les frais de maintien des moyens opérationnels

Compte tenu des justificatifs de dépense pour la location de petit outillage et de véhicules produits par SPIE SUD OUEST pour la période de prolongation susvisée, les parties conviennent, après discussion, de ramener ce poste à 6 980,00 € H.T. au lieu des 8 580,00 € H.T. avancés initialement par SPIE SUD OUEST.

Sur les frais liés à l'incidence sur la garantie de parfait achèvement

Si les parties conviennent que ce poste a réellement un coût, l'impossibilité d'établir concrètement et de manière certaine l'évaluation de 500 € H.T. /semaine avancé par SPIE SUD OUEST conduit les parties à convenir de supprimer ce poste dans le calcul du montant de l'indemnité.

Sur les frais liés à la perte de productivité

Considérant que la présence de 4 monteurs à plein temps sur le chantier, pendant toute la durée de prolongation du chantier, est effective,

Considérant qu'une prolongation induit une perte de productivité des personnels œuvrant mobilisés sur l'opération,

Après prise en compte du délai de prolongation de chantier de 16 semaines, les parties conviennent de ramener ce poste à 7 840,00 € H.T.

Compte tenu des montants négociés susvisés, et afin de rendre exécutoire ces dispositions, il est proposé de conclure avec la société SPIE SUD OUEST un protocole transactionnel dont le montant total s'élève à :

	Montant € H.T.	T.V.A.	Montant € T.T.C.
Maintien du personnel d'encadrement affaire et chantier	33 287,80 €.	0,00 €	33 287,80 €.
Maintien des moyens opérationnels	6 980,00 €	0,00 €	6 980,00 €
Incidence sur la garantie de parfait achèvement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Perte de productivité	7 840,00 €	0,00 €	7 840,00 €
TOTAL	48 107,80 €	0,00 €	48 107,80 €

Le protocole à intervenir est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et est donc revêtu, conformément aux dispositions de l'article 2052 du même code, de « l'autorité de la chose jugée en dernier ressort ». Ce protocole a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres du 12 mai 2014, qui a émis un avis favorable à sa passation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du protocole transactionnel avec l'entreprise SPIE SUD OUEST,
- approuver le paiement d'une indemnité d'un montant de 48 107,80 € H.T., soit 48 107,80 € T.T.C. conformément au protocole transactionnel,
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : HORS COMMISSION – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DANS LE CADRE DE L'EXPOSITION D'ARCHÉOLOGIE DE 2015 "LES ÉTRUSQUES ET L'ÉCRITURE" - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Site archéologique *Lattara* - Musée Henri Prades souhaite présenter une exposition temporaire itinérante intitulée « Les Etrusques et l'écriture », en partenariat avec les musées du Louvre et de Cortone en Toscane (Italie) au cours de l'année 2015. Cette exposition sera présentée à Lattes au cours du second semestre 2015, puis à Cortone.

Cette exposition s'inscrira dans le cadre d'un partenariat européen entre le musée du Louvre, le Site archéologique *Lattara* - Musée Henri Prades, et le musée de Cortone. Elle proposera au public français de somptueux objets issus des collections de nombreux musées français, italiens et allemands, portant des inscriptions en langue étrusque et permettant de présenter ainsi l'actualité des recherches archéologiques dans ce domaine, encore largement méconnu.

Afin de constituer la liste des objets des musées italiens de manière concertée avec le partenaire toscan (le musée de Cortone), d'envisager l'adaptation de l'exposition aux différents lieux d'accueil, et de définir les grands axes de la collaboration à construire, une rencontre entre les différents partenaires est organisée au printemps 2014. Pour le Site archéologique *Lattara* - Musée Henri Prades, l'enjeu est de développer un partenariat européen valorisant son patrimoine archéologique et notamment sa collection d'objets étrusques, de poursuivre sa programmation scientifique et culturelle permettant de découvrir les différentes cultures méditerranéennes antiques, de poursuivre son action en direction du public le plus large possible, et de participer au rayonnement scientifique et culturel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Aussi est-il proposé qu'un élu ainsi que le Directeur du musée Henri Prades, effectuent le déplacement à Cortone au printemps 2014, et que celui-ci soit pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'une dépense maximum de 2 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, pour un élu, ainsi que le Directeur du musée Henri Prades, dans le cadre de la préparation de l'exposition "Les Étrusques et l'écriture", à concurrence d'une dépense maximum de 2 000 €,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : HORS COMMISSION – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONCOURS NATIONAL "FAITES DE LA SCIENCE 2014" - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC

LA FACULTÉ DES SCIENCES DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
La Faculté des Sciences de Montpellier (FDS), composante de l'Université Montpellier 2, est l'organisateur du concours national « FAITES DE LA SCIENCE » pour la Conférence des Doyens et Directeurs des UFR Scientifiques.

Ce concours est organisé au niveau national dans les collèges et les lycées, avec pour objectif de donner aux jeunes le goût pour les sciences au travers de l'expérimentation scientifique. Il se déroule en deux phases : d'abord une phase locale, par une sélection des meilleurs projets parmi les 23 Universités des Sciences participantes, puis par une phase nationale avec la confrontation des projets sélectionnés, dont la finale se déroulera le 23 mai 2014 à Montpellier à l'Université Montpellier 2.

Très impliqués dans la sphère éducative et cherchant à valoriser les initiatives mettant en exergue la créativité et le dynamisme des jeunes élèves, le Planétarium Galilée de Montpellier Agglomération souhaite apporter son soutien à la FDS pour l'événement « FAITES DE LA SCIENCE », par une prestation événementielle à titre gratuit.

Celle-ci consiste à accueillir gracieusement sur le site du Planétarium Galilée, le 23 mai 2014, à partir de 19h30, les 115 élèves participant à la manifestation ainsi que les 46 accompagnateurs, et d'assurer la projection d'un film de 40 minutes ayant pour thème l'histoire de la conquête spatiale, dans la salle de spectacle réservée à cet effet.

En contrepartie de cette prestation à titre gratuit, la FDS s'engage notamment à apposer le logo de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et du Planétarium Galilée sur tous les supports de communication de l'événement « FAITES DE LA SCIENCE », à accorder une place de membre du jury à un représentant de la Communauté d'Agglomération lors de la finale du 23 mai 2014, à mettre à la disposition de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et du Planétarium Galilée les photos prises lors de l'événement, et à leur communiquer un bilan de l'action.

Ce partenariat est formalisé par une convention qui définit précisément les engagements de chacun des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Faculté des Sciences de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Nous passons à l'affaire 58, concernant les horaires d'ouverture de l'exposition estivale 2014 Claude Viallat. Une rétrospective.

AFFAIRE N°58 : HORS COMMISSION – HORAIRES D'OUVERTURE DE L'EXPOSITION ESTIVALE 2014 "CLAUDE VIALLAT, UNE RÉTROSPECTIVE" - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le musée Fabre proposera du 28 juin au 2 novembre 2014 une exposition estivale intitulée « Claude Viallat, une rétrospective ». Cette exposition temporaire mettra en valeur un des plus grands artistes vivants français, fortement enraciné dans le sud de la France. Le nombre, la qualité, le caractère remarquable des œuvres présentées ainsi que l'ampleur de la muséographie prévue dans les murs du musée feront de cette exposition un événement exceptionnel d'importance nationale.

Le musée Fabre accueillera à cette occasion un nombre d'œuvres très important, avec notamment de très grands formats. Cet accrochage de grande envergure dépassera largement les seuls espaces d'exposition temporaire du rez-de-chaussée, pour se prolonger dans des secteurs inattendus du musée : le hall Buren, l'atrium Richier, l'escalier Leenhardt, plusieurs salles de la collection perma-

nente, et la totalité de l'hôtel de Cabrières - Sabatier d'Espeyran, qui présente les collections d'art décoratif du musée.

Par délibération n°10095 du 21 avril 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les horaires d'ouverture des expositions estivales du musée Fabre, du mardi au dimanche, de 10h à 19h.

Compte tenu que l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » sera également présentée dans les espaces des collections permanentes du musée Fabre, habituellement accessibles au public du mardi au dimanche de 10h à 18h, ainsi que dans les espaces de l'hôtel de Cabrières - Sabatier d'Espeyran, habituellement ouverts au public du mardi au dimanche de 14h à 18h. Il est donc proposé d'harmoniser les horaires d'ouverture de tous les espaces accueillant cette exposition temporaire, pendant toute la période de sa présentation au public, soit du 28 juin au 2 novembre 2014, en le rendant accessibles au public du mardi au dimanche, de 10h à 18h.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les horaires et les jours d'ouvertures du musée Fabre du 28 juin au 02 novembre 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Merci à Michelle Illaire, au musée Fabre, parce que Claude Viallat n'a pratiquement jamais exposé à ce niveau à Montpellier. Nous aurons cet été pour l'agglomération Viallat et pour la ville de Montpellier Combaz, c'est quand même pas mal.

Je mets aux voix.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

Je vous donne les résultats de l'affaire 15.

1^{er} tour de scrutin

Présents : 89

Votants : 89

Bulletins nuls : 1

Bulletins blancs : 5

Suffrages exprimés : 83

Majorité absolue : 42

Voix obtenues : 83

La liste 1 est élue à la majorité absolue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du Comité Syndical du Syndicat Intercommunal Garrigue Campagne sont :

REPRESENTANTS
René REVOL - Grabels
Joël RAYMOND - Montaud
Jean-Luc MEISSONNIER - Baillargues
Alain SOULIER - Baillargues
Arnaud MOYNIER - Beaulieu
Anne THIBAULT - Beaulieu
Jean-Pierre GRAND - Castelnau le Lez
Frédéric LAFFORGUE - Castelnau le Lez
Gilbert PASTOR - Castries

Serge ESCURET - Castries Eric PENSO - Clapiers Vincent MEYNIER - Clapiers Geniès BALAZUN - Restinclières Alain SOUSSEN - Restinclières Jackie GALABRUN-BOULBES - St Drézéry Jean-Philippe DACHEUX - St Drézéry Yvon PELLET - St Génies des Mourgues Anne-Marie ARQUILLIERE - St Génies des Mourgues

AFFAIRE N°59 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC TÉLÉRAMA POUR L'EXPOSITION "CLAUDE VIALLAT, UNE RÉTROSPECTIVE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :
Figure essentielle de l'art contemporain, Claude Viallat jouit d'une renommée internationale, tout en jouant un rôle majeur dans le paysage culturel languedocien. Du 28 juin au 2 novembre 2014, le musée Fabre de Montpellier Agglomération, qui conserve un fonds important de l'artiste, propose une grande rétrospective, véritable plongée dans l'univers de l'artiste, de ses débuts à ses travaux les plus récents.

Composée de plus de 150 œuvres, peintures, dessins et objets, l'exposition retrace le parcours de Claude Viallat sur plus d'un demi-siècle, restituant son exploration incessante des techniques et des matériaux. Conçue à partir du fonds du musée Fabre, de prêts d'institutions nationales majeures, dont le Musée national d'Art moderne-Centre Georges Pompidou et de l'atelier nîmois de l'artiste, cette rétrospective dévoile l'extraordinaire variété des productions autour d'une même forme et sa puissance picturale. En outre, dans le cadre de cet événement, une sélection d'œuvres inédites, issue de la collection de l'épouse de l'artiste sera pour la première fois révélée aux visiteurs du musée Fabre.

Réalisée en collaboration étroite avec l'artiste, cette grande rétrospective investit les différents espaces du musée Fabre : du hall Buren aux espaces d'exposition temporaires, jusqu'à la cour Richier et les salons précieux de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran. Cet accrochage monumental et audacieux fait résonner l'art contemporain au musée Fabre.

A cette occasion, la revue culturelle Téléràma souhaite renouveler son soutien en tant que partenaire presse officiel de cet événement majeur, comme cela avait été le cas pour l'exposition « Corps et Ombres, Caravage et le Caravagisme européen », en 2012.

Cette action de partenariat intervient dans le cadre d'une convention qui fixe les droits et obligations de chaque partie.

Cette convention précise notamment que la société Téléràma bénéficiera de la présence du logo « Un événement Téléràma » sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition et sur le site internet. Téléràma disposera d'une signalétique à l'entrée de l'exposition. Il lui sera remis 60 entrées gratuites à l'exposition et 100 visiteurs pourront bénéficier d'une entrée à tarif réduit.

En contrepartie, Téléràma s'engage à faire écho de l'évènement à travers les supports suivants :

- 1 module quadri dans l'agenda des événements Téléràma, édition nationale à paraître le 25/06/2014,
- 2 annonces « Espressos » dans la newsletter Téléràma le 27/06 et 19/09/2014 avec lien vers le site web du musée Fabre (envoyées à 170 000 abonnés),
- 1 annonce sur telerama.fr dans la rubrique Téléràma + pour les abonnés le 18/06/2014,
- 1 annonce sur telerama.fr dans la rubrique Téléràma + tous en ligne le 02/07/2014.

Cette opportunité exceptionnelle assurera un rayonnement médiatique au niveau national à travers les supports de communication Téléràma, d'autant que par son positionnement, la revue culturelle Téléràma s'inscrit précisément dans le public sensible à l'exposition.

Cette convention de partenariat exclusif ne concerne pas la couverture médiatique de cette exposition qui pourra être assurée par d'autres médias

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Télérama,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

On passe à l'affaire 60, convention de partenariat avec le musée Soulages. Cela concerne la billetterie entre Montpellier et Rodez, qui sera inauguré le 30 par le président de la République.

AFFAIRE N°60 : HORS COMMISSION – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE SOULAGES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Figure majeure de l'abstraction, Pierre Soulages est le peintre contemporain français le plus connu au monde. Représenté dans près de 90 musées, il a réalisé plus de 1500 œuvres et d'innombrables expositions à travers le globe.

En 2005, il consent à Rodez, sa ville natale, une donation de près de 500 œuvres témoignant de l'ensemble de sa production, des huiles de l'après-guerre jusqu'à l'Outrenoir, les travaux préparatoires des vitraux de Conques... Pour accueillir cette collection, la Communauté d'Agglomération du Grand Rodez ouvrira le musée Soulages le 30 mai 2014.

À moins de 2 heures de route du musée Soulages, le musée Fabre de Montpellier Agglomération abrite un écrin pour les œuvres de cet artiste. La donation, en 2005, d'un ensemble d'envergure au musée Fabre constitue un jalon essentiel dans la reconnaissance institutionnelle de la carrière de l'artiste.

Inaugurées en 2007, avec la réouverture du musée Fabre après un vaste chantier de rénovation, les salles Soulages, au cœur du parcours consacré à l'art moderne et contemporain du musée, abritent un ensemble unique constitué grâce aux dons et legs de l'artiste, sur près de 600 m².

L'ouverture du musée Pierre Soulages dans sa ville natale, Rodez, constitue une opportunité formidable de découvrir ou redécouvrir l'espace Soulages du musée Fabre.

C'est aussi l'occasion, pour le musée Fabre, de présenter un accrochage renouvelé et de mettre à l'honneur une toute nouvelle acquisition de la Fondation d'Entreprise du musée, un Polyptique créé le 12 avril 2012. Remarquable par ses dimensions, l'œuvre Peinture 181 x 405 cm, illustre l'évolution de la technique de l'artiste et présente une spectaculaire épaisseur, donnant à l'œuvre un aspect sculptural imposant et magistral.

Le musée Fabre et le musée Soulages à Rodez proposent tous deux des expositions qui attirent un large public régional, national et international, public composé d'amateurs d'art, d'habitants de la région et de vacanciers.

Ils ont décidé d'établir un partenariat d'information et d'accès à tarif réduit afin d'inciter leurs publics respectifs à se rendre dans l'autre musée.

La présente convention en définit les modalités de coopération entre les deux parties.

Les parties conviennent :

- de mettre à disposition des visiteurs, près de chaque caisse, les dépliants d'information du musée partenaire
- de faire bénéficier à chaque visiteur du tarif réduit sur présentation du billet d'entrée de l'autre établissement tant pour les collections permanentes que pour les expositions.

Le musée Fabre proposera un tarif réduit (7 euros au lieu de 9 euros pour les expositions temporaires et 4 euros au lieu de 6 euros pour les collections permanentes) à ses visiteurs détenteurs du billet d'entrée au musée Soulages de Rodez.

Le musée Soulages proposera un tarif réduit (4 euros au lieu de 7 euros) à ses visiteurs détenteurs d'un billet d'entrée du musée Fabre de Montpellier.

Cette démarche réciproque ne fait l'objet d'aucune compensation financière entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre le musée Fabre et le musée Soula-
ges,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette
convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : HORS COMMISSION – MARCHÉ N°3659DC14 DE GARDIENNAGE DU MUSÉE FABRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le marché de gardiennage du musée Fabre n°2223DC13, qui concerne d'une part la surveillance des espaces d'exposition (collections permanentes et expositions temporaires), et d'autre part, le gardiennage du Poste Central de Sécurité (P.C. sécurité) 365j/an et 24h/24, arrive à échéance le 31 décembre 2014, à l'issue de sa 3ème année de reconduction. Des reports d'alarmes d'autres bâtiments culturels tels que l'Agora de la Danse et l'hôtel Sabatier d'Espeyran, s'opèrent sur ce PC.

Il convient donc de relancer une procédure de consultation, en application de l'article 30 du code des marchés publics.

Le futur marché, traité en lot unique, sera conclu à prix global et forfaitaire pour les prestations de surveillance des collections permanentes et de gardiennage du P.C. sécurité, et à prix unitaires, pour l'émission de bons de commande nécessaires à la surveillance des salles à l'occasion d'événements ponctuels, comme les expositions temporaires, les soirées privées ou tout autre événement impliquant l'utilisation des bâtiments. Ces prestations à prix unitaires sur bons de commande sont sans montant annuel minimum ni maximum.

Ce marché sera conclu du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015. Il pourra être reconduit, expressément, pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2018.

L'estimation annuelle des prestations objet de ce marché est évaluée à 1 800 000 € H.T., soit 1 500 000 € H.T. pour le prix global et forfaitaire, et 300 000 € H.T. pour le prévisionnel des événements ponctuels en prix unitaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de consultation relative au marché de gardiennage du musée Fabre,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire, à la fois concernant la passation et l'exécution du marché.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : HORS COMMISSION – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - CONVENTION D'APPLICATION N°3 À LA CONVENTION CADRE DE PÔLE ASSOCIÉ DE DÉPÔT LÉGAL AVEC LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par ordonnance de Montpellier du 28 décembre 1537, le dépôt légal a été créé par François 1^{er} afin de préserver le patrimoine écrit. D'abord effectué par les éditeurs, celui-ci a dans un deuxième

temps été étendu aux imprimeurs, puis régionalisé au milieu du XX^{ème} siècle, période à laquelle la bibliothèque municipale classée de Montpellier a été chargée de cette mission d'intérêt national.

Depuis 1998, la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola est pôle associé de la Bibliothèque nationale de France (BnF) pour le « dépôt légal imprimeur ».

Par délibération n°11062 du 19 juillet 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion d'une convention cadre de pôle associé de dépôt légal avec la BnF, convention n°2012-117/423), pour la période 2012/ 2014.

Cette convention dispose notamment que la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à assurer la collecte des documents imprimés soumis au dépôt légal imprimeur dans sa circonscription, leur signalement, la transmission de leurs références à la BnF, leur conservation, et leur communication sur place, et à distance sous condition. La BnF s'engage de son côté à assurer un soutien scientifique, et à verser sous la forme d'une subvention annuelle forfaitaire une contribution aux frais engagés pour l'accomplissement exclusif des obligations qui font l'objet de la présente convention. Il est également précisé que le montant et les conditions de versement de ladite subvention sont définis chaque année par une convention d'application.

Ainsi par conventions d'application n°1 et 2, la BnF a attribué à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2012 et 2013, respectivement 56 000 € T.T.C. et 55 500 € T.T.C. de subvention.

Par délibération n°11563 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion de la convention d'application n°2 au terme de laquelle la BnF s'engageait à attribuer à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une subvention de 55 500 € T.T.C.

Il convient, pour l'année 2014, d'approuver la conclusion de la convention d'application n°3, qui prévoit le versement, par la BnF, d'une subvention de 55 500 € T.T.C. Comme pour les années précédentes, la somme susvisée sera exclusivement destinée à la collecte et au traitement du dépôt légal, en couvrant la rémunération d'un assistant de conservation et d'un agent du patrimoine recrutés pour ces tâches ainsi que diverses dépenses de fonctionnement (petit matériel, frais postaux et téléphone).

A titre d'information, la Médiathèque Centrale Emile Zola a reçu en 2013 1173 livres, 267 titres de périodiques, 2923 brochures, 471 affiches, 90 cartes et plans et 76 cartes postales. Le dépôt légal représente un atout d'importance pour l'enrichissement des collections patrimoniales d'intérêt local et régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention d'application n°3 à la convention-cadre de pôle associé de dépôt légal n°2012-1117/423 avec la Bibliothèque nationale de France,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : HORS COMMISSION – COMÉDIE DU LIVRE 2014 - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Comédie du Livre se déroule chaque année à Montpellier sur la place de la Comédie. Du 23 au 25 mai 2014, la 29^{ème} édition de cette fête du livre mettra à l'honneur les littératures nordiques.

Cet événement est considéré comme la 2^{ème} manifestation littéraire nationale après le Salon du Livre de Paris. Il réunit un large public, trois jours durant, autour d'une programmation riche et variée : rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers et tables rondes sont proposés afin de promouvoir le livre.

Compte tenu des orientations de sa politique culturelle, et forte des ses activités en matière de lecture publique et de médiation culturelle, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, via son

réseau de médiathèques et le musée Fabre notamment, souhaite affirmer le soutien qu'elle apporte à cette manifestation depuis quelques années, en formalisant cette année avec la Ville de Montpellier une convention de partenariat pour la Comédie du Livre 2014.

Cette convention fixe les modalités de ce partenariat, au terme duquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'intègre dans la programmation de la Comédie du Livre 2014 :

- en aménageant le stand que la Ville met à sa disposition, dans le but d'accueillir le public autour d'animations en lien avec la lecture publique et la programmation de la manifestation ;
- en établissant une programmation de rencontres en lien avec les grandes lignes de programmation de la 29^{ème} édition ;
- en mettant à disposition de la manifestation l'auditorium du Musée Fabre, afin que celui-ci accueille des rencontres ;
- en mettant à disposition de la manifestation la pelouse du parvis située devant le Musée Fabre afin qu'y soit accueilli le plateau d'enregistrement du partenaire radio national de la Comédie du Livre.

La Ville de Montpellier s'engage, quant à elle, à associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la manifestation :

- en l'accueillant sur un espace sous tente qui lui est confié pendant la manifestation ;
- en lui garantissant l'accès à l'assistante technique générale prévue par l'organisation ;
- en rendant visible et en valorisant la programmation proposée par le Réseau des Médiathèques de l'Agglomération sur les supports de communication de la manifestation.

Enfin, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engagent, pour l'ensemble des activités concernées par ce partenariat, à faire état de leur participation respective sur tout support de communication et dans leurs relations avec les médias.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec la Ville de Montpellier dans le cadre de la Comédie du Livre 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : HORS COMMISSION – ASSOCIATION « LA MONTPELLIER REINE A DU CŒUR » - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

L'association « la Montpellier Reine a du cœur » organise depuis 2009 une course pédestre de 4 kms dans Montpellier.

Cet événement familial attire chaque année de plus en plus de participants et il est devenu un rendez-vous montpelliérain incontournable.

Au travers de cette course pédestre, le but de cette association est d'abord de soutenir les femmes atteintes d'un cancer du sein, mais également d'informer et de sensibiliser le plus de femmes possible à l'importance majeure du dépistage du cancer du sein.

Chaque année, les participants sont de plus en plus nombreux.

En 2013, pas moins de 3600 personnes ont couru pour cette bonne cause.

Cette année la Montpellier Reine se déroulera le dimanche 25 mai, avec un départ aux Jardins du Peyrou et les fonds récoltés lors de la course seront reversés au centre ICM (Institut du Cancer de Montpellier), au Comité Féminin de l'Hérault, et au MIS (Montpellier Institut du Sein).

Afin de soutenir cette association dont l'action d'utilité publique participe à la promotion et à la cohésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier il est proposé de lui accorder une subvention de 10 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de cette subvention, dont le versement est conditionné par la signature

d'une convention d'attribution,

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil procède au vote. Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ - COMPOSITION - DÉSIGNATION DES ÉLUS

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°12202 du 22 avril dernier, le Conseil de Communauté a approuvé la création de 15 Commissions chargées d'étudier les affaires soumises au Conseil dont le domaine d'intervention a été fixé comme ci-après :

- POLITIQUE DE LA VILLE ;
- FINANCES ;
- AMENAGEMENT ET URBANISME ;
- ENVIRONNEMENT ;
- ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES ;
- PROXIMITE ET RELATION USAGERS ;
- CULTURE ;
- TRANSPORTS ET MOBILITE ;
- ESPACE PUBLIC ;
- SPORTS ET TRADITIONS ;
- EMPLOI-TPE et PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE ;
- RESSOURCES HUMAINES ;
- EAU ET MILIEU AQUATIQUES ;
- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE ;
- LOGEMENT.

Un courrier a été adressé le 23 avril 2014 à l'ensemble des conseillers communautaires titulaires et suppléants et aux maires des communes membres afin de recenser les demandes d'inscription et de désignation.

Il convient de désigner les membres des 15 Commissions de travail de la Communauté d'Agglomération en fonction de la liste des vœux et des demandes recensés.

Une liste propre à chaque Commission est présentée ci-dessous reprenant les membres titulaires et suppléants, élus communautaires ainsi que les conseillers municipaux désignés par les maires.

Commission Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques

Président de Droit

_ Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	DELAUNAY	Stéphanie	Castelnau le lez
GUIRAUD	Isabelle	St Jean de Védas	MAILLOT	Jean-Marc	Castelnau le lez
LLORET	Eliane	Sussargues	GABORIT	France	Clapiers
			CHARTIER	Jean-Pierre	Cournonsec
			MALLET-POUJOL	Nathalie	Jacou
			MICHEL	Béatrice	Juvignac
			RATHUILLE MARTINEZ	Isabelle	Montaud
			ZAGHAR	Khalid	Prades Le lez
			MERCIER	Philippe	St Drézéry
			MERLIN	Didier	St Jean de Védas
			DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Aménagement et Urbanisme

Président de Droit

Philippe SAUREL

Prési-
dent(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau le lez	RIBEIRO	David	Baillargues
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau le lez	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau le lez
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	NURIT	Gilles	Cournonsec
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	VIDAL	Maurice	Cournonsec
MEUNIER	Cyril	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
JANNIN	Stéphanie	Montpellier	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
COUR	Christophe	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
MALEK	Jérémie	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
YAGUE	Annie	Montpellier	LEMAIRE	Yannick	Grabels
DEMON	Véronique	Montpellier	MOULIN	Gaby	Jacou
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	BRAEMER	Luc	Juvignac
CASSAR	Michelle	Pignan	GRAVIER	Eugène	Juvignac
VERA	Joël	Saussan	LOPEZ	Alexandre	Juvignac
PELLET	Yvon	St Génies de Mourgues	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
PETIT	Eric	St Jean de Védas	LOPEZ	Lionel	Lattes
			LACOMBE	Guy	Lattes
			MAVEL	Catherine	Montaud
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			JAMME	Alain	Montferrier
			LAZUTTES	Marie-André	Montferrier
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			VALLETTE-VIALARD	Alain	Murviel
			CONESA	André	Pérols

			DELTOUR	Benoit	Pérols
			ZUMBIHL	Robert	Prades le lez
			ROUDIL	Marc	St Brès
			SCHWARTZ	Josy	St Brès
			VALENTIN	Guy	St Brès
			LE BLEVEC	Loïc	St Drézéry
			COEURVEILLE	André	St Georges d'Orques
			CLAMOUSE	Alain	St Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			LAURET	Guy	Vendargues
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès- Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès- Maguelone

Commission Culture

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	BASSO	Béatrice	Baillargues
BARRAL	Guy	Montpellier	GREPINET	Daniel	Castelnau le lez
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	GUY	Philippe	Castelnau le lez
NAVARRE	Caroline	Montpellier	LEMAISTRE	Vanessa	Castries
YAGUE	Annie	Montpellier	MIAS	Brigitte	Clapiers
DI RUG-GIERO	Jean-Marc	Montpellier	PAUL	Richard	Cournonsec
MARSALA	Isabelle	Montpellier	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	SAVIO	Laurent	Cournonsec
COUSQUER	Jean Luc	Montpellier	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
DANAN	Perla	Montpellier	ALBERT	Marie	Cournonterral
LARUE	Alex	Montpellier	SPIEGLER	Patricia	Cournonterral
TRAVIER	Bernard	Montpellier	PRIVAT	Serge	Cournonterral
FRECHE	Julie	Montpellier	PALA	Christine	Fabrègues
PETIT	Eric	Saint Jean de Védas	CHAMUSSY	Nancy	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	MARINES	Jean-François	Grabels
CLARAC	Chantal	Villeneuve-lès-Maguelone	DEBONO	Bella	Jacou
			MERLET	Hélène	Juvignac
			ROESCH	Laurent	Juvignac
			BATIVELLI	Jacques	Lattes
			ROCHETTE	Lydie	Montferrier
			DE MON-TLAUR	Georges	Montaud
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			LIZA	Nicole	Montpellier
			DE SAINT JOUAN	Cédric	Montpellier
			PIERRE	Denis	Murviel Les Montpellier

			ARRANZ	Bernadette	Pérols
			ORRICO	Patricia	Prades le lez
			MELLINAS	Patricia	Saint Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	Saint Brès
			AUBRY	Anne	Saint Drézéry
			REYSZ	Dominique	Saint Génies des Mourgues
			GRENIER	Bernard	Saussan
			NICOLAS	Pierre	St Georges d'Orques
			RAPINI	Denise	St Georges d'Orques
			GRELLEPOIS	Mona	St Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	Saint Jean de Védas
			RENARD	Sylvie	Saint Jean de Védas
			PAGES	Catherine	Sussargues
			SALLES	Régine	Vendargues
			FILIPPI	Pascal	Villeneuve-lès-Maguelone
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Maguelone
			MENAGE	Baptiste	Villeneuve-lès-Maguelone
			CREPIN	Jean-Yves	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Développement Economique et Attractivité

Président de Droit

_ Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau-Le-Lez	PERRIER	Thierry	Baillargues
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	VAN PEETERS-SEN	Anne	Castelnau-le-lez
BREYSSE	Thierry	Cournonterral	BRISARD	Bernadette	Clapiers
MEUNIER	Cyril	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
PASTOR	Eric	Lattes	VIDAL	Maurice	Cournonsec
PASTOR	Gilbert	Montpellier	VARLHAC	Véronique	Cournonsec
MARION	Chantal	Montpellier	ALAUZET	Jean-Marc	Fabrigues
COUSQUER	Jean-Luc	Montpellier	BOUROUBA	Nachida	Jacou
BRISAUD	Anne	Montpellier	DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
NAVARRE	Caroline	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
DANAN	Perla	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
LARUE	Alex	Montpellier	MARGUERITE	Martine	Lattes
HART	Clare	Montpellier	GROS	Emilie	Montaud
LANNELON-GUE	Gérard	Montpellier	NEU	Frédérique	Pérols
COUR	Christophe	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
DEMON	Véronique	Montpellier	ORRICO	Patricia	Prades-Le-Lez
PEREZ	Véronique	Montpellier	POBLADOR	Jean-Luc	Prades-Le-Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	PAGES	Céline	St Brès
QUILES	Thierry	Pignan	RODRIGUEZ	Joseph	St Brès
PETIT	Eric	St Jean de Védas	LECOESTER	Séverine	St Brès
LLORET	Eliane	Sussargues	DABONNEVILLE	Thibault	St Brès
			MERCIER	Philippe	St Drézéry
			CROS	Magali	St Georges d'Orques
			PETIT	Floriane	St Georges d'Orques
			MALDONADO	Nicolas	St Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	St Georges d'Orques

			COEURVEILLE	André	St Georges d'Orques
			MAUREL	Patricia	St Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues
			LLORIA	Denis	Villeneuve-lès-Maguelone
			CARQUET	Frédéric	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Eau et Milieux Aquatiques

Président de Droit

_ Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
REVOL	René	Grabels	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
CALVAT	Renaud	Jacou	LAFFORGUE	Frédéric	Castelnau-le-lez
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MEUNIER	Cyril	Lattes	DUTAU	Gilles	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
RAYMOND	Joël	Montaud	PISCOT	Marc	Cournonsec
FRAYSSE	Michel	Montferrier	ALAUZET	Jean Marc	Fabrègues
DE VERBI- ZIER	Henri	Montpellier	FLACHER	Bruno	Grabels
JAMET	France	Montpellier	OLIVARES	Jean Pierre	Grabels
GIANIEL	Isabelle	Pérols	RUF	Thierry	Jacou
LLORET	Eliane	Sussargues	MICHEL	Béatrice	Juvignac
DUDIEUZERE	Pierre	Vendargues	PLANCKE	Nicole	Lattes
			MAVEL	Catherine	Montaud
			KHENFOUF	Rachid	Prades Le lez
			LE ROLLE	Jean-Marie	St Brès
			ROUDIL	Marc	St Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	St Drézéry
			COEURVEILLE	André	St Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	St Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Maguelone
			HUBERMAN	Jean-Paul	Villeneuve-lès-Maguelone
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Emploi – TPE & PME – Artisanat et Agriculture

Président de Droit

_ Philippe SAUREL

**Prési-
dent(e)**

Président(e-s) Suppléant(e-s)

–
–

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DEWINTRE	Thierry	Castelnau-le-lez	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
DONADA	Carole	Lattes	SIMO	Jean-Paul	Castelnau-Le-Lez
PASTOR	Eric	Lattes	VASSAS MEJRI	Claudine	Castries
RAYMOND	Joël	Montaud	BRISARD	Bernadette	Clapiers
DANAN	Perla	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
JAMET	France	Montpellier	VIDAL	Maurice	Cournonsec
FRECHE	Julie	Montpellier	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
HART	Clare	Montpellier	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
TOUZARD	Isabelle	Murviel	ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues
GALABRUN-BOULBES	Jackie	St Drézéry	COUDRAY-COUDER	Mariette	Grabels
PETIT	Eric	St Jean de Védas	DIVET	Jean-Pierre	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	CELIE	Christophe	Grabels
PELLET	Yvon	St Geniès des Mourgues	LECHENAL	Renaud	Grabels
			BOUROUIBA	Nachida	Jacou
			DE CHAMBRUN	Jacques	Juvignac
			MARGUERITTE	Martine	Lattes
			GUILLERMET	Cathy	Montaud
			BRETON	Alain	Montferrier
			MAYOUX	Laurent	Murviel
			BOULET	Serge	Murviel
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades Le Lez
			KHENFOUF	Rachid	Prades Le Lez
			BOUISRI	Rosa	St Brès
			PAGES	Céline	St Brès
			DABONNVILLE	Thibault	St Brès

			NICOLAS	Pierre	St Georges d'Orques
			ESTRADE	Nathalie	St Georges d'Orques
			CROS	Magali	St Georges d'Orques
			SCHULIAR	Christian	St Georges d'Orques
			GRELLEPOIS	Mona	St Georges d'Orques
			LOPEZ	Marie-Françoise	St Jean de Védas
			BOUIS	Xavier	Sussargues
			JULIAN	Anne	Vendargues
			LLORIA	Denis	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Environnement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
PASTOR	Gilbert	Castries	BASSOUL	Evelyne	Castelnau-le-Lez
FOURCADE	Jean Noël	Lattes	VINDOLET	Thierry	Clapiers
MEUNIER	Cyril	Lattes	NOEL	Thierry	Clapiers
DONADA	Carole	Lattes	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
BRISSAUD	Anne	Montpellier	MARAVAL	Françoise	Cournonsec
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	PISCOT	Marc	Cournonsec
GIANIEL	Isabelle	Pérols	VERLHAC	Véronique	Cournonsec
CASSAR	Michelle	Pignan	MARTY	Robert	Cournonterral
GALABRUN-BOULBES	Jackie	St Drézéry	ALBERT	Marie	Cournonterral
PETIT	Eric	St Jean de védas	SOUVEYRAS	Christian	Fabrègues
LLORET	Eliane	Sussargues	PAGES	Jean-Louis	Grabels
			BAUDOUIN	Christine	Jacou
			MICHEL	Béatrice	Juignac
			PLANCKE	Nicole	Lattes
			PHILIPON	Pierre	Montaud
			DE MON-TLAUR	Georges	Montaud
			HALUSKA	Vincent	Montpellier
			MIGNARD	Mathias	Murviel Les Montpellier
			NEU	Frédérique	Pérols
			MALEK	Jean-Marc	Pérols
			KHENFOUF	Rachid	Prades Le Lez
			BERTHELOT	Raphael	Prades Le Lez
			ORRICO	Patricia	Prades Le Lez
			GRENIER	Bernard	Saussan
			LE ROLL	Jean-Marie	St Brès
			RODRIGUEZ	Joseph	St Brès

			DACHEUX	Jean-Philippe	St Drézéry
			EVOUNA NGUEMA	Graziella	St Georges d'Orques
			OMS	Marie-Laure	St Jean de Védas
			JOUD	Patricia	Sussargues
			FINART	Jean-Paul	Vendargues
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Espace Public

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—

—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MALEK	Jérémie	Montpellier	MAINADIER	Solange	Castries
YOUSSEF	Rabii	Montpellier	NURIT	Gilles	Cournonsec
LLORET	Eliane	Sussargues	PISCOT	Marc	Cournonsec
			PAGES	Jean-Louis	Grabels
			JOURDAN	Nicolas	Jacou
			BRAEMER	Luc	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CAPEL	Christian	Lattes
			RATHUILLE MARTINEZ	Isabelle	Montaud
			LOUCHE	Christian	Montaud
			KHENFOUF	Rachid	Prades Le Lez
			ROUDIL	Marc	St Brès
			DACHEUX	Jean-Philippe	St Drézéry
			RAPINI	Denise	St Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	St Georges d'Orques
			FONTVIEILLE	Henri	St Jean de Védas
			SCIALOM	Daniel	St Jean de Védas
			NOGUES	Olivier	Villeneuve-lès-Magulone
			POITEVIN	Patrick	Villeneuve-lès-Magulone

Commission Finances

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ROUILLEAULT	Henri	Castelnau le Lez	COURTES	Jean-Marie	Baillargues
DEWINTRE	Thierry	Castelnau le Lez	SOULIER	Alain	Baillargues
PASTOR	Gilbert	Castries	GABORIT	France	Clapiers
PENSO	Eric	Clapiers	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
CALVAT	Renaud	Jacou	GUIZARD	Christian	Cournonterral
SAVY	Jean-Luc	Juvignac	ALAUZET	Jean-Marc	Fabrègues
LEVITA	Max	Montpellier	AUFRANC	Thierry	Grabels
BRISSAUD	Anne	Montpellier	CELIE	Christophe	Grabels
DASYLVA - PEYRIN	Titina	Montpellier	NAZET MAR-SON	Magali	Jacou
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	GREPINET	Alain	Juvignac
LANNELONGUE	Gérard	Montpellier	MARTIN	Eliane	Lattes
PHOUTTHA-SANG	Khanthaly	Montpellier	ANGELVIN	Céline	Montaud
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	CAPO	Bernard	Montferrier
LUSSERT	Jean-Marc	Prades le lez	ROUSSEAU	Laurence	Murviel-les-Montpellier
PELLET	Yvon	St Geniès des Mourgues	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
GUIRAUD	Isabelle	St Jean de Védas	CAVAGNA	Eric	Pérols
LLORET	Eliane	Sussargues	POBLADOR	Jean Luc	Prades le lez
			DURAND	Philippe	Saint-Brès
			MERCIER	Philippe	St Drézéry
			NENCIONI	Sébastien	St Jean de Védas
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			SEMAT	Pierre	Villeneuve-lès-Magulone
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Magulone
			DUDIEUZERE	Christophe	Vendargues

Commission Logement

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
DARDE	Catherine	Castelnau Le Lez	AMALVY	Marie-Thérèse	Baillargues
ROUIL-LEAULT	Henri	Castelnau Le Lez	VASSAS ME-JRI	Claudine	Castries
PENSO	Eric	Clapiers	BREDA	Isabelle	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	IMZOURH	Mohammed	Cournonsec
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	SAVIO	Laurent	Cournonsec
BUONO	Rosy	Lattes	CHALME	Sophie	Grabels
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	DIRHOUSI	Zohra	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	GAIOR	Etienne	Jacou
LUSSERT	Jean Marc	Prades-Le-Lez	BRAEMER	Luc	Juignac
VERA	Joël	Saussan	WYSS	Laurence	Lattes
PETIT	Eric	St Jean De Vé-das	JIMENEZ	Danièle	Lattes
LLORET	Eliane	Sussargues	MAVEL	Catherine	Montaud
SEGURA	Noël	Villeneuve-Les-Maguelone	GUILLERMET	Cathy	Montaud
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			CONESA	André	Pérols
			MIRAULT	Xavier	Pérols
			MORTEAU	Colette	Pérols
			RODRIGUEZ	Brigitte	Pérols
			ZIRAOUI	Samira	Prades Le Lez
			ZAGHAR	Khalid	Prades Le Lez
			BOUISRI	Rosa	St Brès
			CANTIE	Joël	St Brès
			LE BLEVEC	Loic	St Drézéry
			Anne AMIEL	Anne	St Georges d'Orques
			RAPINI	Denise	St Georges d'Orques

			LAVAL	Bruno-Martin	St Jean de Védas
			LE BLEVEC	Benjamin	St Jean de Védas
			WATTEEL	Roselyne	Sussargues
			NAVARRO	Marie	Vendargues
			DONATIEN- GARNICA	Florence	Villeneuve-lès- Maguelone
			CREGUT	Annie	Villeneuve-lès- Maguelone

Commission Politique de la Ville

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	ANDREU	Francis	Lattes
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	LEVY	Nathalie	Castelnau-le-lez
DARDE	Catherine	Castelnau-le-lez	MAINADIER	Solange	Castries
DONADA	Carole	Lattes	CHRETIEN	Gilles	Clapiers
PASTOR	Eric	Lattes	BREDA	Isabelle	Cournonsec
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
YAGUE	Annie	Montpellier	COUDRAY- COUDER	Mariette	Grabels
MALEK	Jérémie	Montpellier	EHRlich	Célia	Grabels
HART	Clare	Montpellier	BAUDOUIN	Christine	Jacou
SANTARELLI	Marie	Montpellier	CASTELL	Alain	Juvignac
LLORET	Eliane	Sussargues	GROS	Emilie	Montaud
SEGURA	Noël	Villeneuve-lès-Magulone	CALADOU	Geneviève	Montaud
			GIMENEZ	Anne	Murviel-les-Montpellier
			ZIRAoui	Samira	Prades le lez
			GUAZZAGALOPPA	Ludovic	Prades le lez
			ORRICO	Patricia	Prades le lez
			GUIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			LE BLEVEC	Loïc	St Drézéry
			MAUREL	Patricia	St Jean de Védas
			AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Magulone

Commission Proximité et Relations Usagers

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
BUONO	Rosy	Lattes	PAPE	Louisa	Castelnau-le-lez
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	VLAISLOIR	Edith	Castelnau-le-lez
ACQUIER	Lorraine	Montpellier	VASSAS ME-JRI	Claudine	Castries
HART	Clare	Montpellier	AVENTURIER	Marjolaine	Clapiers
JAOU	Laurent	St Brès	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
PETIT	Eric	St Jean de Védas	CONSTANS	Ghislaine	Cournonsec
LLORET	Eliane	Sussargues	SAVIO	Laurent	Cournonsec
			ALEXANDRE	Marie-Annick	Grabels
			DIRHOUSI	Zohra	Grabels
			GAÏOR	Etienne	Jacou
			VIGNERON	Emmanuelle	Juvignac
			LOPEZ	Lionel	Lattes
			CALADOU	Geneviève	Montaud
			THALAMAS	Fabienne	Pignan
			BEAULIEU	Hélène	Prades le Lez
			CANTIE	Joël	Saint-Brès
			GIRAUDEAU	Olivier	Saint-Brès
			SCHWARTZ	Josy	Saint-Brès
			JEAN	Fanny	St Drézéry
			MERLIN	Didier	St Jean de Védas
			PAGES	Catherine	Sussargues
			PUJOL	Roger	Vendargues
			LEGOUGE	Jean-Marie	Villeneuve-lès-Maguelone
			FERNANDEZ	Claudine	Villeneuve-lès-Maguelone
			JACQUEY	Patricia	Villeneuve-lès-Maguelone
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Ressources Humaines

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	NOEL	Thierry	Clapiers
BUONO	Rosy	Lattes	BOUSQUET	Jacques	Cournonsec
BONNAL	Pierre	Le Crès	AUFRANC	Thierry	Grabels
BARRAL	Guy	Montpellier	VIDAL	Jacqueline	Jacou
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	BOUSQUEL	Jacques	Juvignac
MALEK	Jérémie	Montpellier	MERLET	Hélène	Juvignac
EL KAN-DOUSSI	Abdi	Montpellier	ANDREU	Francis	Lattes
CASSAR	Michelle	Pignan	BARBE	Patrick	Montaud
LLORET	Eliane	Sussargues	BOULAND	Corinne	Montaud
			MERCIER	Philippe	St Drézéry
			SCHULIAR	Christian	St Georges
			GRELLEPOIS	Mona	St Georges
			PAINTRAUD	Jean-François	St Jean De Védas
			SERIEYS	Luc	Sussargues
			MARES	Danielle	Villeneuve-lès-Maguelone
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			CREPIN	Jean-Yves	Villeneuve-lès-Maguelone

Commission Sports et Traditions

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s)
Suppléant(e-s)

Sup-

—

—

			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSONNIER	Jean-Luc	Baillargues	SUAY	Régine	Baillargues
FOURCADE	Jean-Noël	Lattes	ALZAS	Thierry	Castelnau-Le-Lez
ABERT	Fabien	Montpellier	SARRADIN	Muriel	Castelnau-Le-Lez
BARRAL	Guy	Montpellier	CROUZET	Chantal	Castries
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	VINDOLET	Thierry	Clapiers
BRISSAUD	Anne	Montpellier	BOUZEREAU	Norbert	Cournonsec
NAVARRE	Caroline	Montpellier	LABARIAS	Bernard	Cournonsec
DE VERBIZIER	Henri	Montpellier	ANTONICELLI	Sarah	Cournonsec
JAMET	France	Montpellier	CARNET	Olivier	Cournonterral
MARTIN	Hervé	Montpellier	FRANCES	Trinité	Cournonterral
FRECHE	Julie	Montpellier	TEISSIER	Michel	Cournonterral
QUILES	Thierry	Pignan	CRAYSSAC	Dominique	Fabrègues
CASSAR	Michelle	Pignan	GALANT	Christine	Grabels
JAOUL	Laurent	St Brès	CARRERE	Véronique	Grabels
LLORET	Eliane	Sussargues	CELIE	Christophe	Grabels
CLARAC	Chantal	Villeneuve-Lès-Maguelone	COMBETTES	Michel	Jacou
			THALY-BARDOL	Audrey	Juvignac
			CASTELL	Alain	Juvignac
			JOUE	Régis	Lattes
			AQUAVIVA	Marcel	Lattes
			CANDELA	Frédéric	Lattes
			RUIZ	Jacques	Montferrier
			DE MON-TLAUR	George	Montaud
			FABRI	Stéphane	Montaud

			MOULIN	Laurent	Murviel les Montpel- lier
			NIVESSE	Patricia	Pérols
			BOUDET	Olivier	Pérols
			LITTON	Michel	Pérols
			LEINDECKERS	Jean-Marc	Pérols
			VARLEZ	Carine	Prades le Lez
			LUSSERT	Jean-Marc	Prades le Lez
			MERCADIER	Jean-Laurent	Prades le Lez
			LECOESTER	Séverine	St Brès
			MELLINAS	Patricia	St Brès
			ROUDIL	Marc	St Brès
			SCHWARTZ	Josy	St Brès
			JEAN	Fanny	St Drézéry
			CHOMEL	Chantal	St Georges d'Orques
			RUST	Albert	St Georges d'Orques
			RAPINI	Denise	St Georges d'Orques
			COEURVEILLE	André	St Georges d'Orques
			NENCIONI	Sébastien	St Jean De Védas
			OMS	Marie-Laure	St Jean De Védas
			TRINDADE	José	St Jean De Védas
			PAGES	Catherine	Sussargues
			BERETTI	Philippe	Vendargues
			CREPIN	Jean-Yves	Villeneuve-Lès- Maguelone
			FILIPPI	Pascal	Villeneuve-Lès- Maguelone

Commission Transports et Mobilité

Président de Droit

Philippe SAUREL

Président(e)

Président(e-s) Suppléant(e-s)

—
—

Elus communautaires			Représentants des Communes		
Noms	Prénoms	Communes	Noms	Prénoms	Communes
MEISSON-NIER	Jean-Luc	Baillargues	VASSAS ME-JRI	Claudine	Castries
ROUIL-LEAULT	Henri	Castelnau-Le-Lez	CROUZIL	Gabrielle	Clapiers
PENSO	Eric	Clapiers	FABRE	Gérard	Cournonsec
ILLAIRE	Régine	Cournonsec	CARNET	Olivier	Cournonterral
FOURCADE	Mylène	Fabrègues	JABADO	Claire	Grabels
CALVAT	Renaud	Jacou	PAGES	Jean-Louis	Grabels
FRAYSSE	Michel	Montferrier	TRINQUIER	Robert	Jacou
BRISAUD	Anne	Montpellier	LOPEZ	Alexandre	Juignac
BOUMAAZ	Djamel	Montpellier	LOPEZ	Lionel	Lattes
EL KAN-DOUSSI	Abdi	Montpellier	MARTIN	Eliane	Lattes
MALEK	Jérémie	Montpellier	HALUSKA	Vincent	Montpellier
COUR	Christophe	Montpellier	LEINDECKERS	Jean-Marc	Pérols
JAMET	France	Montpellier	TAVERNE	Jocelyne	Pérols
DOMERGUES	Jacques	Montpellier	KHENFOUF	Rachid	Prades le Lez
MOURE	Jean-Pierre	Montpellier	LE ROLLE	Jean-Marie	St Brès
GIANIEL	Isabelle	Pérols	SCHWARTZ	Josy	St Brès
CASSAR	Michelle	Pignan	DACHEUX	Jean-Philippe	St Drézéry
QUILES	Thierry	Pignan	RAPINI	Denise	St Georges d'Orques
LUSSERT	Jean-Marc	Prades le Lez	NENCIONI	Sébastien	St Jean de Védas
PETIT	Eric	St Jean De Védas	JOUD	Patricia	Sussargues
LLORET	Eliane	Sussargues	AUBRY	Gérard	Villeneuve-lès-Maguelone
			GUILLIMIN	Gisèle	Villeneuve-lès-Maguelone
			PHILIPON	Pierre	Montaud

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les membres des 15 commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres tels que figurant dans les tableaux ci-annexés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

Monsieur le Président

Vous avez tout le listing. Est-ce que vous souhaitez que je l'épluche ou je vous en fais grâce ? Je mets aux voix. La parole est à Jean-Pierre Moure.

Monsieur Moure

Je souhaitais tout simplement être intégré à quatre commissions, finances, aménagement et urbanisme, transports et mobilité, et développement économique.

Monsieur le Président

Je rappelle que ces commissions sont ouvertes à tous les élus du Conseil d'agglomération, mais également aux élus des communes. Monsieur Martin.

Monsieur Martin

J'ai eu le courrier trop tard également, j'aurais aimé participer de façon régulière à la commission sports, et les autres je verrai quand je peux y participer, mais au moins celle-ci.

Madame Frêche

Monsieur le Président, serait-il possible de participer aux commissions culture, sports et emploi ?

Madame Hart

Monsieur le président, j'aurais bien participé à la commission proximité et relations aux usagers.

Le Conseil procède au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée. Merci.